Aviva Solutions Durables

AVIVA

La Fabrique Aviva

2016 - 2021

La Fabrique Aviva, catalyseur d'innovation citoyenne

© A-VAREILLE

Le soutien aux entrepreneurs désireux d'avoir un impact positif sur la société est l'un des piliers de la stratégie RSE d'Aviva France, Aviva Solutions Durables. Plus que jamais en ces temps de crise, nous avons besoin de toutes les énergies pour répondre aux grands enjeux sociaux, économiques, environnementaux et sanitaires. Et il se trouve que la France a beaucoup de chance, puisqu'elle accueille l'un des écosystèmes de l'entrepreneuriat social, solidaire et responsable parmi les plus actifs du monde.

La Fabrique Aviva, grand concours national, est un catalyseur d'innovation citoyenne qui depuis 2015 a versé 5 millions d'euros à des projets porteurs de solutions, un peu partout en France. Cette année, plus que jamais, la Fabrique Aviva est au cœur de l'engagement responsable d'Aviva, pour faire connaître et récompenser des initiatives à impact positif en régions.

En effet, nous le constatons au quotidien auprès de nos clients, grâce à notre réseau d'agents: les territoires sont un véritable creuset d'innovations sociales et solidaires, moteurs de croissance durable et d'économie circulaire. Dans un contexte bouleversé, encourageons les idées positives pour une société plus inclusive et respectueuse de l'environnement.

Le magazine que vous tenez entre vos mains regorge de projets passionnants et d'énergie contagieuse : il nous permet de remercier celles et ceux qui font vivre la Fabrique Aviva, collaborateurs, agents, partenaires, ou encore les médias.

Bonne lecture !

Patrick Dixneuf
Directeur général d'Aviva France

Elles font la Fabrique Aviva

Elisabeth Aubineau
Secrétaire Générale et Directrice RSE

Au fil des ans La Fabrique Aviva s'est imposée comme un concours incontournable pour les entrepreneurs à Impacts et de l'ESS. C'est avant tout une formidable aventure qui permet à des porteurs de projets d'être dans les conditions d'une levée de fonds, face à des jurys et investisseurs.

Laurène Dutrieux Ker Rault
Responsable La Fabrique Aviva

La Fabrique Aviva, c'est le grand concours national de l'entrepreneuriat social et solidaire. Depuis 5 ans maintenant, nous récompensons les idées entrepreneuriales utiles et innovantes. C'est relever des défis comme mobiliser sa communauté, défendre son projet devant un comité d'experts, mais c'est avant tout une formidable aventure humaine riche en découvertes et en apprentissage !

Mallaury Homel
Cheffe de projet La Fabrique Aviva

La Fabrique Aviva c'est une ambition : celle de promouvoir, valoriser et récompenser les démarches à impact positif en France. Mais c'est surtout une histoire : celle de femmes et d'hommes audacieux qui entreprennent et innovent pour la construction d'un monde durable.

Sophie Barniaud
Responsable RSE Aviva France

Avec La Fabrique Aviva nous facilitons le rapprochement entre nos collaborateurs, nos agents d'assurance et des entrepreneurs qui ont des projets motivants : ces contacts nous enrichissent mutuellement, personnellement et professionnellement. Nous avons au fil des années beaucoup appris de nos partenaires, spécialistes de l'entrepreneuriat à impact.

Marie Jondet
Responsable réseaux sociaux et contenus La Fabrique Aviva

La Fabrique Aviva, un alliage de communication digitale et d'engagement sur le terrain, en tous les cas une formidable expérience de travail en équipe !

Fanny Dieval
Responsable Innovation durable

La Fabrique Aviva, c'est une très belle initiative qui finance l'innovation française au cœur de nos régions. Grâce à ce concours, nous donnons chaque année le pouvoir et les moyens d'agir à des entrepreneurs engagés dans des projets d'avenir à impact positif.

Magali Vacher
Responsable environnement, éthique, solidarité

La Fabrique Aviva, c'est faire partie d'un jury qui découvre et décide d'aider des projets qui n'auraient peut-être pas vu le jour sans ce concours. C'est passer une journée inspirante et enrichissante tant sur les rencontres que sur la confiance en l'avenir grâce aux projets utiles et innovants.

Caroline de Labarthe
chargée de mission à la direction RSE

La Fabrique Aviva, c'est la France que nous aimons : dynamique, innovante et entreprenante. En résumé, un pays dans lequel nous sommes fiers de vivre !

Célia Kharif
Responsable de projets RSE

Elle a lancé le concours en 2016 et piloté 4 éditions. Célia met aujourd'hui ses connaissances des lauréats au service du nouveau fonds Alliance for Impact, qui propose un accompagnement à la levée de fonds

ILS FONT AUSSI LA FABRIQUE AVIVA

MOUVEMENT UP l'agence a organisé les 5 remises de prix régionales. Cette année, le thème « *l'audace d'agir* » était à l'honneur. Pour poursuivre la discussion autour de l'audace et le dépassement de soi, l'équipe a organisé la grande finale qui aura lieu au pavillon Élysée ce 1er juillet 2021 pour remettre le prix Coup de Cœur en présence des lauréats, d'un sportif de haut niveau et d'un grand explorateur.

TICKET FOR CHANGE aide tout un chacun - individus en quête de sens, en transition professionnelle, porteurs de projets, intrapreneurs à mettre leur activité au service de l'impact. Ils accompagnent La Fabrique Aviva depuis 2019 à préparer la phase de sélection, à sélectionner les meilleurs profils dans la phase de sélection écrite.

LA RUCHE BORDEAUX Partenaire d'Aviva depuis maintenant 4 ans, la Ruche a pris en charge, en partenariat avec le Réseau Entreprendre et le Social Bar, l'organisation des jurys régionaux pour identifier sur les 750 candidats présélectionnés, les 15 lauréats. À travers un format 100% en ligne mobilisant +100 experts et partenaires du réseau, + 50 collaborateurs Aviva, ils ont organisé des journées conviviales et participatives pour permettre l'échange et la rencontre entre les candidats grâce à des ateliers autour de la levée de fonds ou de l'assurance.

MAZARS Le leader international de l'audit, de la fiscalité et du conseil, est partenaire de La Fabrique Aviva depuis la toute première édition, en 2016. Aux côtés de Ticket for Change et La Fabrique Aviva, Mazars a étudié toutes les candidatures déposées au cours de cette 5e édition !

IMPACT FRANCE (ex Mouves) est un partenaire historique de la Fabrique Aviva. Le mouvement a pour vocation de devenir le 1er réseau rassemblant autour des entrepreneurs à impact social et écologique l'ensemble des acteurs économiques engagés pour faire grandir un modèle d'entreprise préservant le capital social et écologique de la planète.

LITA.CO En tant qu'investisseur responsable et innovant, l'assureur Aviva France a choisi de s'associer avec LITA.co, plateforme d'investissement participatif responsable, et le INCO, gérant d'actifs leader de l'impact investing en Europe, pour investir aux côtés des particuliers dans des entreprises sociales à travers le fonds *« Aviva Impact Investing France »*.

Ils ont fabriqué ce numéro

Valentin Pringuay
Rédacteur en chef

Entrepreneur et journaliste, Valentin est le fondateur et rédacteur en chef de Terra Incognita. Il a lancé ce magazine pour expérimenter de nouveaux modèles de médias. Côté hobbies : il aime les séries et écrit des livres de science-fiction.

Lila Meghraoua
Journaliste

À 20 ans, elle tombe un peu par hasard dans la marmite du journalisme et du son pour le compte d'une radio locale est-allemande. Revenue en France, elle officie 7 ans à la production d'une émission consacrée à l'innovation technologique sur BFMBusiness avant de poursuivre sa route d'exploratrice du futur chez Usbek & Rica pendant 4 ans.

Sophie Kloetzli
Journaliste

Journaliste environnement, Sophie écrit pour différents titres de presse, dont Libération. Attachée à la cause féministe, elle aime mettre en lumière les combats de femmes engagées sur différents fronts. Elle travaille également pour le magazine Koï, consacré aux cultures asiatiques.

Mathilde Cristiani
Journaliste

Mathilde accompagne celles et ceux qui font bouger les choses, en les aidant à raconter leur histoire, à identifier leur impact et à passer à l'action. Elle prend aussi la plume pour écrire sur elles et eux. Ses causes ? Féminisme, écologie, résilience et inclusion.

Timothée Vinchon
Journaliste

Après avoir bossé dans l'ESS en Tunisie, je me suis pris de passion pour la harissa et les initiatives de ce pays en pleine transition et suis devenu journaliste. Revenu en France, je continue à mettre du piquant entre reportages et éducation aux médias à la sauce collaborative.

Romane Mugnier
Journaliste

Journaliste et séries-vore, Romane a écrit pendant trois ans pour le magazine Usbek & Rica avant de se lancer éperdument dans la réalisation de podcasts et de vidéos. Entre deux séries SF, elle s'intéresse à la tech, la science, l'espace et l'environnement. Son appareil photo ne la quitte jamais.

Juliette Lagrange
Autrice-Illustratrice

Juliette est passionnée de techniques papiers, elle affectionne les grands formats et mélange trait à l'encre et aquarelle.

Thi Doan
Illustratrice

Connue sous le nom de Cœur singulier, son univers détaillé, coloré et ludique capte notre attention et nous offre une nouvelle lecture de l'histoire.

Coline Girard
Illustratrice et graphiste

Coline s'inspire de ses voyages et des petits détails du quotidien pour composer ses illustrations et recréer un univers.

Héloïse Solt
Autrice-illustratrice

Illustratrice féministe, Héloïse travaille à Paris comme illustratrice jeunesse et de bande dessinée.

Julie Bernard
Artiste-auteure

Julie réalise des illustrations pour la presse et la littérature jeunesse. Originaire de l'Océan Indien, elle cultive un intérêt personnel pour l'insularité.

Lorène Russo
Illustratrice et graphiste

Passionnée de dessin depuis toujours, elle aime illustrer et transmettre les valeurs qui lui sont chères : le respect de la nature et l'écologie.

Jean-Philippe Cabaroc
Directeur Artistique

Spécialisé dans les identités visuelles, JP mêle graphisme, typographie et illustration pour révéler la personnalité qui se cache derrière chaque projet.

Andrea Goulet
Rédactrice et correctrice

Andrea crée et édite des textes de 280 caractères à 280 pages, dans la culture, pour de grands groupes ou pour des ouvrages qui traitent d'innovation.

PARTIE 1

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, L'ÂGE DE RAISON ?

On prête tous les clichés à l'ESS.

Elle serait peu rentable économiquement. Faux : elle l'est bel et bien. Pour autant, l'ESS n'a pas pour vocation à rémunérer un actionnaire. Elle privilégie les réinvestissements. Depuis 2008, elle est le pan de l'économie qui n'a jamais cessé de créer de l'emploi. Preuve, si on en doutait, de sa performance économique.

Elle serait peu innovante. Encore faux : elle est à l'origine de bien des innovations sociales qui rendent nos vies si faciles. Et elle poursuit sa mission d'innovation. C'est encore le cas en 2021.

Son esprit frondeur a infusé, vous avez le découvrir, tout le XIXe siècle et a structuré, on insiste, l'État-providence tel que nous le connaissons aujourd'hui. En 2021, on n'a jamais autant parlé du développement d'une économie pour le bien commun. Breaking news : elle existe déjà et est peut-être en passe de s'intégrer une bonne fois pour toutes.

ESS is the new normal.

Une brève histoire de l'ESS

Elle est à l'origine des grandes innovations qui font partie de notre vie quotidienne : la mutuelle, la Sécurité sociale, les banques coopératives, etc. Elle représente 10% du PIB et emploie 14% des travailleurs du privé en France. Sur les dix dernières années, elle a créé 2,5 fois plus d'emplois que l'économie *« classique »*. L'ESS reste encore peu connue du grand public et souffre d'une image vieillotte. À tort, elle a été – et continue d'être la mère de bien des innovations. Depuis bientôt 200 ans, elle réforme la société et humanise l'économie. L'histoire de l'ESS s'est écrite sur deux siècles en trois actes.

S'il faut attendre le XIXe siècle pour voir émerger une économie sociale, les premiers germes en éclosent dans les monts du Jura au XIIIe siècle. Pour la première fois, des producteurs de lait s'associent. Dans des fruitières est collecté le lait, qui est ensuite transformé sur place en fromage. Ce modèle de collecte et de production représente probablement la première ébauche d'une coopérative.

Acte I - L'économie sociale

Ce n'est que 6 siècles plus tard, ralenti par l'interdiction d'association professionnelle émise par la Loi Le Chapelier de 1791 (abrogée en 1884), que ce modèle prend toute son ampleur à l'occasion de la révolution industrielle. *« La révolution industrielle - marquant le passage d'une société agricole à une société de production mécanisée fondée sur le charbon, le développement des chemins de fers et l'industrie lourde - entraîne de tels bouleversements économiques et sociaux que la question de la solidarité apparaît rapidement comme essentielle »*, écrivent

Géraldine Lacroix et Romain Slitine dans *L'économie sociale et solidaire* (collection Que sais-je, éd. PUF, 2019).

On n'est jamais mieux servi que par soi-même : *« à côté de la solidarité philanthropique héritière des principes de charité de l'Église, une nouvelle approche émerge : celle d'une entraide et d'une auto-organisation des personnes qui partagent un destin commun. »* Cette approche prend d'abord racine *« dans les milieux artisanaux urbains, coutumiers des solidarités corporatives, avant de s'étendre au prolétariat dans le dernier tiers du XIXe siècle »*, estime Timothée Duverger dans *L'Économie sociale et solidaire* (éditions Le Bord de l'eau, 2016).

Dans les années 1830 émergent peu à peu les associations de production, ancêtres des fameuses sociétés coopératives de

« L'économie sociale est fille de la nécessité »

production (SCOP). Le médecin philanthropique Philippe Buchez aidera des menuisiers en 1831 à établir un contrat *« d'association de travailleurs »*. Il s'agit alors, écrivent Géraldine Lacroix et Romain Slitine dans *L'économie sociale et solidaire* (collection Que sais-je, éd. PUF, 2019), *« pour les travailleurs de mettre en commun leur seule richesse, à savoir leurs instruments et leur force de travail, et ce, afin de constituer un capital collectif et produire de manière autonome »*. Ce mantra sera à l'origine de bien des innovations sociales. Les travailleurs s'allient pour produire, mais aussi pour consommer ou emprunter.

C'est aussi au XIXe siècle que les premières caisses de Crédit Agricole et les Banque Populaire font leur apparition. Le but : permettre *« à leurs membres d'accéder au crédit pour développer leurs activités, ce que les banques classiques refusaient »*. *« L'économie sociale est fille de la nécessité »*, résument Géraldine Lacroix et Romain Slitine. *« Elle provient d'une volonté de réduire les inégalités, de compenser les effets néfastes de la révolution industrielle et d'inventer des relations économiques plus équitables. »* Autrement dit, elle est une réaction à l'industrialisation. L'adage *« plus forts ensemble »* prend tout son sens.

Autre innovation qui fera date : les sociétés de secours mutuel. Ces sociétés sont les ancêtres de nos mutuelles d'assurance. Elles prennent en charge les besoins les plus fondamentaux, tels que les pensions de retraite ou d'invalidité, le logement, mais aussi la nourriture pour leurs membres les plus démunis, ceux qui se retrouvent sans emploi, en situation d'invalidité ou d'extrême précarité. *« En 1871, la première Union départementale de mutuelles est créée à Lyon. »* En 1898, la Charte de la mutualité adoube les mutuelles qui s'unissent en fédération nationale 4 ans plus tard.

Cette structuration de l'économie sociale n'aurait pu être menée sans l'appui intellectuel et le développement d'une pensée politique *« à la croisée du mouvement ouvrier, du socialisme utopique (Fourier, Proudhon) et du christianisme social (en particulier Frédéric Le Play) »*. C'est finalement Charles Gide qui théorise le mouvement coopératif français. *« Refusant à la fois le marxisme et le libéralisme, il propose une "troisième voie" : il croit en un système qui serait guidé non par les profits, mais par les besoins, et non par le seul capital, mais également par le travail. »* Son travail rencontrera un succès tel que lors de l'Exposition universelle de 1900, un pavillon entier sera consacré à l'économie sociale. Un an plus tard, en 1901, la Loi Le Chapelier est bien loin. L'économie sociale est *« aussi fille de la liberté et de la République. La loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association s'inscrit dans ce contexte favorable à l'économie sociale, en la rattachant à un mouvement de conquêtes civiques. »*

Acte II – L'économie solidaire

Mais cette victoire sur le grand public est courte : *« La notion même d'économie sociale disparaît du paysage politique et idéologique français. On assiste à une forme d'éclatement et de fragmentation des différentes familles coopératives, mutualistes et associatives dont chacune se développe de manière indépendante. »* Au fil du temps, les différentes fondations de l'économie sociale sont affaiblies ou prennent une tout autre forme. Les coopératives de consommation subissent de plein fouet l'essor, à partir de la fin des années 1960, de la grande distribution. Les mutuelles, elles, sont intronisées comme *« le complément indispensable de la Sécurité sociale »*. Les Trente Glorieuses marquent aussi le développement de l'industrie automobile qui métamorphose durablement les mutuelles d'assurance, chaque conducteur a l'obligation de s'assurer. C'est Michel Rocard qui déterre à la fin des années 1970 l'économie sociale, rappelle en 2016 Timothée Duverger dans un article publié dans *Le Monde*. Il *« fait de l'économie sociale l'un des deux piliers – l'autre étant la décentralisation – de la revitalisation de la société civile dans une France jacobine »*. Il cherche alors *« une forme de production de richesses distincte des modèles capitaliste et communiste [et] se tourne, analysent*

Géraldine Lacroix et Romain Slitine, vers les coopératives, les mutuelles et les associations. » Il intronise le concept d'économie sociale qui entre en droit français en 1981 par la création de la Délégation interministérielle à l'économie sociale. L'économie sociale rassemble alors mutuelles, coopératives, associations et fondations.

C'est cependant lors de la décennie même de sa validation par les autorités que l'économie sociale assiste à la naissance d'une économie sœur, fille encore une fois de la nécessité, l'économie solidaire. L'économie solidaire émerge dans les années 80 *« dans un contexte marqué par la crise économique et le chômage »*. Dans un premier temps, elle *« regroupe des expériences de solidarité menées auprès des populations en situation d'exclusion ». « Régies de quartiers, associations intermédiaires, entreprises d'insertion, ateliers et chantiers d'insertion »*, l'ensemble de ces initiatives *« formera ce que l'on a appelé quelques années plus tard "l'insertion par l'activité économique" »*. Nul n'est inemployable, scandent alors les entreprises sociales d'insertion par le travail qui *« proposent des solutions concrètes pour embaucher ceux qui sont exclus de l'emploi »*.

Dans les années 1990, la notion d'économie solidaire désigne plus largement *« toutes les pratiques économiques qui ont pour but commun de renforcer le lien social, par exemple dans le secteur des services aux personnes, du commerce équitable, de la protection de l'environnement, etc. »* Sa reconnaissance institutionnelle advient en 2000 avec la nomination pour la première fois d'un secrétaire d'État à l'Économie solidaire, l'écologiste Guy Hascouët.

Curieusement, l'économie solidaire évolue longtemps *« en prenant ses distances par rapport à l'économie sociale »*. Elle aspire à servir l'intérêt général et résoudre des problèmes sociaux avant tout, quitte à adopter des statuts commerciaux *« s'ils les considèrent comme plus adaptés »*, contrairement à l'économie sociale qui reste accrochée aux formes associatives ou coopératives. Cette incompréhension est encore une fois remise en question par l'émergence d'un nouveau courant parent des deux sœurs : l'entrepreneuriat social.

« Nul n'est inemployable. »

Acte III et fin – L'entrepreneuriat social

L'entrepreneuriat social se lance en 1993 aux États-Unis sur les bancs de la Harvard Business School avec la Social Enterprise Initiative Network. Ses définitions sont multiples. Selon la définition américaine, l'entrepreneur social est un *« changemaker »*, il a le pouvoir de changer le monde. Selon la Harvard Business School relève de l'entreprise sociale toute activité menée par une ONG *« pour générer des revenus soutenant sa mission sociale »*, une définition complétée par la suite en 2002 : *« toute forme ou d'entreprise dans le cadre d'une NPO (non-profit organisation, organisation à but non lucratif, ndlr), d'une société commerciale ou d'entités du secteur public engagées dans une activité ayant une valeur sociale ou dans la production de biens ou services ayant eux-mêmes une finalité sociale. »* Une position qui peut heurter les acteurs historiques de l'économie sociale ou de l'économie solidaire. Les chercheurs Géraldine Lacroix et Romain Slitine proposent une solution : *« que la finalité sociale soit supérieure ou égale à la finalité économique »*. Et c'est d'ailleurs bien ce à quoi aspirent et s'astreignent tous les entrepreneurs sociaux que nous avons interrogés dans cette revue.

Nous avons à peine commencé à l'apercevoir, mais vous le découvrirez tout au long de cette revue, l'ESS est riche des histoires et aspirations de ces trois familles que sont l'économie sociale, l'économie solidaire et enfin, l'entrepreneuriat social. Ce qui les rassemble est bien plus important que ce qui les différencie : une économie à trois têtes, portée avant tout par une quête, la recherche du bien commun.

L'ESS : une économie comme les autres ?

Rencontre avec Frédéric Bardeau (Simplon) et Jean Moreau (Phénix)

L'ESS a souvent été reléguée au second plan des discussions économiques. Il y avait l'économie classique, celle qui fait de l'argent, qui crée de l'emploi, qui fait tourner le pays. Et il y avait l'économie sociale et solidaire, un monde de bénévoles un peu bisounours qu'on laissait jouer dans leur coin pendant que les grands s'occupaient des choses sérieuses. On exagère évidemment le trait… mais tellement peu.

Pour preuve, il y a encore deux ans, l'ESS était un haut-commissariat rattaché au ministère de l'Environnement. Ce n'est que très récemment que le secteur s'est transformé en un secrétariat d'État, auprès du ministère de l'Économie. *« Tous ces signaux vont dans le bon sens »*, lâche Jean Moreau, fondateur de Phénix. *« On monte d'un cran de haut-commissaire à secrétaire d'État. On est rattaché à Bercy, qui est le lieu où se décident les choses, où l'économie est gérée. Tous ces signaux faibles me font dire que l'écosystème de l'ESS gagne en maturité. »* Il devenait difficile de négliger cette économie sociale et solidaire alors qu'elle représente maintenant plus de 10 % du PIB et 14 % des emplois privés français.

Une chose est sûre, le secteur n'a de cesse d'évoluer au fil des années : une évolution qui ne se fait pas sans heurts et questionnements.

Small is beautiful

« L'économie sociale et solidaire, c'est un mouvement politique avant d'être un mouvement économique » explique Frédéric Bardeau, fondateur de Simplon. *« C'est une manière de faire de l'économie autrement, avec une vision politique. Cela signifie la dimension participative, le fait d'être au plus près des territoires, le partage du pouvoir… avec cet ADN, cela va moins vite qu'une start-up ou la Corée du Nord. »*

Pour lui, l'ESS serait ainsi une économie qui, par essence, va forcément moins vite. Un mouvement qui s'est aussi construit en opposition aux grandes machines avec l'idée de créer des petites structures très décentralisées qui agissent au plus près des territoires. Bardeau cite alors la mouvance du Schumacher College, université anglaise spécialisée dans l'étude de l'écologie holistique et les pratiques de vie durables, qui a popularisé l'idée du *« small is beautiful »* (littéralement : *« ce qui est petit est beau »*). *« Toute cette culture fait que le passage à l'échelle est compliqué pour une boîte de l'ESS, voire contre nature ! »*, assène Frédéric Bardeau.

C'est d'ailleurs précisément ce sujet qui a causé la séparation de l'équipe fondatrice de Simplon. La volonté de Frédéric de suivre l'hypercroisssance, habituellement propre aux start-up, n'était bien vécue par les autres co-fondateurs… débat qui se poursuit encore aujourd'hui, huit ans plus tard : *« Comme on a des gens qui sont pétris des valeurs de l'ESS – et c'est tant mieux pour Simplon – il y a ceux qui croient toujours qu'il y a une main droite qui fait de l'impact social et une main gauche qui cherche de l'argent. Que l'impact social n'a pas besoin de gagner de l'argent et que l'on doit chercher de l'argent pour renflouer le côté à perte de l'impact social… mais ça, ce n'est juste pas possible. C'est pas comme ça que ça marche : tout doit être rentable ! Que tu fasses de l'impact social ou pas. »*

> « L'économie sociale et solidaire, c'est un mouvement politique avant d'être un mouvement économique. »

Du côté de Jean Moreau, CEO de Phénix, ce manque d'ambition historique de l'ESS est avant tout le fait d'un manque de success-stories et d'exemples inspirants. *« Alors évidemment, il y avait le Groupe SOS, Unis-Cité, Ares ou Vitamine T que l'on cite souvent… mais à part ces gros mastodontes, ces gros dinosaures, il n'y avait pas énormément de success-stories. On parlait peu du modèle de l'ESS dans les écoles de commerce, à Science Po ou dans les facs… donc c'est assez peu connu des jeunes. »* Il présente alors l'ESS comme un pan assez méconnu de l'économie, quelque chose de statutaire, confidentiel, bureaucratique et réglementé.

« L'agrément ESUS ou la Direccte, c'est pas sexy, je trouve. Ça ne donne pas trop envie. »

De fait, cela se répercute sur la qualité des porteurs de projets et le manque de financement. Un tableau qui évolue avec l'émergence de nouvelles boîtes qui concilient l'impact et la croissance raisonnée. *« La qualité des porteurs de projets a drastiquement augmenté, donc la qualité des projets, donc la qualité du financement grâce à l'apparition de plein de fonds à impact… et nous avons enfin autour de ces nouveaux modèles une tendance sociétale qui crée énormément de bruit médiatique sur l'ESS… Tout cela fait que l'on arrive à une forme de maturité. Ou si on n'est pas encore dans la maturité, au moins on a réussi à sortir de l'entre-soi. »*

Polliniser l'économie traditionnelle

L'ensemble des observateurs du secteur semble s'accorder : nous assistons à une démocratisation de l'ESS par un floutage des frontières avec l'économie classique. *« Nous avons en même temps pu voir l'émergence de l'impact investing, qui est la version plus capitaliste de la finance solidaire, et de la Tech for Good, qui est la version plus libérée de l'ESS. D'un truc assez militant, assez marqué politiquement, assez revendicatif parfois, on arrive à quelque chose qui est plus centriste. On commence à voir émerger une voie médiane avec les valeurs de l'ESS dans une version un peu moins radicale. »* Cette nouvelle économie se présente donc moins en opposition et se réconcilie plus avec l'économie traditionnelle.

Pourtant, cette évolution se fait dans la douleur puisque de nombreux défenseurs de l'ESS de la première heure y voient

une corruption du modèle et de leurs valeurs. D'après Frédéric Bardeau, c'est une véritable *« relation schizophrène »* qui se met en place à plusieurs niveaux, Simplon reposant notamment sur deux structures : l'une à but non lucratif, l'autre à but lucratif. Son entreprise est aussi prise entre deux injonctions contradictoires : celle de s'émanciper de l'État et de refuser les subventions pour chercher uniquement du chiffre d'affaires et, en même temps, ils n'ont pas les moyens de s'émanciper puisque le secteur de l'ESS s'écroulerait sans les subventions d'après Frédéric : *« Certains ont dans l'idée que moins vous avez de subventions, plus vous êtes vertueux… mais si tu considères le fait que le, structurellement, Simplon fait une partie du boulot de l'État, là ce n'est pas du tout déconnant que l'on reçoive des subventions. »*

L'ESS est en train de modifier son ADN tout en avançant, sans filet de sécurité. Le nouveau visage du secteur ne s'est pas encore stabilisé, ce qui peut parfois donner le sentiment d'y voir un animal bicéphale. *« La vraie bataille, c'est de réussir à polliniser l'économie traditionnelle, sans perdre son âme, quitte à accepter de se dissoudre un peu »*, ajoute Jean Moreau, conscient de faire parfois grincer des dents les puristes de l'ESS.

L'économie aussi fait un pas vers l'ESS

C'est donc devenu une évidence, le secteur de l'ESS évolue pour se rapprocher petit à petit du monde de l'économie classique. Les plus cyniques pourraient voir dans la situation une victoire du modèle capitalistique qui aurait réussi à contaminer l'ESS. Ce raisonnement oublie pourtant la moitié de l'équation : dans un même temps, l'économie classique a également fait son chemin pour se rapprocher de l'ESS. Chacune a ainsi fait un pas vers l'autre. *« Il y a un double mouvement »* confirme Frédéric Bardeau. *« D'un côté l'ESS qui se corrompt, diront les puristes, avec des modèles d'entrepreneuriat social, de start-up sociale, de Tech for Good… mais de l'autre côté – et je trouve cela très positif – l'économie classique se rapproche de l'ESS, elle se RSEise, elle devient plus "à mission". Il n'y a plus seulement 10% du PIB pur et parfait qui s'appelle l'ESS face au grand méchant capitalisme : les frontières deviennent poreuses. »*

Si le fondateur de Simplon s'en réjouit, la situation questionne de nombreuses personnes qui accusent les entreprises de ne pas être sincères dans leur démarche, de remplacer le *« green »* par du *« social washing »* en se prétendant désormais *« à mission »*. *« Pour moi, cela élargit le périmètre et cela permet d'avoir plus d'impact »*, lâche Frédéric. *« On ne peut rien faire sans les entreprises… et on ne peut rien faire si on reste juste entre nous dans l'ESS. »* Les entreprises ont d'ailleurs de moins en moins le

choix face à des collaborateurs de plus en plus en quête de sens dans leur travail : ils ne cherchent plus simplement un emploi stable et un salaire et les entreprises se doivent de répondre aux attentes de leurs collaborateurs pour rester pertinentes au XXIe siècle.

Le besoin d'une pluralité d'ESS

Il est temps d'ajouter davantage de nuance à notre propos. Il est simpliste d'affirmer que l'ESS fait un pas vers l'économie classique pendant que celle-ci fait un pas vers l'ESS. Les deux économies sont très loin d'être des blocs uniformes. Ce n'est donc pas toute l'ESS qui évolue et l'on se retrouve de plus en plus face à un paysage fractionné, avec différentes cultures, valeurs et objectifs.

Mais, pour Frédéric Bardeau, c'est une excellente chose, et ce serait même problématique si toutes les boîtes de l'ESS décidaient d'adopter les codes de la start-up et de l'hypercroissance. *« Il y a des choses qui ne seront jamais rentables et qui sont dans l'impossibilité de trouver un modèle économique viable. Il n'y aura jamais de Phenix ou de Simplon de la grande exclusion »*, explique-t-il. *« Il y a des bénéficiaires qui ne sont pas rentables et qu'il faut pourtant adresser. »* Cette situation va rendre plus légitimes que jamais la philanthropie et la nécessité de garder une ESS subventionnée.

L'ESS est donc multiple, ce qui explique pourquoi il y a tant de manières différentes de désigner son entreprise. Entreprise de l'ESS, solidaire, à impact, en transition ou à mission, chacun se reconnaît davantage dans une dénomination. *« Maintenant que je suis à la tête du mouvement des entrepreneurs sociaux, le Mouvement Impact France (ex-Mouves), je me rends compte que ce n'est pas neutre la façon dont on se présente : il y a encore des guerres de chapelle assez fortes. Ce qui me semble être le plus proche de l'ADN de Phenix, c'est l'entreprise de la Tech for Good à impact positif. Ce n'est pas une culture de l'ESS pure et dure à proprement parler. On a un côté business qui est assumé et un côté croissance voir hypercroissance et levée de fond, qui est n'est pas forcément dans la tradition de l'ESS. On essaye de nuancer avec un agrément ESUS, lucrativité limitée. On n'est pas une machine à cash, on n'est pas une boîte ultra-capitaliste du tout… mais on a pris le parti pris d'être plutôt dans l'univers startup que dans l'univers associatif. Je suis plus à l'aise dans cet univers-là. »*

> « La vraie bataille, c'est de réussir à polliniser l'économie traditionnelle, sans perdre son âme. »

La question des financements

Avec d'un côté Simplon et une levée de fonds de 12 millions d'euros en 2019 (deux ans après un premier tour de table de 4,75 millions) et de l'autre Phenix et sa levée record de 15 millions d'euros, Frédéric Bardeau et Jean Moreau sont les figures de proue d'une ESS ambitieuse, qui n'a pas peur de suivre les codes de la start-up. Toutes les deux financées et accompagnées par Aviva Impact Investing France, Simplon et Phenix ont pourtant suivi deux parcours totalement différents quand il est question de financement. *« Je ne sais pas comment ils ont fait »*, nous avoue Frédéric en parlant du choix de Phenix de panacher les financements en allant à la fois voir des fonds à impact et des fonds d'investissement classiques. *« Comment tu fais pour avoir des alignements d'intérêts forts quand tu as des gens qui habitent deux planètes différentes ? Comment tu alignes les roadmaps, les attentes, les intérêts ? Définitivement, je ne sais pas comment ils ont fait. »*

De son côté, Simplon a fait le choix de privilégier uniquement des acteurs de l'impact : *« C'est des investisseurs à temps long,*

« Il y a encore un monde qui sépare les deux univers. »

des gens qui parlent d'abord d'impact avant de parler de trésorerie et de cash. Nous avons eu de petits écarts dans nos pertes et profits et nos fonds ont été les premiers à militer pour ne pas changer la roadmap d'impact en nous disant qu'il ne fallait pas insulter l'avenir. C'est une autre planète que les fonds d'investissement classiques en termes de taux de retour sur investissement, d'intérêt de dette et de relation. » Quand nous avons posé la question à Jean Moreau quelques jours plus tard, il présente son choix d'investissement hybride comme l'une des forces de son entreprise : *« Je pense que c'est un des gros atouts de Phénix. C'est ce qui fait son caractère unique ou presque : on a un pied dans la tech traditionnelle, dans les start-up et on peut séduire des fonds d'investissement classiques parce que l'on peut avoir un discours très agressif, très croissance, très tech. Mais en même temps on a un gros pied dans l'impact, ce qui nous permet de travailler avec un fonds comme Aviva Impact Investing France qui, pour moi, fait partie des pionniers. »* Quand on lui demande pourquoi, il n'a pas une seconde d'hésitation : *« Parce qu'ils nous ont financés en 2015… à une époque où l'on faisait 100 000 € de chiffre d'affaires. Ils étaient parmi les premiers à lancer un fonds d'impact. Ils ont joué le jeu, ils ont la bonne approche et ils sont hyperbienveillants. »*

Un esprit pionnier qu'il partage évidemment, et qui se retrouve dans la raison même d'aller voir des fonds des deux côtés. En effet, pendant l'interview, on comprend que Phenix est allé voir l'ensemble des fonds pour montrer que c'était possible de faire un pont entre les deux économies. *« On est fiers d'avoir ouvert la voie et d'avoir été l'une des premières boîtes, avec Simplon, Castalie, Too Good To Go ou Back Market, à avoir levé des 10, 15, 20 millions, et à avoir participé au fait d'ouvrir un peu l'écosystème,*

de le décomplexer et d'avoir donné envie à d'autres. C'est un rôle que quelqu'un devait avoir, et tant mieux si on l'a eu. »

Vers une convergence des deux

Est-ce qu'il est donc encore important de faire la distinction entre économie et ESS ? Quand on lui pose la question de but en blanc, Jean Moreau se montre incertain : *« Je pense que, à terme, il faudra l'oublier et ça sera devenue une tautologie que de dire que je suis une entreprise à impact, ou une entreprise de l'ESS. Ce sera devenu un standard. Mais pour l'instant, il vaut mieux encore le préciser. Il y a encore un monde qui sépare les deux univers. »*

Pour lui, la dimension sociale et solidaire deviendra incontournable pour l'ensemble des entreprises, qui devront assumer leur rôle dans la société et faire preuve de valeurs fortes. *« De nombreux acteurs traditionnels s'y intéressent »*, explique-t-il. *« Tout comme de nombreux fonds d'impact se créent avec de gros montants. L'ESS se décomplexe, maintenant on est aussi en mesure de lever de "vrais" sommes sur des montages financiers classiques, sur du business plan ambitieux, avec l'envie de construire des leaders français ou européens, ce qui n'était pas le cas auparavant. C'est un changement des mentalités des entrepreneurs sociaux, qui voient peut-être plus grand qu'avant, et aussi des financeurs qui les suivent davantage qu'auparavant. »* L'entrepreneur croit ainsi observer un alignement des planètes où nous avons désormais suffisamment de role-models, ainsi qu'une grande qualité de talents et de financeurs. *« C'est le rapprochement de deux mondes »*, commente Frédéric Bardeau. *« L'un devient un peu plus vertueux et l'autre devient un peu plus*

ESS et innovation de rupture, un match (im)possible ?

Freins financiers, psychologiques, techniques… Il y a quelques années, se lancer dans la création d'une application ou utiliser la blockchain pour réduire la précarité n'avait aucun sens. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises accompagnent les porteurs de projets et les utilisateurs s'emparent du numérique pour développer des projets à impact positif. La *« tech for good »*, on y croit ? Plongée dans un secteur en constante évolution et qui n'a pas fini de nous surprendre.

13,6 millions d'emplois. Selon une étude pilotée en 2019 par l'Agence Phare (co-réalisée avec Pro Bono Lab) pour le Social Good Accelerator, c'est ce que le secteur de l'économie sociale et solidaire représente, à lui seul, à l'échelle européenne. On compterait aujourd'hui près de 2,8 millions de structures maintenues à flot par 82,8 millions de bénévoles, et ces chiffres sont en constante augmentation depuis quelques années. Vecteurs d'innovations sociales à toutes les échelles, ces structures instaurent de nouveaux espaces de dialogues et se confrontent aux défis de tous les jours : amélioration de la qualité de vie, économies d'énergie, attractivité des territoires, inclusion sociale et numérique, traitement des déchets… Si l'ESS est en ébullition, c'est aussi le cas du secteur du numérique qui, après avoir longuement ignoré les innovations sociales, recourt à de premières collaborations. En effet, les acteurs de la tech sont arrivés à un triste constat : ils ne parviennent plus à se contenter d'être de simples pourvoyeurs de produits, ils sont bousculés par des citoyens de plus en plus engagés qui s'emparent des problématiques sociales. Pourtant, les innovations technologiques, dites de la science "dure", peinent à se faire une place dans les projets sociaux, qualifiés encore de science "molle". Un cliché qui, aujourd'hui encore, colle à la peau des projets collaboratifs, sociaux, intergénérationnels, participatifs, inclusifs, considérés comme "mous", donc secondaires.

Technologie positive

Autre difficulté : la méconnaissance et la maîtrise approximative de la technologie font qu'aujourd'hui encore, l'accès au numérique reste complexe pour un grand nombre de structures de l'économie sociale et solidaire. Heureusement, des acteurs de plus en plus sensibilisés à ces thématiques tentent désormais d'allier utilité sociale et tech. C'est le cas de Jean-Marc Potdevin, le fondateur d'Entourage : issu de l'univers des starts-up et des nouvelles technologies, l'innovation était déjà ancrée dans son parcours professionnel. *« Un jour, il prend le temps de discuter avec des personnes sans domicile fixe, il réalise qu'échanger a encore plus de valeur que de donner machinalement une pièce chaque jour. Il se retrouve vite démuni face à leurs demandes et utilise ses réseaux pour interroger Twitter : "Qui possède un endroit où déposer des affaires pour la nuit ?" ou "qui connaît un bon dentiste dans le 19e ?" »*, raconte Claire Duizabo, la porte-parole de l'association.

Riche de son réseau, de ce filet de sécurité maintenu par son cercle d'amis et ses proches et dont sont privés les SDF, Jean-Marc Potdevin a l'idée de créer un réseau *« vraiment social »* au service de ceux qui en ont le plus besoin. Ce nouvel outil permet de faire le lien entre ces personnes qui meurent de solitude et les voisins du quartier qui veulent aider, mais ne savent pas par où commencer. *« Le numérique est un moyen pour booster l'efficience des flux et faciliter les relations entre acteurs, l'économie sociale et solidaire aurait bien tort de se priver d'un tel outil »*, confirme Fabrice Bonnifet, président du Collège des Directeurs du Développement durable (C3D). Pour Claire Duizabo, la technologie facilite le passage à l'échelle, et fluidifie les échanges. *« On parle beaucoup de technologie positive chez Entourage. Il s'agit d'une technologie essentielle pour rassembler les individus, mais qui s'efface lors de la relation humaine. Pour nous, c'est un moyen, pas une fin. »* Dans le cas de l'association HeHop (Help for Hope), la technologie permet aux gens de faire valoir leurs droits : le droit à la preuve, le droit à un procès équitable, et de contribuer à mettre fin à l'impunité des agresseurs. *« Si la technologie peut permettre d'accélérer ou d'amplifier le résultat de cette innovation sociale, de lui donner un plus grand impact, alors il faut l'utiliser. Et non pas l'avoir comme un frein parce que c'est cher ou complexe à mettre en œuvre »*, assène sa cofondatrice, Sandy Beky.

Un intérêt grandissant pour les technologies de pointe

En juin 2018, Sandy Beky assiste à une conférence sur le numérique : *« la technologie au service de la lutte contre les violences »*. Une magistrate évoque *« le traumatisme sur le traumatisme »* que les victimes de violence – qu'elles soient domestiques, scolaires, sportives, etc. – subissent lorsqu'elles ont le courage de porter plainte. *« Elles se retrouvent face à la machine judiciaire, implacable et qui ne condamnera pas sans preuve. Les victimes peuvent ressortir encore plus traumatisées qu'avant ce processus de judiciarisation. Ça a été comme un déclic pour moi. »* Sandy Beky découvre avec effarement les chiffres qui viennent illustrer les propos de la magistrate qui anime la conférence. Lors d'une atteinte à la personne, seules 30 % des victimes vont au commissariat pour porter plainte contre un agresseur inconnu, mais le taux chute à 15 % lorsqu'il s'agit d'aller dénoncer un proche. La faute à la peur qui prend le dessus, à la honte parfois, et surtout, au manque de preuves : 80 % des plaintes sont classées sans suite. La justice utilise le terme de *« preuve hors de tout doute raisonnable »*, ce qui joue souvent en défaveur de la victime. *« Un téléphone, c'est bien pour capturer des enregistrements audio ou prendre des photos, mais ce n'est pas suffisant, car la technologie est de plus en plus sophistiquée, donc si on ne fait pas en sorte qu'il ne soit pas possible de les modifier, ces preuves pourront toujours être contestées devant la cour de justice. C'est là que j'ai pensé à la technologie de la blockchain. Je ne connaissais cette technologie que de nom, donc je me suis associée à un expert en blockchain et en cryptage de données. »* C'est à ce moment-là que se dessine HeHop comme *« une appli qui marche comme un smartphone, mais qui permet, avec tout ce qui est capturé par l'application, d'enregistrer automatiquement les preuves sur un réseau sécurisé »*, explique Sandy Beky. Les preuves deviennent donc infalsifiables, on ne peut ni les télécharger ni les envoyer par e-mail. Une fois qu'elles sont enregistrées, elles sont cryptées et conservées dans un coffre-fort numérique. *« L'idée, c'était de permettre aux personnes victimes d'une infraction principalement commise dans un huis clos de pouvoir fournir des preuves dont on ne peut pas questionner l'authenticité »*, justifie la cofondatrice de HeHop.

Comme elle, de nombreuses structures se tournent vers les technologies de pointe : intelligence artificielle, robotique, traitement des données, réalité virtuelle, objets connectés ou encore production assistée par ordinateur. Plusieurs organisations choisissent d'appartenir aux mouvements *« open data »* ou *« logiciel libre »*, qui correspondent mieux à leurs valeurs.

Naissance d'un écosystème *«Tech for good»*

En France, les projets comme HeHop, qui mettent l'innovation scientifique et technologique au service de projets sociaux, trouvent désormais de nombreux soutiens. Station F, basé à Paris et plus grand incubateur de start-up au monde, a lancé le programme ShareIT en partenariat avec Ashoka, le réseau des entrepreneurs sociaux français, pour accélérer le développement de projets tech à impact positif. Et c'est en étant invitée à Vivatech que Sandy Beky a trouvé, Symag, son sponsor blockchain. Elle a aussi pu renforcer ses partenariats et obtenir de nouveaux fonds grâce à We Care et la fondation Kering, puis lors de la sortie de son application, grâce au fonds L'Oréal pour les femmes.

Pour l'instant, les grands acteurs de la tech se montrent discrets. Pourtant, comme l'explique l'économiste Denis Stokkink, ils auraient tout à gagner à investir dans des projets d'utilité sociale. *« Nous évoluons aujourd'hui dans un monde où le digital occupe une place centrale et la maîtrise de l'outil numérique est nécessaire à tout projet. Pour sa part, l'utilité sociale est encore trop absente du secteur de la tech, bien qu'elle soit elle aussi en innovation permanente. Dans cette optique, l'échange de compétences, la transmission de savoirs ainsi que les collaborations sont indispensables ! »*, analyse-t-il dans l'étude menée par l'Agence Phare. Même si la tendance tend à valoriser l'impact de la technologie sur l'accélération d'innovations sociales, la priorité est aujourd'hui de renforcer les compétences des acteurs d'utilité sociale et de développer de nouveaux programmes de recherche-action. Voire d'imaginer des dispositifs d'accompagnement à la formation et à la médiation numérique à l'échelle européenne, pour permettre aux associations de mieux identifier leurs besoins et trouver plus facilement des fonds.

Maintenir un service gratuit et fonctionnel à tout prix

Faire le choix de développer une nouvelle technologie demande beaucoup plus d'organisation pour une association, et

> « L'utilité sociale est encore trop absente du secteur de la tech, bien qu'elle soit elle aussi en innovation permanente. »

nécessite d'être entouré des bons acteurs. Suite à un mécénat de compétences de l'agence de technologie OCTO Technology, l'association Entourage collabore avec plusieurs développeurs qui commencent à travailler sur la conception de leur application. Claire Duizabo est à l'écoute de tous les sympathisants du projet, elle prend note de leurs questions, de leurs remarques… L'application s'améliore de jour en jour et, désormais déployée depuis cinq ans, elle a réussi à dépasser l'effet de seuil, nécessaire pour le bon fonctionnement de cette plateforme d'échanges. *« Notre application ne marche que s'il y a du monde et aujourd'hui on a de la chance, on a 130 000 membres. Il a fallu beaucoup de communication, beaucoup de presse, beaucoup de relais influenceurs »*, explique-t-elle.

Quand elles font appel à des technologies de pointe comme la blockchain, les associations sont très vite confrontées au coût de l'innovation. *« Au quotidien, ça demande beaucoup de ressources, on est sur un procédé tech très très sophistiqué, qui coûte cher, mais pour nous, ce prix ne devait pas être répercuté sur l'application, elle devait rester gratuite. »* Pour maintenir un accès libre au dispositif, Sandy Beky a su intégrer en interne les compétences adéquates, et saisir l'opportunité d'avoir un mécène technologique pour les accompagner tout au long de leur aventure.

Des business model hybrides pour financer ces projets coûteux

Côté financement, les associations ont su profiter des moyens modernes comme le crowdfunding pour rassembler les donneurs. Chez HeHop, c'est un business model hybride qui repose sur la générosité de différents acteurs, la responsabilité d'entreprises et de leurs fondations et des sessions de sensibilisation, chez des acteurs publics, à l'importance d'apporter des preuves de leurs actions. *« On continue à participer à des challenges, des concours. La Fabrique Aviva a été notre première*

pourvoyeuse de fonds. Avoir été lauréat du tournoi européen de l'innovation sociale nous a aussi donné des fonds propres », renchérit Sandy Beky, pour qui la V0 de l'application est longtemps restée *« quelques écrans »*, car le développement coûtait extrêmement cher.

Dans le réseau d'entraide d'Entourage, face à ces problématiques, l'association a décidé de se diversifier. *« On n'a pas que l'application, on a plein d'autres programmes, on organise des événements pour que les voisins se rencontrent et passent du temps ensemble, on a créé un programme de retour à l'emploi qui s'appelle LinkedOut, où on viralise les CV des personnes en précarité. »* Claire Duizabo est enjouée, et elle a de quoi. Aujourd'hui elle est bien entourée : 25 salariés, une centaine de bénévoles, quarante entreprises partenaires. Dans chaque territoire où l'application se développe, à Lyon, Lille, Rennes, dans le 92 et le 93, ils obtiennent un soutien public de la région.

RGPD, GAFA : un problème de confiance dans le numérique

Ces soutiens sont essentiels, notamment pour rester à la pointe. Le risque, avec une innovation technologique, c'est qu'elle soit très vite limitée ou dépassée. Pour Sandy Beky, il est nécessaire d'avoir toujours un temps d'avance, *« de nouer des alliances avec d'autres dispositifs, de conjuguer les complémentarités »*. Consciente de ne pas pouvoir répondre à tous les besoins de ses utilisateurs, elle est dans une constante dynamique d'amélioration du dispositif, et elle réfléchit déjà à l'intégration d'une nouvelle fonctionnalité permettant de déclencher à distance la fonction audio. *« Le danger aussi quand on crée un dispositif technologique, c'est d'inventer quelque chose d'un peu hors-sol »*, admet Claire Duizabo qui a monté un *« comité de la rue »* constitué de personnes qui vivent ou ont vécu dans la rue et qui agissent comme les garde-fous de cette nouvelle technologie. *« Aujourd'hui on est RGPD compatibles, on a une charte éthique très solide et des modérateurs, dont un à temps plein qui vérifie la conformité à la charte éthique de toutes nos actions. »* Pour l'association, hors de question de dépendre des GAFA : ils avaient déjà expérimenté avec Facebook, mais n'étaient pas très à l'aise avec l'algorithme qui changeait continuellement et le fait de n'être pas propriétaires des données.

Les freins ne sont pas que techniques et financiers, les associations interrogées parlent aussi de vraies réticences à faire appel au numérique dans des projets à impact. *« Beaucoup se demandent ce que vient faire la technologie dans un secteur où l'humain prime »*, avoue Claire Duizabo. *« On a donc essayé de montrer que les outils tech sont au service de l'humain et que la finalité est toujours humaine. On n'est pas Google, on ne vend pas des services. Si notre application disparaît un jour, c'est qu'on aura réussi ! »* Entourage a toujours parlé de lutte sociale, de précarité… Avec ce message, et face aux mécènes, ils ont aussi été confrontés aux préconçus : *« Tout le monde pense aide matérielle quand on évolue dans ce domaine, mais nous, on a décidé d'amener autre chose, une vraie mobilisation citoyenne. »*

Tech for good : un terme galvaudé ?

Avant de se lancer dans une innovation technologique complexe, les associations du secteur de l'économie sociale et solidaire essayent toujours de passer, d'abord, par les outils existants. Un site Internet ne pourrait-il pas suffire ? Une page

Facebook ? A-t-on vraiment besoin de créer une application qu'il faudra adapter sur iOS et Android ? À cela s'ajoutent les questionnements autour de l'impact écologique de la technologie. *« Pour nous, la transition écologique, c'est protéger la planète et les hommes. Quand on constate que 7 millions de Français sont en situation de mort sociale, il faut se saisir de la technologie comme un levier pour fédérer, lever des fonds, c'est essentiel »*, affirme Claire Duizabo qui défend une *« Écologie 360 »* et dénonce *« l'obsolescence programmée des gens »* qui se retrouvent seuls sur le trottoir.

Pour Fabrice Bonnifet, les entreprises ont conscience de la crise climatique et de notre vulnérabilité, presque plus que les États. *« Il est donc probable que "l'instinct de survie" les pousse à réagir plus vite que l'atonie des politiques. »* Même les acteurs de la tech s'investissent dans des projets à impact sociaux et environnementaux, avec tout de même un risque : celui de se racheter une bonne conscience à travers ces projets positifs. *« N'importe quel acteur dans ce secteur peut aujourd'hui dire qu'il fait du "for good". Il faudrait un label, une charte pour encadrer ces pratiques. Je suis tout de même convaincue que les utilisateurs ne sont pas dupes et que seules les démarches sincères s'inscriront dans le long terme »*, admet la porte-parole d'Entourage. Un humain qui reste seul maître à bord de la technologie, des modèles alternatifs en opposition aux GAFAM et aux BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi), *« D'énormes entreprises finiront par exploser en vol, tôt ou tard, rattrapées par les limites planétaires. Si ces dernières devaient payer au juste coût leurs externalités négatives sociales et environnementales, elles feraient faillite ! »*, abonde Fabrice Bonifet.

Un *« lobby for good »* à l'assaut des grandes entreprises tech

Pour demain, les acteurs de l'économie sociale et solidaire imaginent une vraie tech for good, avec du numérique au service de l'humain. En travaillant de plus en plus avec des entreprises de ce secteur, ils font le pari de les sensibiliser en allant contre l'idée qu'il y a d'un côté l'économie sociale et solidaire, de l'autre les entreprises. *« On a besoin de ces collaborations pour imaginer des modèles plus résilients »*, confirme Claire Duizabo. Ce qui compte, et qui devrait être à la base de chaque innovation technologique, c'est le besoin social. *« Et a priori, il va bien au-delà de notre petit périmètre, notre ville, notre pays… Ce sont souvent des besoins universels. Ce que je dis souvent, c'est qu'en innovations sociales, il faut voir grand, aller directement sur les gros problèmes, sans jamais se dire qu'on n'a pas les épaules pour s'y confronter. En face de vous, il y aura toujours des gens qui auront besoin de votre dispositif »*, conclut Sandy Beky. En partant de produits simples, sans l'obsession de toujours vouloir réinventer la poudre, des coalitions d'acteurs à impact positif naissent et tentent d'imaginer de nouvelles structures pour que les associations ne soient pas seules devant les enjeux technologiques. Même dans les secteurs de niche, le marché est immense, et les acteurs de l'économie sociale et solidaire ont à cœur de montrer l'exemple. Une responsabilité de plus pour ces associations, qui cumulent les casquettes et agissent aujourd'hui comme de véritables *« lobbys for good »*.

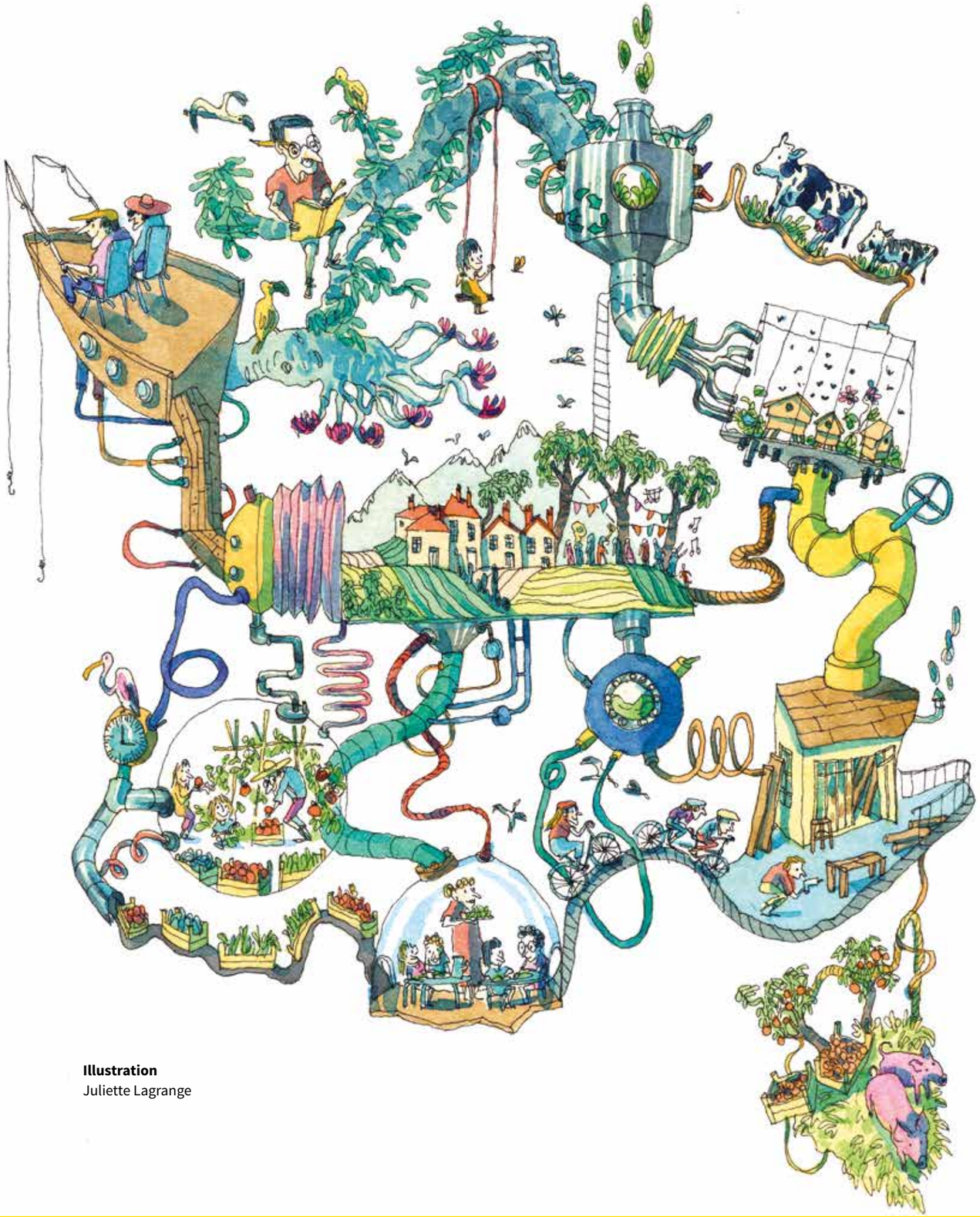


Illustration
Juliette Lagrange

PARTIE 2

LA FABRIQUE DES TERRITOIRES AVIVA

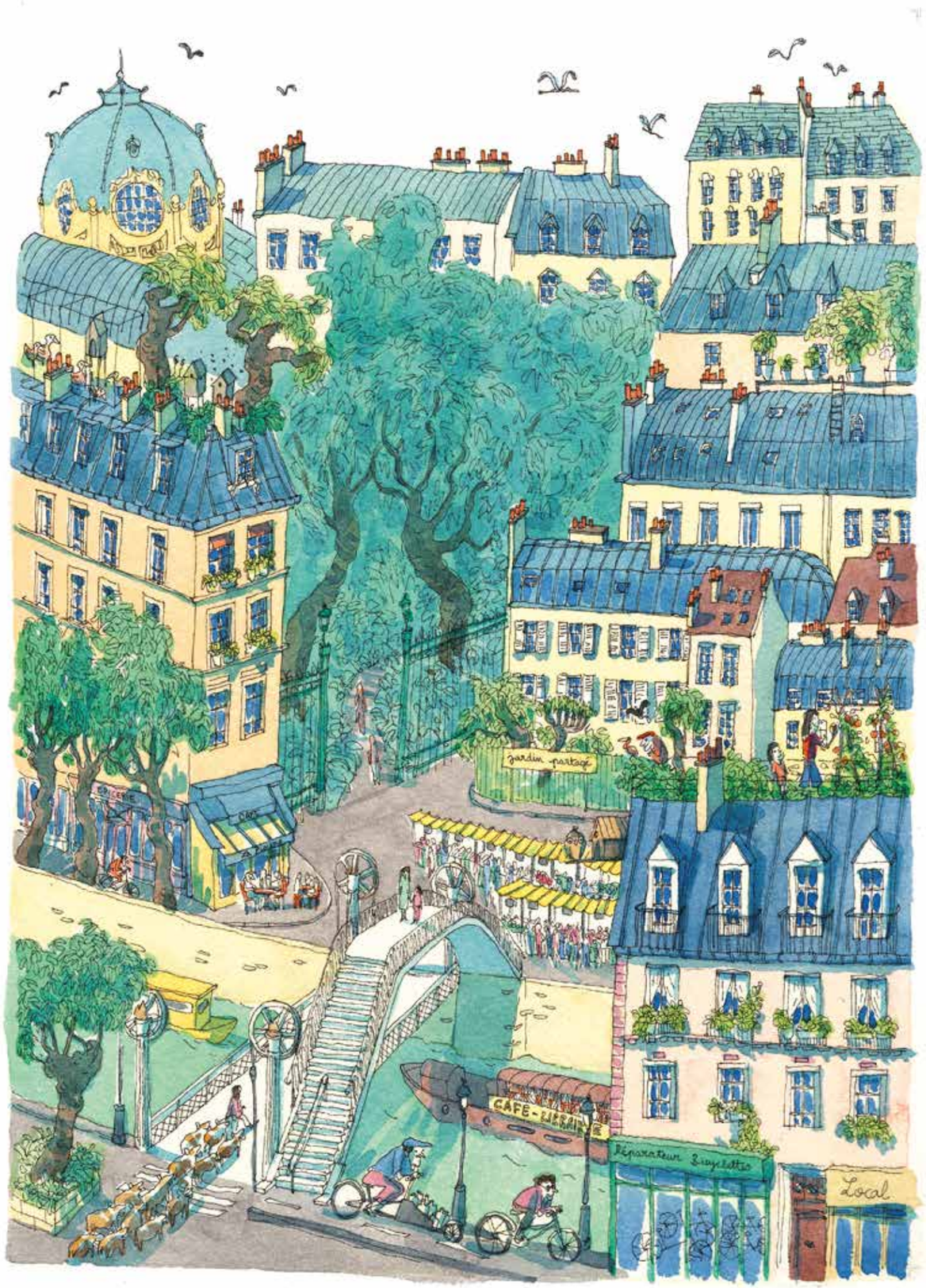
Si l'économie sociale et solidaire semble être un mouvement de fond qui amène les entreprises à chercher le moyen de contribuer positivement à la société, il s'agit avant tout d'un mouvement né dans les territoires.

En effet, nous avons la conviction que la solidarité est d'abord locale avant d'être globale, qu'elle naît des besoins d'une famille, d'un village, d'un territoire. L'entrepreneur répond à une urgence locale avant de découvrir que sa solution pourrait s'adapter à la problématique de millions de personnes.

Cela aura été la mission de cette cinquième édition de la Fabrique Aviva : identifier les meilleures solutions sur le terrain pour leur donner l'accompagnement, la visibilité et les fonds nécessaires pour atteindre un plus large public.

Nous avons donc décidé de cartographier l'impact en France en allant à la rencontre de ses entrepreneurs, en prenant de la hauteur sur chacun de ses écosystèmes en donnant la parole à ses observateurs privilégiés.

Le résultat, c'est une lettre d'amour, (illustrée par des illustratrices de chaque région) pour ces entrepreneurs qui ont non seulement décidé d'imaginer un avenir plus accueillant, mais qui travaillent activement pour faire de cette vision une réalité.



ÎLE DE FRANCE

Un nouveau souffle dans le monde de l'entrepreneuriat social

Illustration
Juliette Lagrange

Depuis 2014, Adèle Galey est la co-fondatrice de Ticket for Change, une école nouvelle génération qui accompagne les acteurs du changement pour construire un monde désirable pour demain.

Je me souviens parfaitement de la première fois où j'ai entendu le terme d'entrepreneuriat social. Cela remonte à 2009, quand j'étais à l'ESSEC. J'avais fait une prépa littéraire pour l'ouverture sur les réflexions philosophiques sur la vie, sur les humanités au sens propre du terme. Il y avait une dimension sociale, même si elle est éloignée, dans cette idée d'essayer de comprendre les humanités. J'ai donc été très malheureuse en école de commerce. J'avais choisi ce parcours en me disant que c'était l'économie qui régissait notre société aujourd'hui et que j'avais donc besoin de comprendre comment cela fonctionnait… mais on ne me parlait que d'optimisation des profits des entreprises. Cela manquait clairement de profondeur et de sens pour moi.

J'ai cherché à m'inscrire à des cours qui pouvaient m'intéresser et je suis tombé sur un cours intitulé *« entrepreneuriat social »*, je n'avais jamais vu ce terme de ma vie, mais j'ai tout de suite été interpellée. J'ai donc testé un cours avec ce cher Thierry Sibieude et ça m'a passionné. Avec ce cours, j'ai vraiment eu un déclic : oui, il peut y avoir une économie avec de la profondeur, avec un attachement à l'humain. Soudainement, j'avais l'impression de mettre de la profondeur dans toutes ces notions économiques qui me paraissaient vides de sens. Ce cours a vraiment réconcilié les deux choses pour moi.

À partir de là, j'ai tout de suite su que j'avais trouvé ce que je voulais faire de ma vie. Je suis tombée dans ce monde de l'entrepreneuriat social pour ne plus jamais en ressortir, très clairement. J'ai fait mes premières rencontres du milieu à travers mes études, mais c'était souvent du côté associatif. Le premier entrepreneur social pur et dur que j'ai rencontré, c'était pour mon premier stage. Je suis tombé sur une annonce pour une entreprise sociale qui se lançait tout juste et qui se donnait pour mission de faire en sorte que les médias parlent plus d'initiatives à impact. Ça a été mon deuxième moment *« Eurêka »* : après la réconciliation entre l'économie et le social, je pouvais relier les médias, où toute ma famille travaille, avec ce domaine de l'entrepreneuriat social qui m'intéressait tant.

J'ai donc envoyé la lettre de motivation la moins orthodoxe du monde, en la commençant par : *« Bonjour, Christian, je vous explique : je suis la personne qu'il vous faut, ne cherchez plus ! »* J'étais tellement sûre d'avoir trouvé le stage parfait pour moi.

Et force est de constater que j'avais plutôt une bonne intuition puisqu'il m'a appelé dans l'heure, on s'est rencontré le lendemain, et avant la fin du rendez-vous il m'avait dit *« GO! »*

Cet entrepreneur, c'est Christian de Boisredon, le fondateur de Sparknews et avoir été un temps son bras droit (d'abord en stage, puis en CDD et en CDI) a été une formation inouïe. C'était au tout début, j'étais seule avec lui qui montait le projet de toute pièce. J'ai eu beaucoup de chance et cette expérience a été hyper formatrice pour mon parcours. Ça a été ma plongée dans l'écosystème de l'entrepreneuriat à impact en Île-de-France. J'ai pu rencontrer énormément d'entrepreneurs sociaux avec toujours cette même fascination pour leur capacité à s'emparer de problèmes qui peuvent paraître hyper complexes, insurmontables, et à trouver des solutions innovantes pour les résoudre. Pour moi, la scène de l'entrepreneuriat social d'Île-de-France se caractérise par deux grandes particularités. Tout d'abord, nous avons la chance immense d'avoir un écosystème au maillage très dense. Notre siège social est basé dans le fameux Silicon Sentier qui a vu l'émergence de l'écosystème entrepreneurial parisien, mais on voit de plus en plus que le paysage du quartier a évolué vers beaucoup d'entrepreneurs à impact. Avec la densité est arrivée une véritable organisation du secteur avec des acteurs de plus en plus gros qui ont une vraie influence.

Et c'est en parlant d'influence qu'il faut présenter la deuxième particularité de cet écosystème : sa proximité avec l'exécutif et le pouvoir politique. Je pense notamment à des Phenix, des Yuka ou des LITA.co, qui pèsent de plus en plus, que ce soit en termes économiques, mais aussi en termes de plaidoyer (qui est le mot gentil pour dire lobby). Quand on est à Paris, il est beaucoup plus facile de rencontrer le ministre ou de déjeuner avec lui, et cette proximité va permettre de faire ce travail d'influence. Parce qu'il faut bien prendre conscience que, de l'autre côté, ils sont hyper organisés. On a beau être plein de belles idées et de jolis idéaux, si on n'est pas aussi organisé qu'eux : si on n'a pas notre MEDEF, si on n'a pas nos universités d'été, si on n'a pas nos leviers de lobby sur le gouvernement pour faire passer des lois, pour changer les choses au niveau législatif, il ne se passera rien. Il y a donc une vraie organisation de l'écosystème portée par des mouvements fédérateurs comme le Mouvement Impact France (né de la fusion du Mouves et de Tech for Good France). C'est vraiment la mission de l'écosystème aujourd'hui : se structurer, faire qu'on s'organise exactement comme s'organisent les acteurs de l'économie classique en se disant que c'est ensemble qu'on sera plus forts et qu'on arrivera vraiment à faire passer nos messages et nos convictions.

L'importance de créer des coalitions est ainsi primordiale. On aura beau faire chacun nos trucs hyper cool dans notre coin, il n'y aura jamais d'impact systémique sans ça. C'est très chouette d'avoir un impact local… mais aujourd'hui, face à l'urgence de la situation, il est nécessaire de dépasser l'impact individuel et local pour un impact systémique. Et on est vraiment en plein dans ce changement de mentalités. On se retrouve alors avec le Mouvement Impact France, qui travaille avec le mouvement des entreprises à missions, et aussi avec le Shift Project. La manière dont le secteur évolue pour que les acteurs travaillent ensemble se fédère pour chercher l'impact systémique, c'est vraiment le truc qui me passionne le plus en ce moment.

Mais ce changement culturel ne se fera pas non plus sans l'apport des médias, puisque si tu ne rends pas ça sexy pour les gens, ça ne changera jamais. Je ne vais pas citer de nouveau Sparknews, mais ils ont typiquement contacté plusieurs médias pour faire un travail de lobby pour que les sujets à impact soient plus représentés dans l'actualité. Et je suis persuadé que ça a changé les mentalités. Il y a un peu un côté travailleurs de l'ombre qui font un travail de fond pour aider les choses à changer à grande échelle.

Dans un autre registre, So Good a bien réussi à traiter des sujets sociaux et environnementaux en touchant un très grand

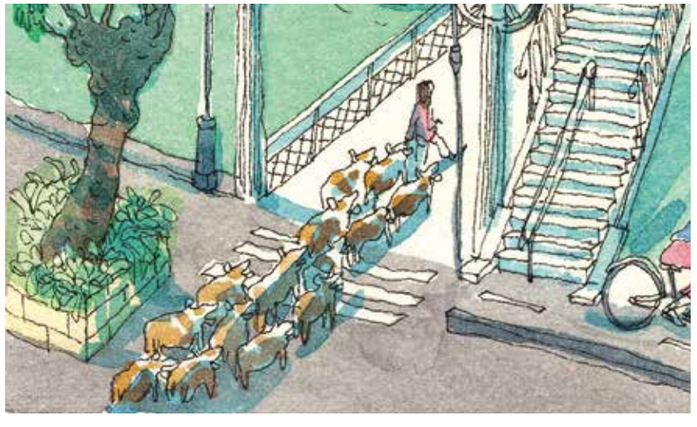
LE TOUR DE FRANCE DE L'ESS | ÎLE-DE-FRANCE

LE MOT DE L'INSPECTRICE

Mathilde Lechevrel
Inspectrice Aviva région Ile de France

Très engagée dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire, j'ai pris plaisir à enrôler les agents sur la journée jury qu'ils affectionnent particulièrement pour sélectionner les 3 projets coups de cœur de la région IDF Oise DOM-TOM et qui sait … pour découvrir *« LA »* pépite qui pourra changer le monde de demain.

public. Pour moi, la Fabrique Aviva a aussi réussi à mettre en place une initiative qui touche énormément de gens, et notamment des entrepreneurs qui ont de tout petits projets hyper locaux et qui se disent : *« moi aussi je peux le faire, j'ai ma place dans cet écosystème. »* Je pense que ce doit être l'un des appels à projets où il y a le plus de candidats, des milliers de projets à chaque fois, avec une très forte dimension territoriale, et c'est très important de décentraliser. C'est aussi ce que l'on essaye de faire à moindre échelle avec Ticket for Change, aller dans les territoires, pour créer un peu d'empowerment (je crois que l'on dit de l'encapacitation en bon français) au niveau des individus pour développer des projets localement, pour donner envie de faire. Et puis la dynamique autour de la Fabrique Aviva est importante, avec toute cette période de partage et de vote.



J'ai l'impression que pour beaucoup de ces porteurs de projets, c'est la première fois qu'ils parlent de ce qu'ils font, qu'ils communiquent à si grande échelle. Et cela donne une grande fierté de dire qu'on a été retenu.

Mais pour terminer par le changement culturel dont je parlais plus tôt, On dit souvent chez Ticket for Change que c'est plus dur d'être entrepreneur social qu'entrepreneur normal. Parce que tu ne dois pas seulement t'assurer de la performance économique, mais tu dois aussi suivre ton impact sociétal. Tu as un double enjeu, double KPI, double tout, en fait. J'ai l'impression que de nombreuses personnes ne se rendent pas compte de l'ampleur de l'écosystème de l'entrepreneuriat social. Ils ont l'impression que c'est équivalent au monde associatif, que c'est pas très sérieux et pas très challengeant. Que si tu veux être vraiment challengé, il faut aller dans la tech, dans le monde du business : il faut faire du fric. Pour eux, c'est ça qui est challengeant. C'est là qu'il y a de l'enjeu. J'adorerais que les gens déplacent le curseur d'enjeux en se disant : est-ce que le challenge, il n'est pas plutôt de résoudre des problématiques que l'on considérait comme impossibles il n'y a encore pas si longtemps ? Plutôt que de chercher à faire un maximum d'argent ? Parce que créer un produit dont les gens n'ont pas besoin, plutôt que de tenter de résoudre un de nos grands enjeux de société, est-ce que vraiment c'est challengeant ? Je trouve qu'il y a encore du travail pour arriver à ce changement culturel, pour faire évoluer les mentalités, notamment celles des jeunes.

Mais il y a du mieux, c'est certain. Heureusement que le changement culturel a commencé. Mais pense qu'il y a encore potentiellement beaucoup à faire pour que les gens rêvent un peu moins d'aller chez Google et un peu plus dans les entreprises de la tech for good. Il y a clairement un nouveau souffle dans le monde de l'entrepreneuriat social.

3 QUESTIONS À

A2PROFS Meudon

Le programme A2Profs crée des espaces d'échange et de soutien entre enseignants pour nourrir la pratique de chacun au profit wde la réussite des élèves.

Justine Fesneau

Déléguée générale de l'association Parents Professeurs Ensemble

1. Quel est le point de départ d'A2Profs ?

Ce programme s'inscrit plus largement dans notre association, Parents Professeurs Ensemble, qui collecte des propositions de terrain et des témoignages (de parents, enseignants, orthophonistes…) pour améliorer notre système éducatif. Tout est parti de la prise de parole d'une mère en Seine-Saint-Denis (93), dont la fille en CE2 avait eu trois maîtresses en un an. Souvent, les enseignants nommés dans les quartiers difficiles sont débutants et ils ne tiennent pas forcément le coup. Elle a eu une idée géniale : pourquoi ne demanderait-on pas à des professeurs expérimentés de les soutenir dans la durée ? On dit qu'enseigner est le plus beau métier du monde, mais il souffre d'un manque de valorisation au sein de la société. L'enjeu est pourtant important : en moyenne, un professeur côtoie environ 3 000 élèves pendant sa carrière et a donc un impact potentiel énorme.

2. En quoi consiste concrètement ce programme ?

L'objectif d'A2Profs est d'offrir aux enseignants un lieu pour réalimenter leur flamme intérieure et les nourrir dans leur pratique professionnelle. Le programme rassemble des professeurs issus d'établissements variés qui bâtissent des solutions éducatives innovantes autour d'un thème donné, comme l'autonomie des élèves. Nous mettons également en place des binômes associant un professeur débutant avec un professeur expérimenté afin de nourrir la confiance de l'un et de l'autre : le premier, car il a un appui sur lequel il peut compter pour grandir dans sa pratique, et le second, car il prend la mesure de la valeur de son expérience et peut ainsi consolider sa motivation. Enfin, pour prendre de la hauteur, nous organisons des ateliers inspirants avec des intervenants extérieurs au monde de l'enseignement. Nous avons par exemple fait venir un acteur et metteur en scène qui a fait travailler les enseignants sur leur corps.

3. Quel rôle les parents d'élèves peuvent-ils avoir dans ce processus ?

Jusqu'à présent, le programme était exclusivement dédié aux enseignants, mais nous sommes en train de le faire évoluer pour le déployer au sein d'un même établissement et associer les parents d'élèves à la démarche. Les piliers d'un enfant sont tous les adultes autour de lui : c'est sur eux qu'il s'appuie au cours de sa vie pour devenir un être libre. Les parents et les enseignants ne seront évidemment pas du même avis sur tous les sujets, mais, quand il y a désaccord, il faut faire de son mieux pour le gérer entre adultes afin qu'ensuite, face au jeune, ils soient le plus alignés possible.

LE TOUR DE FRANCE DE L'ESS | LAURÉAT 2021

3 QUESTIONS À

CAFÉ JOYEUX Marseille

Un nouveau café-restaurant solidaire de cette chaîne employant des personnes en situation de handicap mental va voir le jour dans la cité phocéenne.

Bruno de Foresta

Porteur du projet

1. Quel est le concept des Cafés Joyeux ?

C'est toute une famille de cafés-restaurants à travers la France qui emploie des personnes en situation de handicap mental (autisme, trisomie 21…). Il s'agit de *« mettre des gens extraordinaires dans des milieux ordinaires »* à travers trois valeurs principales que sont le bon, le beau et le vrai. Ce n'est pas parce qu'on travaille dans le social et l'humanitaire que l'on doit faire de l'à-peu-près ou de l'artisanal : on y sert des choses bonnes à manger, dans des lieux qui sont beaux, design et colorés, qui donnent envie aux clients de venir, mais aussi de revenir. Le *« vrai »* se raccroche à un trait de caractère répandu chez les personnes en situation de handicap, qui nous font sortir de nos schémas habituels en nous plaçant dans un vrai discours de vérité et d'honnêteté. De plus, ce sont des gens profondément gais et joyeux, d'où le nom.

2. Quel est leur objectif social ?

L'idée est d'encourager leur insertion dans le marché du travail, et donc dans la vie. Il faut savoir que le taux de chômage est deux fois plus important dans cette catégorie de la population. Seules 0,5% d'entre elles travaillent en milieu ordinaire, le plus souvent, elles travaillent dans des ESAT (Établissements et services d'aide par le travail) en bénéficiant d'un régime subventionné par l'État. En leur proposant un CDI, on leur permet de commencer à se projeter dans l'avenir, pourquoi pas pour acheter un appartement par exemple. La chaîne a également lancé le Centre de formation des apprentis joyeux (CFAJ) en 2020, une formation dédiée à l'ensemble des équipiers pour les aider, à travers l'obtention d'un diplôme, à envisager la vie de façon tout à fait normale, pourquoi pas sous d'autres horizons. Tout est réfléchi au bénéfice de ces personnes de manière à ce qu'elles en tirent le meilleur au quotidien.

3. Comment contribuent-ils à changer le regard du grand public sur le handicap mental ?

Vous y entrez comme dans n'importe quel autre café du monde, il n'y a rien d'écrit sur la devanture. Il suffit de passer le pas de la porte pour être frappé par la gentillesse, la spontanéité et l'humanité de ces personnes à travers l'accueil qu'elles proposent.

DOM-TOM

Quand l'insularité oblige à penser différemment

Illustration
Julie Bernard

Développer l'écosystème de l'ESS de façon intégrée. Essayer d'adapter une économie aux urgences du territoire. Améliorer la santé des individus et des sols. Daniel Hierso, président du réseau Outre-Mer Network, ne travaille pas directement pour la transition écologique et solidaire. Sa vocation, c'est d'encourager les jeunes ultramarins à entreprendre. Mais, remarque-t-il, les deux enjeux sont aujourd'hui puissamment liés : conjuguer innovation et cultures ancestrales est le meilleur moyen de créer un futur – local – désirable, et d'attirer des jeunes avides d'entreprendre et d'agir. Un cercle vertueux qu'il aime à raconter.

Je vis en région parisienne dans le 93, mais je suis d'origine ultramarine, de Saint-Esprit en Martinique. J'ai co-fondé Outre-Mer Networks, qui agit comme une plateforme de visibilité pour les jeunes originaires d'outre-mer présents dans l'Hexagone. Depuis 2009, année de la crise sociale qui a éclaté dans la région, notre travail consiste à donner envie d'entreprendre et faire se parler des gens qui ne se rencontraient pas, comme des responsables d'entreprises du CAC 40 avec des jeunes des quartiers. Au quotidien, ce que nous avons également réussi, c'est transposer l'esprit entrepreneurial en outre-mer : beaucoup de jeunes viennent faire leurs études en Métropole puis repartent. Notamment grâce à notre réseau, beaucoup ont tenté une aventure entrepreneuriale à Paris, ou en ont acquis l'esprit. Quand ils retournent chez eux, ils continuent sur cette lancée. Sans le vouloir, nous avons exporté toute une dynamique de réseau ! Nous connectons, nous formons à l'esprit d'entreprise, nous finançons, et nous accélérons, notamment avec notre programme d'accélération à Station F, le campus de start-up installé à Paris : nous sommes l'un des 30 programmes de la structure, avec Hub Outre-Mer, qui accueille des Ultramarins.

Tout cela, nous le faisons en étant à distance, en jonglant avec les décalages horaires. En fait, nous fonctionnons comme une fédération, avec des représentants et des associations partenaires dans tous les territoires sauf Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna. Autant dire que le travail en visio, je maîtrisais déjà bien avant le Covid-19 ! Cela me permet de rester connecté en permanence avec les sujets, les acteurs sur place. Et ce que j'observe, c'est une formidable émulation de la part de la jeunesse ultramarine, sur des sujets autour des circuits

« Conjuguer innovation et cultures ancestrales est le meilleur moyen de créer un futur –local – désirable. »

courts, de l'importance de s'alimenter autrement, de la chimie verte…

Quand l'insularité oblige à penser différemment

Ce n'est pas étonnant. L'économie sociale et solidaire, cela fait 300 ans que nous la vivons chez nous ! Avec l'insularité, nous devons composer avec des contraintes liées à l'éloignement géographique, l'isolement… À partir du moment où nous voulons produire en local, nous sommes face à des difficultés topographiques, physiques, qui obligent à innover et penser différemment. Dans notre passé récent, nous avons oublié cette façon de vivre et de composer avec notre environnement, et avons été très dépendants du continent. Aujourd'hui, nous avons des problèmes d'obésité forte, de motricité, de pesticides. L'enjeu est de passer d'une culture de l'importation de produits manufacturés à l'autosuffisance alimentaire. Cette transformation douce est en train de s'accélérer, et le Covid-19 y a fortement contribué.

Depuis la pandémie, nous voyons éclore des projets de circuits courts en permaculture, et toute une recherche sur des méthodes pour créer des petites parcelles à haut rendement… J'ai vraiment l'impression que nous sommes sur une courbe de désir de retour à la terre de la part des jeunes. À nous, ceux qui accompagnons, de structurer cette envie, de l'inscrire dans une démarche durable, pour l'écosystème du vivant en général et pour l'économie.

Donner une image désirable du retour à la terre

Comment ? En valorisant des solutions qui rendent le local, le circuit court, l'écoresponsable désirables et accessibles. Nous avons valorisé par exemple il y a 2 ans la startup martiniquaise Petit Cocotier dans le cadre du concours Innovation Outre-mer que notre plateforme a lancé avec BPI France notamment. Ils

font comme tous les agriculteurs bio de toujours, mais avec des outils numériques. Ils donnent cette image cool du retour à la terre et de la consommation de produits du terroir. L'impact ? Il est double, pour moi : Ils modernisent tout un corps de métiers, en rendant presque ringards les immenses champs de monoculture, à haut rendement. Et ils changent peu à peu les habitudes des clients.

En fait, nous revenons doucement au mode de vie de ceux qui nous ont précédés. Rien de bien original à cela, la situation est la même dans tout l'Hexagone, mais je trouve qu'avec ses particularités territoriales, l'outre-mer fonctionne un peu comme un laboratoire de tendances. Il y a comme un effet miroir grossissant, et la possibilité de puiser de l'inspiration, autant au niveau usages que technologique. L'enjeu désormais est de croiser ce savoir-faire ancestral avec la technologie, pour être plus efficients, réduire notre consommation d'eau, de pesticides, créer des modèles capables de nourrir et apporter des services en optimisant les ressources.

« L'enjeu est de passer d'une culture de l'importation de produits manufacturés à l'autosuffisance alimentaire. »

Mettre la technologie au service de la biodiversité

Je pense par exemple au projet de serres photovoltaïques d'Akuo Energy en Guadeloupe et en Martinique, qui pourrait inspirer de nombreux projets liés à l'énergie solaire. Ils sont partis d'un constat simple : l'une des ressources de la région est le soleil. Le problème est que la construction d'une centrale photovoltaïque au sol occupe inutilement des terres arables. Le système n'est alors plus vertueux. Ils ont du coup mis au point un système de serres photovoltaïques surélevées, qui protège les cultures au sol et permet de les arroser par un système de goutte-à-goutte. C'est vraiment malin, car avec leur technologie, il est possible de conjuguer la production agricole et énergétique, et de valoriser l'agriculture locale.

L'autre secteur de la transition qui est en train de prendre de l'ampleur dans la région, c'est la chimie verte. Saviez-vous que 95% de la biodiversité en France se trouve en outre-mer ? Je pourrais vous en parler pendant des heures, je vais essayer d'être concis ! Je vous conseille d'aller regarder ce que fait Bio Stratège : sa fondatrice a mis au point des solutions d'éco-extraction du végétal, et développe des ingrédients et des produits naturels écoresponsables. Elle a installé le premier laboratoire de pointe au cœur de la Guyane. Ou Torskal, qui utilise notamment des adjuvants naturels issus

de la Réunion pour les traitements anticancéreux. Son produit limite à 80% le taux d'irritation des tissus. La startup a remporté cette année le prix *« 10 000 startups pour changer le monde »* dans la catégorie outre-mer. Mais mon coup de cœur est Kadalys, en Martinique, fondé par Shirley Billot. Elle crée des cosmétiques à base de déchets de bananes. C'est incroyable ! Elle a constaté que le taux de collagène dans les bananes était très important, et elle a mis au point toute une gamme de produits écoresponsables, qui valorisent les déchets et sont sans produits chimiques, bons pour le corps.

Un écosystème qui reste à structurer

Bref, il se passe beaucoup de choses, mais il y a encore beaucoup à faire. Notre écosystème de l'ESS n'est pas structuré comme en métropole. Souvent les initiatives viennent de la base, portées par des acteurs du terrain, des associations, qui mènent des projets qui prennent de l'ampleur et deviennent une tendance de fond. Je peux vous donner l'exemple du Jardin partagé Trénelle-citron à Fort-de-France en Martinique. C'est un projet absolument formidable. L'association éponyme a transformé en jardins des pieds d'immeubles complètement en friche et investis par des trafiquants de drogue. C'est incroyable, mais cela a fonctionné. De 100 m2 ils sont passés à 500, puis 1000 m2. C'est devenu un mode de vie, et on voit des jeunes qui avant étaient en déshérence jardiner avec des personnes âgées. D'autres cités aux alentours réclament elles aussi leurs jardins. Tout cela est parti d'un projet associatif, qui a remporté ensuite l'appel à projets du Programme national pour l'alimentation il y a quelques années.

Notre grand défi maintenant, c'est faire en sorte que les filières professionnelles s'emparent aussi du sujet. Et que l'on obtienne une partie des fonds européens donnés à l'agriculture. Notre but est de capter 5 à 10% de ces fonds pour la petite économie, créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement. Parce que nous sommes convaincus de deux choses : l'envie d'agir pour sa région est un moyen de faire revenir les jeunes au pays, et c'est le match entre innovation et cultures traditionnelles qui va créer un nouveau système vertueux et souhaitable. J'attends maintenant de pied ferme le projet qui sera retenu par la Fabrique sur l'un de ces sujets et deviendra notre premier lauréat !

3 QUESTIONS À

MOLOKOÏ Pointe-à-Pitre, Guadeloupe

Ce projet centré sur un jardin urbain a vocation à sensibiliser à la préservation de la biodiversité et à une alimentation locale, saine et variée, promouvoir un mode de vie plus responsable et engager le citoyen dans la transition écologique.

David Julius

Fondateur

1. De quoi sera constitué cet espace ?

On y trouvera tout d'abord un jardin créole agroécologique, utilisant des techniques qui visent par exemple à associer certaines plantes ou à attirer certains animaux auxiliaires du jardin sur une superficie relativement réduite pour y produire des aliments sans intrants chimiques. C'est un modèle d'autosuffisance qui fait aussi référence à notre identité puisque ce type de plantation tire ses origines du lopin de terre que les esclaves avaient à disposition pour assurer leur propre subsistance. Un restaurant à dominante végétarienne valorisera les produits du jardin ainsi que ceux provenant d'agriculteurs partenaires. Nous y associerons un tiers lieu (un espace de collaboration et de création dédié à la transition écologique), une épicerie locavore spécialisée dans la distribution de produits alimentaires artisanaux *« made in Guadeloupe »* ainsi qu'une école de l'environnement. Celle-ci s'adressera aussi bien à un public de jeunes qu'aux adultes, pour permettre notamment aux salariés, porteurs de projets et chefs d'entreprises d'intégrer la dimension sociale et environnementale dans leur activité professionnelle.

2. Quelles sont les valeurs mises en avant par ce projet ?

Plus qu'un projet d'agriculture urbaine, c'est un projet de transition qui fait la promotion d'un mode de vie respectueux de la nature. Tous ces espaces se complètent et se rejoignent autour d'une même finalité : construire une Guadeloupe résolument exemplaire d'un point de vue environnemental. Notre projet créera du lien social et intergénérationnel. Il mêlera savoir-faire hérité de traditions locales ancestrales et techniques modernes agroécologiques grâce à l'expertise de structures comme l'INRAE et d'agriculteurs pratiquant une agriculture naturelle, sur lesquelles nous comptons nous appuyer.

3. En quoi est-il particulièrement pertinent dans le contexte guadeloupéen ?

La Guadeloupe présente l'un des taux de biodiversité les plus élevés au monde. C'est une richesse qu'il faut préserver, car elle est menacée, notamment par la pression anthropique et l'accélération du changement climatique. L'autonomie alimentaire est également un enjeu d'importance puisque nous importons 80 % de notre consommation. Je vois deux intérêts majeurs à reconquérir notre autonomie à travers la production d'une nourriture saine, locale, variée et issue de cultures responsables : pour l'environnement bien sûr, mais aussi pour la santé (la moitié de la population est en surpoids, avec une forte prévalence de diabète et d'hypertension artérielle). Le tiers lieu et l'école de l'environnement apporteront des ressources et un partage de compétences permettant de lutter contre le chômage, préoccupation majeure en Guadeloupe et de participer à construire une économie basée sur la solidarité et la préservation de notre environnement.

NORD-EST

L'ESS, une réponse face à une activité économique en transition

Illustration
Lorène Russo

Gérard Dechy est l'ex-président, administrateur et représentant de l'APES à la ChairESS où il s'occupe de la liaison entre porteurs de projets, acteurs de terrain et chercheurs. Retraité après une vie à créer du commun, il est à parmi les initiateurs de la création de l'APES, premier regroupement d'acteurs de l'ESS dans la région, et de la ChairESS, seule chaire sur l'économie sociale et solidaire interuniversitaire et interdisciplinaire à associer acteurs du domaine, collectivités territoriales et universitaires dans une démarche de coopération en France. Arrivé avant même l'émergence de l'ESS en tant que concept, il voit celle-ci comme une réponse salutaire dans une région fortement marquée par la transition industrielle, salue l'implication des acteurs publics et espère un développement encore plus fort des initiatives transfrontalières.

Tout a commencé alors que j'étais élu municipal à Escautpont en 1989, et qu'on travaillait sur les thématiques du RMI, de la réinsertion et de l'économie de proximité. On achetait des maisons vides et on les retapait à travers ESPOIR (Escautpont Solidarité Pour une Insertion Réussie) pour réhabiliter ces logements avec des RMIstes, embauchés en Contrat Emploi Solidarité. C'est à travers ça qu'on a inventé l'insertion par l'activité économique sur le territoire. À cette époque, ces actions étaient nouvelles et malheureusement peu transférables. On a mis à contribution les universitaires, et c'est l'université de Valenciennes qui a créé une formation en alternance de développeur de projets d'économie solidaire, unique sur le territoire à l'époque.

Faire de l'économie autrement

Au départ, l'idée, c'était de faire de l'économie autrement. Pour nous, ça veut dire quatre choses qu'on retrouve aujourd'hui dans la loi de 2014 que l'APES a participé à préparer : l'utilité sociale des produits et services, la gouvernance démocratique, l'ancrage territorial et bien sûr la lucrativité limitée. Faire de l'économie autrement, c'est aussi créer des activités nouvelles, créer de la richesse, créer des emplois, une réponse impérative face à un chômage qui était énorme. Dans ma commune, dans les années 1980, on avait 35 % de taux de chômage. De nombreux territoires de la région étaient ou sont encore dans

ce cas. La volonté de transformation de la société était donc très prégnante dans la région et reste encore un pilier. L'objectif était d'apporter des preuves qu'en faisant autrement, on peut faire bouger les lignes. On a aussi très vite compris aussi la nécessité de créer des réseaux d'acteurs et de s'appuyer sur ces réseaux pour diffuser les pratiques et les transférer. Vingt ans après, l'ESS n'est plus un champ à part, on se préoccupe souvent d'un autre modèle de développement. L'Écopôle d'Audruicq, un projet territorial autour de l'alimentation, mais travaillant aussi sur le social, la santé ou la culture, est pour moi un bel exemple de coopération économique entre communauté de communes et structures privées dans le Nord. Lla communauté de communes d'Audruicq a acheté une ancienne ferme et a permis le démarrage de l'activité. Le projet essaime aujourd'hui sur d'autres territoires avec d'autres thématiques, comme à Loos-en-Gohelle. Il se passe des choses, et cela attire même des acteurs d'autres régions qui voient ces initiatives comme des modèles à répliquer chez eux.

Dans le Nord, il faut saluer également l'émergence d'acteurs forts dans le domaine des logiciels libres. Je pense notamment à la SCIC Citoyenne et Libre Informatique Sociale et Solidaire pour le XXIe siècle (Cliss XXI) qui propose à ses adhérents des prestations de services informatiques sous logiciels libres et assure la promotion de ces solutions inclusives auprès des associations, entreprises et collectivités.

de nouvelles industries classiques et de niches. Il y avait une urgence qui ne laissait pas le temps de réfléchir à une réelle transformation de la société.

Le Grand Est a été fort en matière de coopération avec les pays voisins. Au contraire, le transfrontalier dans le Nord n'a pas vraiment émergé. La frontière est très peu poreuse et il n'y a pas eu beaucoup de projets interrégionaux qui ont été déterminants. C'est dommage, car il y a de nombreuses choses à regarder et à transférer depuis la Belgique et c'est une piste de développement très importante à mon sens. Dans la réhabilitation des logements par exemple, on a les mêmes acteurs et les mêmes problématiques de part et d'autre de la frontière, et il y a des choses à faire autour de l'implication des habitants. Les Belges ont aussi des choses à nous montrer sur la prise en charge des

Le transfrontalier et l'Europe, présent et futur

Dans le Nord, on a eu la chance d'avoir, malgré les alternances, un soutien quasiment permanent des élus. C'est un point essentiel à souligner. La situation est moins vraie dans l'Est. Cette volonté de transformation de la société à travers le développement local ne se retrouve pas dans toutes les collectivités du Grand Est. L'enjeu de la reconversion industrielle n'a lui pas été concrétisé de la même façon dans le Nord et dans l'Est. Jacques Chérèque, qui était le responsable du syndicat de la métallurgie puis préfet sur le bassin industriel lorrain a beaucoup œuvré pour réindustrialiser autrement. Mais on ne peut pas dire que son objectif était de révolutionner la façon de faire de l'économie. Son objectif était certes d' *« enlever les hauts fourneaux de la tête des sidérurgistes »*, mais en rapportant personnes âgées ou du handicap. Plus de 10 000 emplois en Belgique existent pour soigner les retraités de France avec, pour certains, des modèles de gestion en association sans but lucratif. Il faut tenter de comprendre ce qui marche mieux là-bas et travailler à des échanges de pratiques. Cela nous permettra d'expérimenter de nouvelles façons d'œuvrer dans l'économie sociale et solidaire et de profiter encore plus de notre position géographique.

3 QUESTIONS À

D'AMOUR ET D'ABEILLES Troyes

Un couple d'apiculteurs passionnés fabrique des savons naturels tout en sensibilisant à l'enjeu vital de la préservation des abeilles.

Mélissa Gouet
Cofondatrice

1. Comment pratique-t-on une apiculture responsable ?

De nombreux facteurs mettent les abeilles en danger, entre le changement climatique, la réintroduction des néonicotinoïdes ou encore les frelons asiatiques qui s'attaquent à elles. Or un tiers de notre alimentation dépend d'elles ! Dans nos quinze ruches, nous pratiquons une apiculture respectueuse en faisant toujours passer leur bien-être avant la rentabilité. Nous les manipulons doucement, nous traitons les parasites de manière naturelle, sans insecticide…

2. Quelle est la particularité de vos savons ?

Ils sont fabriqués selon la méthode de la saponification à froid à partir d'huiles végétales vierges bio et de beurres (coco, olive, karité…), auxquels on peut ajouter d'autres ingrédients comme le miel, la cire d'abeille ou encore le lait de chèvre. Ce procédé conserve la glycérine végétale qui se produit naturellement, ce qui donne des savons crémeux et très bons pour la peau, même des tout-petits. On peut adapter leur composition en fonction du type de peau (acnéique, sèche…). Nous avons aussi fait le choix de mettre en avant sur chacun de nos savons au minimum un fournisseur éthique. Par exemple, notre savon au lait de chèvre sera le premier en France qui ne tue pas la chèvre puisqu'il provient d'un petit fournisseur français qui n'a jamais envoyé un seul animal à l'abattoir (la Ferme des Croq'Épines). De la même façon, celui à l'huile d'argan est issu d'une coopérative de femmes au Maroc. L'idée est de soutenir des projets qui ont de belles valeurs. Par ailleurs, dans l'e-shop que nous allons lancer, nous proposerons également du pain d'épices artisanal avec du miel de nos ruches, des cuillères à miel, des graines mellifères…

3. Votre projet aura-t-il aussi une dimension pédagogique ?

Nous voulons faire profiter les gens de nos produits, mais aussi de notre savoir-faire et de nos passions en leur faisant découvrir l'apiculture et la saponification via des ateliers. Ceux-ci pourront s'adresser aux enfants comme aux adultes, car l'utilité des abeilles est universelle et il est important de transmettre cette prise de conscience autour d'un enjeu d'avenir vital. Il y aura aussi une partie de sensibilisation à la nocivité des produits que l'on met sur notre peau.

3 QUESTIONS À

LA VIRGULE Lille

Cette marque de sacs à dos écoresponsables donne une seconde vie aux tentes, kayaks et combinaisons de surf arrivées en fin de vie.

Benoît Gourlet
Cofondateur

1. En quoi la fin de vie des équipements sportifs pose-t-elle problème aujourd'hui ?

Il n'y a pas de filière de recyclage ou de valorisation de ces produits. Résultat, ils sont pour la plupart enfouis ou incinérés. Avec la responsabilité élargie du producteur (REP) mise en place en 2020 par le gouvernement, les entreprises de l'outdoor, du jouet, du jardin et du sport vont devoir trouver une fin de vie pour leurs produits. Comme ceux-ci sont souvent multimatériaux et assez techniques, ils sont souvent difficiles à recycler.

2. Comment se déroule le processus d'upcycling ?

Quand les équipements nous parviennent, ils sont souvent un peu sales, car ils ont servi à la mer ou à la montagne. Nous les découpons et les lavons avant de les trier par couleur et par matière. Un gros travail est fait sur les couleurs, car selon le temps passé au soleil par exemple, ils n'ont plus la même teinte. Nous tâchons de retraiter ces matériaux le plus localement possible, dans des ESAT (des structures employant des personnes en situation de handicap) ou des entreprises d'insertion pour l'étape de découpe et de lavage. Le nombre de produits que l'on récupère détermine forcément nos possibilités, donc il faut concevoir nos articles en fonction. Nous prenons en compte la qualité des différents matériaux recueillis pour leur donner une seconde vie adaptée. Par exemple, les tentes sont très légères et résistantes, ce qui les rend parfaites pour faire les poches à l'intérieur des sacs à dos. Finalement, on donne en quelque sorte à ces matières la vie qu'elles méritent : le fait d'être dehors, de voir de la pluie et des éléments… D'un point de vue environnemental, notre impact est dix fois plus faible que les sacs faits en Asie avec des matières neuves et transportées (un sac de 16 litres correspond à 10 kg de CO_2, contre 1 kg pour nous). Si on veut que tous les Français atteignent 2 à 3 tonnes de CO_2 par an, il faudrait diviser les émissions par 5, quand nous arrivons à les diviser par 10. Si tout le monde faisait ça avec son produit, on aurait gagné…

3. Quelles sont les difficultés de cette technique, notamment en termes de coûts ?

Pour avoir un maximum d'impact, nous pensons qu'il faut proposer le prix juste au client, avec juste les bonnes marges. En général, nous essayons de nous en sortir au même prix que nos concurrents qui produisent en Asie sans upcycling. Certains de nos produits sont fabriqués au Portugal précisément pour remplir tous ces critères. D'ailleurs, nous aimerions créer un lieu où nos clients pourraient voir comment nous travaillons et que d'autres marques d'upcycling puissent utiliser notre modèle de manière simple parce que nous savons qu'il est compliqué de se lancer sur ce créneau.

LE TOUR DE FRANCE DE L'ESS | LAURÉAT 2021

3 QUESTIONS À

BIOTEOS Lille

Une jeune pousse a développé un système de filtration de l'air grâce aux microalgues (Oxylon) pour permettre aux passagers du métro de mieux respirer.

Romain Baheux
Cofondateur

1. Pourquoi la pollution de l'air est-elle un enjeu sanitaire majeur, en particulier dans les espaces intérieurs ?

Chaque année, la pollution de l'air est responsable de 9 millions de morts dans le monde. C'est comme si la ville de Lille tout entière disparaissait tous les dix jours ou comme si Paris disparaissait tous les trois mois. C'est aussi la deuxième cause de décès évitable en France derrière le tabagisme et devant l'alcoolisme. Dans les intérieurs, l'air est en moyenne 8 à 10 fois plus pollué qu'à l'extérieur en raison de systèmes de ventilation souvent sous-dimensionnés. La situation est particulièrement inquiétante dans le métro, où la pollution est notamment due aux particules fines (émises lors du freinage de la rame) : en France, 6 millions de voyageurs respirent tous les jours l'air pollué des stations, qui peut atteindre des taux 4 fois supérieurs au seuil d'alerte défini par l'OMS.

2. Comment votre solution peut-elle y remédier ?

Les microalgues ont une capacité de filtration très importante : elles sont responsables des trois quarts de l'oxygène que nous respirons. Le concept de notre système de filtration est d'aspirer l'air pollué pour dissoudre dans l'eau un maximum de polluants dont vont ensuite se nourrir les microalgues. Elles ont l'avantage de filtrer les particules fines, mais aussi les dioxydes d'azote ainsi que les composés organiques volatils. Ce système, encore au stade de test, est capable en l'état de filtrer environ 360 m3/h, mais nous visons 700 m3/h. Il est prévu que nous installions deux unités par quai, soit l'endroit où l'on passe plus de temps dans une station de métro. Nous avons également l'intention d'en déployer dans des bureaux.

3. Pouvez-vous nous en dire plus sur la deuxième phase du processus ?

À travers ce système de filtration, nous obtiendrons de grandes quantités de microalgues concentrées. Le but sera donc dans un second temps de réutiliser cette biomasse, et non de la jeter. Ces micro-organismes se nourrissent de nitrate et de phosphate et pourront permettre de filtrer des eaux usées, notamment agricoles. Cela offrira une alternative intéressante aux systèmes de filtration d'eau qui dépensent beaucoup d'énergie pour injecter de l'oxygène à l'intérieur du milieu, car la production d'oxygène est justement la spécialité des microalgues. Nous pourrons également revendre les microalgues sous forme de biofertilisant aux agriculteurs.

CENTRE-OUEST

Quand l'ESS nous accompagne tout au long de notre vie

Illustration
Coline Girard

À 44 ans, Romain Siguier est agent général d'assurances pour l'agence Aviva à Saint-Nazaire. Il a rejoint la Fabrique en 2018, en tant que jury pour la région Centre Ouest. Il parraine également plusieurs projets. Son engagement se joue sur deux niveaux : il accompagne des initiatives qui répondent à des enjeux de société liés à la Région, mais aussi à son histoire personnelle, et celle de son couple : de hasards en envie d'agir, son épouse est devenue sa meilleure coéquipière ! Un binôme de choc pour aider des entrepreneurs à démultiplier leur impact, mais aussi, reconnaît-il, avancer sur soi.

Saint-Nazaire, 2017. J'entame une nouvelle étape de ma vie : je deviens agent général d'assurance en reprenant l'agence Aviva de la ville. Nouvelle région, nouvelle carrière. Avec ma femme et mes 3 enfants, nous arrivons de Rouen. Derrière moi, une expérience d'abord dans l'informatique, la gestion de projet, puis une reconversion totale : CAP en bâtiment, lancement de mon entreprise dans le secteur… Place désormais à ce troisième chapitre qui s'ouvre. Je ne connais pas grand monde, mais j'ai hâte de découvrir. Les acteurs locaux, la région, mes clients, tout cet écosystème de centre ouest qu'on m'a vanté comme endroit privilégié où vivre. J'ai vite été mis dans le bain ! Je suis à peine arrivé à l'agence qu'on me parle d'un projet de Saint-Nazaire qui vient de gagner un prix de 5 000 € avec la Fabrique. Il s'agit de LabSport, une association d'intérêt général qui veut améliorer la santé des personnes souffrant de pathologies chroniques notamment, en misant sur le préventif plutôt que sur le curatif. Le but est d'accompagner les gens à reprendre une activité grâce à un programme d'Activités Physiques Adaptées. Le projet me plaît, c'est un sujet qui me tient à cœur, déjà dans ma vie personnelle. Je me dis également que cela peut être intéressant pour développer un peu mon réseau, rencontrer des gens, voir de plus près l'écosystème régional.

De l'accompagnement ponctuel à l'engagement associatif

Je n'ai pas fait grand-chose à l'époque : le directeur régional Frédéric Lagadec est venu pour la remise du chèque au LabSport, nous avons fait quelques photos, un peu de communication. J'ai également tenté – sans succès – de décrocher un article de presse. Difficile sur le moment de faire plus, mais j'ai décidé de continuer à leur apporter une aide ponctuelle. Surtout que le courant est bien passé avec les fondateurs, nous

LA FABRIQUE AVIVA

avons sympathisé. Je trouve leur projet tellement fondamental, et ils le portent avec tellement de passion. J'ai continué à les suivre, avec mon regard d'agent d'assurance et de chef d'entreprise. Je suis allé avec eux à plusieurs rendez-vous, notamment avec la mairie, et j'ai démarché des banques.

En 2018, l'inspectrice commerciale et le directeur régional Loire-Atlantique d'Aviva m'ont proposé de rejoindre officiellement le projet de la Fabrique en devenant jury régional. J'ai accepté, et eu le plaisir de retrouver l'un des fondateurs de LabSport, lui aussi dans le jury ! Cela ne s'arrête pas là : en 2019, ils ont décidé de concourir de nouveau. J'ai mobilisé mes réseaux et aidé à les faire connaître. Ils ont été sélectionnés, et ont gagné au niveau régional un chèque de 15 000 € !

Le connecteur et l'activatrice

J'ai beaucoup aimé leur apporter ce soutien. Je les ai d'ailleurs tellement bien accompagnés que ma femme est devenue la trésorière de l'association ! Ce n'est pas complètement un hasard : elle est psychologue, sportive, et le projet lui a immédiatement parlé. Elle aussi est très sensible à cet enjeu de société qu'est la santé par la prévention. Elle a même contribué à la formalisation du parcours bénéficiaire en s'occupant de l'approche psychologique des adhérents. On peut dire qu'il y a un double intérêt au sein de mon foyer sur cette association ! Et aujourd'hui c'est un vrai succès : on compte 230 adhérents, et à partir de septembre ils seront 7 collaborateurs. On ne parle plus de bénévoles, là, mais de salariés. C'est une vraie réussite, sociale, sportive, qui a su tisser des liens entre différents réseaux. Je suis très fier de ce succès, de cet accompagnement en couple.

Accompagner des projets qui permettent de mieux vivre, mais aussi de mieux mourir

D'ailleurs il faut croire que notre binôme fonctionne bien : en 2020, suite à l'absence momentanée d'une collaboratrice, ma femme a effectué quelques remplacements dans l'agence. Un jour, quelqu'un a appelé en indiquant vouloir candidater à la Fabrique et souhaiter avoir le parrainage de Aviva Saint-Nazaire. La personne au téléphone était le fondateur de la Maison de Nicodème, à Nantes, un magnifique projet de mise en place d'une maison de soins palliatifs. Quand je dis magnifique, je pèse mes mots. La Maison de Nicodème, c'est une quinzaine de personnes issues du secteur médical qui ont fait le constat, il y a 7 ans, qu'en Loire Atlantique, on mourait mal. Lieux non adaptés, manque de lits, encadrement insuffisant. Pour les chiffres, c'est simple, il y a 6 fois moins de lits en unités de soins palliatifs dans la région qu'en Île-de-France. Il faudrait au moins 50 lits supplémentaires pour permettre à tout un chacun de finir dignement sa vie. Les fondateurs ont eu l'idée de construire un lieu accueillant, similaire à une maison, avec un environnement bienveillant, un accompagnement psychologique et médical de qualité. Pour les personnes en fin de vie, mais aussi pour leurs proches. Ils ont trouvé un terrain en plein cœur de Nantes, et déjà obtenu l'agrément pour 18 lits. Leur projet était donc déjà bien avancé, mais ils avaient besoin d'un coup de pouce. Il se trouve que ma femme est psychologue en soins palliatifs, elle s'occupe de personnes qui vont bientôt mourir. Au final, c'est elle qui m'a vendu le projet et m'a convaincu de les soutenir. Nous avons bien fait : la maison de Nicodème a remporté le prix de 60 000€ pour la région ouest et même le prix coup de cœur de la région 5 ! Leur projet a tellement convaincu qu'ils ont également été sélectionnés pour concourir en juillet devant le grand jury pour le prix national.

> « Je trouve leur projet tellement fondamental, et ils le portent avec tellement de passion. »

> « Ils sont la preuve qu'on peut changer les choses sur des problématiques aussi délicates que la fin de vie. »

Je suis ravi que la Fabrique ait pu distinguer la qualité d'un tel projet. Pour moi, c'est juste magique. Ils sont la preuve qu'on peut changer les choses sur des problématiques aussi délicates que la fin de vie. Que, dans un contexte de vieillissement de la population, on peut mourir dans la dignité, accompagné, ne pas être traité n'importe comment. Je suis très fier d'avoir pu les suivre et faire avancer un peu les choses, avec mon couple, chacun avec ses forces.

Un accompagnement doublement pertinent

J'ai parfois l'impression de vases communicants : accompagner ces projets nous a aidés à nous ancrer dans la région, je pense, rencontrer des acteurs qui font des choses extraordinaires, contribuer. Et, de notre côté, nous avons apporté nos compétences, notre temps.

Je n'étais pas familier des problématiques liées à l'écologie et au social avant d'arriver dans la région. Évidemment, j'étais sensible à certaines thématiques, mais je ne connaissais pas les acteurs. J'ai découvert un fourmillement de projets, notamment sur les sujets liés à la santé, au sport, au mieux vivre. Je ne sais pas si c'est dû à la région qui est réputée pour un cadre et un niveau de vie très agréables, mais quand je regarde les

projets qui candidatent, cette tendance revient clairement. Je vois aussi éclore des endroits alternatifs et écoresponsables qui essaient de faire se rencontrer un maximum de personnes de milieux différents pour travailler, partager, créer, comme le Jardin, à Saint-Nazaire. Je trouve aussi que l'écosystème se structure. À Nantes par exemple, il y a le réseau des Ecossolies, pour accompagner les acteurs de l'ESS. Ils ont créé un super lieu d'innovation, le Solilab. Et ils sont partenaires d'un fonds d'amorçage dédié, l'ESS Nantes Factory. Créativité, réseau, financement. Tout se met en place.

Au niveau personnel, cet engagement a aussi un impact. Je ne peux pas y consacrer de temps au quotidien, car, en plus de mon activité d'agent général, je suis aussi élu municipal, à Pornichet, chargé d'un gros projet lié à la concession du port de plaisance. Mais je fais de mon mieux. Tous les lundis, nous sommes en conseil, et avec mes collègues nous valorisons la partie environnement, associative. La pandémie, aussi, va paradoxalement nous faire du bien là-dessus. On a appris à manger plus local, à se fournir chez le maraîcher. À la mairie, nous changeons les menus des écoles notamment, pour passer au bio et au local. Bref, c'est un tout, qui s'insère dans une nouvelle dynamique de vie. Et ça donne envie de continuer !

3 QUESTIONS À

MAISON DE NICODÈME Nantes

Plus proche d'une maison que d'un hôpital, le premier centre de soins palliatifs nantais offrira un accompagnement des personnes en fin de vie et de leurs proches dans un cadre familial et chaleureux.

Stéphane Gallet

Président

1. Qu'est-ce qui vous a motivé à lancer ce projet ?

Au cours de ma carrière de médecin, certains témoignages de patients m'ont bouleversé. Je pense notamment à une femme qui m'a dit : *« On m'a volé la mort de mon mari. C'était un être exceptionnel et on n'a pas pu se dire au revoir. »* En parallèle, des rapports sur la fin de vie et les soins palliatifs ont montré que la région Pays de la Loire était complètement sous-dotée. Il existe des lieux comme la maison Jeanne Garnier à Paris (15e) qui sont vraiment remarquables, avec une prise en charge très belle pour accompagner la fin de vie. On s'est dit : *« pourquoi ne pas en créer une à Nantes ? »*

2. En quoi sera-t-elle différente des unités de soins palliatifs classiques ?

Il s'agit d'une unité hospitalière avec tout ce que cela implique sur le plan technique, mais elle se distingue par le fait qu'elle ressemble à une maison, avec ses lieux de convivialité et d'intimité. Avec l'architecte, nous avons voulu escamoter tout ce qui pouvait rappeler l'univers hospitalier afin que chacun s'y sente bien. C'est un lieu qui a été pensé avec un triple regard : sur les patients bien sûr, à travers notamment une offre de soins complémentaires innovante (bagnothérapie, musicothérapie, art-thérapie…), mais aussi sur les proches et les soignants, qui vivent parfois aussi des moments difficiles. Il est important que ces derniers puissent aussi se ressourcer. Il y aura une vingtaine de chambres, ce qui peut paraître dérisoire, mais dans l'univers des soins palliatifs (qui accueille environ 300 personnes chaque année en France), c'est déjà beaucoup par rapport à ce qui existe aujourd'hui sur le territoire.

3. Dans quelle mesure ce type de structure contribue-t-il à véhiculer une autre approche de la fin de vie ?

Il peut se passer de belles choses dans les services d'urgences à l'hôpital, mais ce n'est pas forcément le lieu le plus approprié pour la fin de vie. Quand quelqu'un a pu partir en paix, qu'il a pu parler à ses proches et que ceux-ci ont pu être accompagnés, le bénéfice est considérable pour tout le monde, même si cela n'enlève rien au chagrin. Il nous tient à cœur que cet établissement soit accessible à tous et qu'il puisse accueillir des publics vulnérables, que ce soit des personnes en situation de handicap, de la rue… Cette vulnérabilité, nous la partageons tous : elle est intrinsèque à notre condition humaine.

3 QUESTIONS À

ARTERYA Caen

Le gaz du sang est un prélèvement aussi fréquent que difficile. Pour soulager les patients comme les soignants, une start-up caennaise a imaginé un bracelet, Blood'up, capable de mettre l'artère en évidence.

Lucile Derly

Cofondatrice

1. De quel constat est née votre solution ?

Mon associé, Nicodème Pellier, est étudiant en huitième année de chirurgie. Durant son externat, il a remarqué que la réalisation de gaz du sang était souvent très laborieuse. Le sondage que nous avons réalisé a montré que le problème était très répandu : un gaz du sang sur trois n'est pas réussi à la première ponction. Très courant, ce type de prélèvement consiste à ponctionner l'artère au niveau du poignet, en profondeur, pour obtenir du sang *« frais »* provenant directement du cœur (au contraire d'une prise de sang classique, qui prélève du sang veineux). Il donne des informations précieuses sur le fonctionnement du corps, notamment de l'appareil respiratoire et rénal.

2. Pourquoi est-ce un enjeu important pour les hôpitaux ?

Pour repérer l'artère, le soignant place ses doigts sur le poignet pour sentir sa pulsation avant de piquer *« à l'aveugle »*, un geste qui est à la fois difficile et stressant pour lui et douloureux pour le patient. Bien souvent, ces ratés fréquents occasionnent en effet de gros œdèmes, voire de l'hémorragie chez les patients hémophiles (une maladie empêchant la coagulation du sang). Surtout, pour certaines personnes qui doivent être hospitalisées, on ne peut pas se permettre de perdre autant de temps pour comprendre leur état de défaillance. Idem pour les soignants : la crise sanitaire a bien illustré à quel point leur temps est précieux. Habituellement, un gaz du sang est effectué toutes les deux secondes en France, et bien plus encore en période de Covid-19, car il est très couramment utilisé auprès des patients en réanimation. C'est aussi un coût financier important, que l'on a estimé à 25 000 euros par an pour un hôpital moyen en prenant en compte la perte matérielle (compresses, seringues, etc.) et temporelle (l'équivalent d'un temps plein d'un infirmier pendant cinq mois).

3. Comment votre solution pourra-t-elle remédier à cette difficulté ?

Blood'up est un dispositif doté d'une électronique capable de détecter l'artère et d'indiquer très précisément sa position sous forme de faisceau lumineux. Il s'adapte à tous types de peaux et de morphologie. Cela permettra de réduire considérablement les échecs. Nous sommes encore au stade de prototype : la solution sera commercialisée en 2023 après des tests cliniques.

LE TOUR DE FRANCE DE L'ESS | LAURÉAT 2021

3 QUESTIONS À

GWILEN Plouzané

Cette start-up développe des matériaux alternatifs pour le design et l'architecture à partir de sédiments marins. Un procédé écologique à plus d'un titre.

Yann Santerre

Fondateur

1. Comment vous est venue l'idée de transformer des sédiments en matériaux de construction ?

J'ai grandi dans le Morbihan, sur les rives de l'estuaire de la Vilaine dont le nom breton est *« Gwilen »*. Celui-ci s'envase progressivement depuis la construction d'un barrage dans les années 1970. C'est le cas dans tous les ports, où des quantités incroyables de sédiments sont évacuées pour le bon fonctionnement des infrastructures. En France, entre 40 et 50 millions de mètres cubes sont extraits chaque année, soit l'équivalent de 140 tours Montparnasse ! C'est aussi ce que nous consommons en béton prêt à l'emploi. En outre, comme ils ne sont pas valorisés, une grande partie de ces matériaux sont rejetés au large et viennent étouffer les écosystèmes marins.

2. En quoi ce procédé pourra-t-il répondre aux enjeux écologiques du bâtiment ?

La plupart des matériaux de construction traditionnels utilisent des ressources de carrière, qui ne sont pas infinies. Ils sont aussi très énergivores : pour produire une tonne de ciment, il faut cuire le béton à 1450 degrés, rejetant 900 kg de CO_2. Notre procédé, au contraire, ne nécessite pas de cuisson à haute température et utilise une ressource que l'on a à notre disposition. Il s'inspire du processus naturel de formation des roches sédimentaires, appelé diagenèse, qui donne un matériau 100% minéral, sans ciment ni résine. De plus, pour s'adapter à la quantité de ressources disponibles, qui est très variable, nous développons un concept d'unités de transformation mobiles. Cela permettra de venir transformer directement les sédiments dans les ports et de s'insérer dans les infrastructures et réseaux de transports existants, réduisant notre impact sur les territoires.

3. Quel type d'objets et de matériaux permettra-t-il de façonner ?

Pour le moment, nous produisons des éléments pour le design et l'aménagement d'intérieur : des crédences pour des applications murales, des tomettes… Ce matériau peut se mouler donc il peut s'adapter à toutes sortes de formes et de moulages. Nous sommes en train de réaliser les premiers prototypes dans notre atelier pilote ouvert à Brest fin 2020. Ensuite, pour les produits de construction, nous envisageons dans un premier temps des matériaux de second œuvre (des carrelages, des éléments de façade ou encore des tuiles) plutôt que des éléments structurels. Notre objectif à terme est d'industrialiser le procédé, car il relève pour l'instant plutôt de l'artisanat.

SUD CENTRE-EST

Pour s'emparer des territoires ruraux

Illustration
Héloïse Solt

Bruno Galy est directeur Sud-Est de la Fondation des Apprentis d'Auteuil et administrateur du Cloître, pôle d'innovation sociale au cœur des quartiers Nord de Marseille. Surplombant la ville, la magnifique bâtisse accueille depuis 2018 des entreprises sociales avec l'obligation d'intégrer la formation des jeunes dans leurs domaines. Un restaurant, une école du numérique, une conciergerie solidaire, une ferme urbaine y ont ainsi pris leurs quartiers. Celui qui a commencé comme éducateur raconte une région aux fortes disparités de richesse, où la solidarité et l'innovation font partie du socle de valeurs et où le prochain défi de l'ESS sera de conquérir les territoires ruraux.

Mon parcours, qui structure un peu toute ma carrière, commence avec une envie d'adolescence, très jeune, d'avoir envie de faire de ma vie quelque chose qui ait du sens. Très vite, je voulais devenir éducateur et je le suis devenu. C'est ma plus grande fierté, car j'ai eu la chance de découvrir mon métier en rencontrant des jeunes qui m'ont formé. Ma vie est finalement souvent façonnée par les rencontres, qui m'ont transformé, m'ont fait évoluer et grandir. Bizarrement, dans une société où nous voulons avoir un rôle de «*sachants*», je me suis rendu compte que j'ai rencontré plein de jeunes qui savaient le mieux ce qui était bon pour eux. J'ai appris à les écouter et à faire avec et pas seulement pour eux. J'en tire ma définition de l'ESS : avoir envie de faire quelque chose pour la société et aller à la rencontre des gens qui me permettent de le faire.

Depuis toujours un espace de rencontres et d'entrepreneuriat

Je suis arrivé à Marseille et j'y ai découvert des gens un peu fous qui avaient envie de construire des projets. Il y a dans la région une vraie capacité à créer. On avait un établissement de formation classique dans le 16e arrondissement de Marseille qui ne fonctionnait pas du tout. On a essayé de la faire évoluer, sans succès. C'était une histoire un peu dramatique. Un jour, on me dit qu'un certain Vincent Robert, directeur d'une école de pâtisserie au Cambodge, voulait me rencontrer. Son idée était de faire un peu la même chose ici. J'avoue que ça ne m'emballait pas. Lui-même l'a bien compris, et on est finalement partis se balader hors de mon bureau et avons rêvé ensemble d'un projet de lieu qui dynamise le territoire à travers l'économie sociale et solidaire à destination des personnes les plus fragiles.

Un lieu où se croiseraient des jeunes, des entreprises. Lui me dit : *« On va monter une équipe. »* Il m'explique qu'il fait partie d'ASHOKA, un réseau d'entrepreneurs sociaux. En quinze jours, j'avais 10 personnes pleines de compétences et ultra-motivées autour de la table. On a réfléchi au projet, et on a fait venir de nombreux acteurs locaux : Cap au Nord Entreprendre, le chef cuisinier Michel Portos et tant d'autres. On a co-construit ce qui existe aujourd'hui. On a fait en sorte que ça ne soit pas un tiers lieu, mais plutôt un projet commun : toute personne qui vient ici s'engage, à travers une charte, à partager et construire son avenir et celui du lieu. Cette notion est très importante pour nous dans l'ESS.

Un territoire où les disparités de niveau de vie sont fortes

Aujourd'hui, l'ESS en PACA représente 16 800 employeurs pour environ 163 000 emplois. On pourrait penser que c'est génial, mais au regard du nombre d'entreprises qui existent, on pourrait aller encore plus loin. Mais si pour une entreprise, oser l'aventure de l'ESS, c'est une contrainte, ça va être difficile de l'embarquer. Si au contraire, ça devient une opportunité, c'est gagné. Et ça fonctionne par la rencontre, comme nous tentons de la provoquer au Cloître, par la mixité des gens et des profils. Notre société serait plus facile à vivre si parfois on prenait le risque de la rencontre, d'aller vers l'autre, surtout celui qui est complètement différent.

Les jeunes que nous accompagnons ici, ce sont des pépites, des jeunes extraordinaires, qui n'ont simplement pas eu la chance que d'autres peuvent avoir eu à leur naissance. Ils n'ont pas forcément eu les bonnes rencontres, le bon portefeuille. Ce sont des jeunes pour lesquels il ne faut pas simplement s'arrêter à la formation, mais auxquels il faut parler mobilité, santé, logement, ne pas accepter qu'un jeune vive dans sa voiture, etc. Il faut travailler sur ces freins périphériques. On peut créer des ponts et des passerelles entre deux mondes différents. Un jeune estime souvent ne pas être assez bien pour le monde de l'entreprise. Et l'entreprise, à cause des clichés, peut avoir peur également. Il faut réussir à créer une confiance mutuelle et mettre en corrélation un besoin de l'entreprise avec un besoin d'un jeune. Et en tant que structure de l'ESS, on se charge d'accompagner l'entreprise et les jeunes sur tous les freins périphériques. Après ça fonctionne vraiment par brique, par rencontre et par expérimentation. On a accompagné 378 jeunes en 2019, 370 en 2020 malgré le Covid-19. Et sur l'année 2020, 64 postes pérennes se sont créés à travers le Cloître. Certains dispositifs que l'on a mis en place ont été dupliqués à Nice, à Paris, Nantes ou Lyon.

LE MOT DE L'INSPECTRICE

Soraya Benbekhti
Inspectrice Aviva région Centre Sud Est

Un bol d'air solidaire. Après une année COVID, un nouveau souffle solidaire.

S'emparer des territoires ruraux

La question de l'insertion de l'ESS dans la ruralité mérite d'être posée dans notre région. On parle souvent des grandes métropoles, Marseille, Nice, Lyon, etc. On a l'impression qu'il n'y a que cela qui existe. On met énormément de moyens dans les zones à forte densité alors que le territoire est extrêmement vaste. À quel moment va-t-on parler de Tarascon, de Brignoles ? Certes, c'est moins bling-bling et peut-être moins visible. Dans le Var, où nous sommes en train de monter un projet, le bus des possibles, nous avons décidé de rallier les villages où il y a des jeunes qui pour le coup n'ont vraiment rien pour travailler ou s'insérer dans la société. Dans un village de 500 âmes, les jeunes sont encore plus vite stigmatisés comme des fainéants. À travers des projets solidaires, tel un jardin partagé, l'ancien du village, le cinquantenaire et les plus jeunes, une dynamique se recrée. Autre exemple, à Tarascon, un buraliste qui, pour recruter, ne passe plus que par Ismaël, l'un de nos *«boosters»* en région. Cela lui permettait de trouver des jeunes sérieux et motivés de la cité des Ferrages, qui a pourtant mauvaise réputation. En raccourcissant les circuits, ce chef d'entreprise s'est rendu compte que ça fonctionnait beaucoup mieux. C'est cette dimension locale et de proximité qu'il faut réussir à générer. Comment demain, sur un périmètre local, on bosse ensemble ?

On est aussi dans une région qui a ses métiers. Est-ce qu'aujourd'hui le recrutement que l'on fait tient compte d'une vie saisonnière d'été côté mer, une vie saisonnière d'hiver plutôt montagne ? Comment créer des ponts entre ces deux mondes ? Les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie ont une importance considérable dans la région, et leurs salariés sont souvent dans une forme de précarité. On le voit d'autant plus cette année avec le Covid-19. Il faudra travailler sur des modèles d'entreprises qui travaillent en commun pour sécuriser les emplois de ces personnes et gérer la mobilité de salariés en fonction des saisons. C'est un défi, mais avec de la confiance et de l'accompagnement, nous y arriverons.

3 QUESTIONS À

ELLCIE HEALTHY Nice

Ces montures de lunettes connectées proposent une solution de suivi global de la santé aux applications multiples, répondant notamment aux enjeux de vieillissement de la population.

Philippe Peyrard
Fondateur

1. À quels besoins ces lunettes répondent-elles ?

Au cours de ma carrière de médecin, certains témoignages de patients m'ont bouleversé. Je pense notamment à une femme qui m'a dit : *« On m'a volé la mort de mon mari. C'était un être exceptionnel et on n'a pas pu se dire au revoir. »* En parallèle, des rapports sur la fin de vie et les soins palliatifs ont montré que la région Pays de la Loire était complètement sous-dotée. Il existe des lieux comme la maison Jeanne Garnier à Paris (15e) qui sont vraiment remarquables, avec une prise en charge très belle pour accompagner la fin de vie. On s'est dit : *« pourquoi ne pas en créer une à Nantes ? »*

2. Comment fonctionnent-elles ?

Il s'agit d'une unité hospitalière avec tout ce que cela implique sur le plan technique, mais elle se distingue par le fait qu'elle ressemble à une maison, avec ses lieux de convivialité et d'intimité. Avec l'architecte, nous avons voulu escamoter tout ce qui pouvait rappeler l'univers hospitalier afin que chacun s'y sente bien. C'est un lieu qui a été pensé avec un triple regard : sur les patients bien sûr, à travers notamment une offre de soins complémentaires innovante (bagnothérapie, musicothérapie, art-thérapie…), mais aussi sur les proches et les soignants, qui vivent parfois aussi des moments difficiles. Il est important que ces derniers puissent aussi se ressourcer. Il y aura une vingtaine de chambres, ce qui peut paraître dérisoire, mais dans l'univers des soins palliatifs (qui accueille environ 300 personnes chaque année en France), c'est déjà beaucoup par rapport à ce qui existe aujourd'hui sur le territoire.

3. Peuvent-elles jouer un rôle dans la prévention de certains problèmes de santé ?

Tout à fait. Nous sommes en train de mettre au point un nouvel algorithme pour la prévention de la chute à destination des seniors. Il permettra d'appréhender ce moment où la personne commence à devenir fragile, avec un risque imminent de chute. Nous avons d'autres cas d'usage à l'étude autour du suivi du regard, car les yeux donnent beaucoup d'informations sur l'état de santé, par exemple pour renseigner l'évolution d'une crise chez les patients atteints de Parkinson ou de troubles psychiatriques. Ces lunettes pourront également aider les non-voyants en les renseignant sur les obstacles devant eux via un signal tactile détectable. Enfin, nous allons développer le suivi de l'activité physique des porteurs (décompte de pas, escaliers montés et descendus…), indispensables à une bonne hygiène de vie.

3 QUESTIONS À

DABBA Grenoble

Ce service de consigne de contenants réutilisables propose une alternative simple et écologique au tout jetable.

Marion Scapin
Cofondatrice

1. Qu'est-ce qui vous a décidée à lancer Dabba ?

Mon associée, Caroline Laubertie, prenait souvent des plats à emporter et réfléchissait à des solutions pour remédier aux emballages jetables. Il faut savoir que plus de deux millions de plats à emporter sont consommés chaque jour en France ! L'enjeu est aussi réglementaire, car la loi anti-gaspillage prévoit de rendre obligatoires les contenants réutilisables pour le portage de repas à domicile à compter de 2022, et la fin du jetable dans les fast-foods l'année suivante. Notre objectif sera donc d'accompagner les restaurateurs dans ce sens.

2. Quelles prestations proposez-vous aux restaurateurs ?

Nous leur mettons à disposition des contenants en verre réutilisable qu'ils peuvent proposer aux clients à la vente à emporter, moyennant une consigne de cinq euros. Ils peuvent ensuite les rapporter dans n'importe quel restaurant du réseau. À Grenoble, nous en avons une petite trentaine. Avec eux, nous avons évité 20 000 emballages jetables depuis notre lancement en juin 2020. En parallèle, nous avons développé une activité de conseil et d'accompagnement sur mesure à destination de plus grosses structures, au sein desquelles nous pilotons la mise en place du projet de réemploi de A à Z. Cela peut concerner la restauration collective (en entreprise, scolaire ou universitaire) ou encore la grande distribution. Nous sommes aussi contactées par des responsables RSE d'entreprises classiques qui souhaitent simplement réduire les déchets lors de la pause déjeuner. Enfin, nous proposons un service de lavage professionnel pour permettre aux structures d'externaliser la plonge.

3. Ces services pourront-ils s'étendre à la livraison à domicile ?

Il faudrait que nous puissions entrer en contact avec de grosses plateformes de livraison, mais, pour l'instant, il ne semble pas qu'elles soient dans cette optique-là. En attendant, il existe déjà des coopératives de livreurs à vélo qui pourront faire de la livraison consignée, comme Sicklo à Grenoble, avec laquelle nous sommes en train de travailler. Nous déployons un réseau régional en Auvergne-Rhône-Alpes afin de mutualiser les compétences et les investissements, et répondre à la demande régionale plus facilement. Ces modèles économiques sont difficiles à construire, car passer du jetable au réutilisable a malheureusement un coût : il faut beaucoup de volume pour rentabiliser cette activité.

LE TOUR DE FRANCE DE L'ESS | LAURÉAT 2021

3 QUESTIONS À

TIME FOR THE PLANET Lyon

Cet outil citoyen de financement pour le climat vise à rassembler un milliard d'euros pour financer 100 entreprises tournées vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Denis Galha Garcia
Cofondateur

1. Pourquoi l'entrepreneuriat est-il selon vous un mode d'action efficace pour lutter contre le dérèglement climatique ?

Nous sommes six cofondateurs, tous entrepreneurs au départ. C'est donc un milieu que nous connaissons bien, plus que la politique qui a une puissance importante, mais qui prend énormément de temps pour faire évoluer les choses. Or on sait que l'entrepreneuriat au contraire est capable de changer nos façons de vivre au quotidien : on l'a vu avec Facebook, Uber ou Airbnb. Alors, pourquoi ne pas faire la même chose pour le climat ? L'idée est de trouver des innovations pertinentes que l'on va pouvoir déployer à très grande échelle, en évitant aux entrepreneurs de perdre du temps avec les levées de fonds pour qu'ils puissent vraiment se concentrer sur leur projet. Il y a aussi une dimension « *open source* » afin de partager les résultats à tous et d'accélérer la diffusion des solutions qui marchent dans le monde entier.

2. En quoi cette initiative propose-t-elle un mode d'engagement citoyen innovant ?

En tant que citoyens, nous avons souvent la frustration de ne pas pouvoir agir à grande échelle. C'est la raison pour laquelle nous donnons la possibilité à tous de devenir actionnaire de Time for the planet, en fixant le prix de l'action à un euro. La structure est à but non lucratif afin d'assurer que c'est l'intérêt commun qui prime. À ce jour, nous avons réuni plus de 21 000 actionnaires de tous types - particuliers, associations, entreprises, fonds d'investissements…- qui nous ont permis de lever plus de 3,9 millions d'euros. Tous ont la possibilité d'être actifs au sein de la structure, en participant par exemple à la présélection des innovations. L'objectif est que tout le monde puisse s'approprier cet outil.

3. Comment les entreprises financées s'attaqueront-elles aux émissions de gaz à effet de serre (GES) ?

Pour agir, nous avons deux actions complémentaires : réduire les émissions mondiales d'une part, et capter directement les GES déjà émis dans l'atmosphère d'autre part, que ce soit à travers des technologies de captage du CO2 ou en améliorant les puits de carbone naturels que sont les océans et les forêts. Nous pensons que les deux doivent être faits en parallèle, car nous avons pris trop de retard : chaque année, plusieurs dizaines de gigatonnes d'équivalents carbone sont émises et certains gaz, comme le CO2, restent pendant des milliers d'années dans l'atmosphère. Nous avons identifié vingt problèmes majeurs sur lesquels nous pouvons agir, comme le stockage de l'énergie sans métaux rares, la climatisation sans gaz fluorés, la valorisation de la chaleur fatale dans l'industrie…

SUD-OUEST

La révolution du vivre ensemble

Illustration
Thi Doan

De la gouaille et de l'enthousiasme à revendre. Sophie Ganelon pose ses tripes sur la table à chaque fois qu'elle s'engage pour un projet, et cela se voit. Responsable de l'agence Aviva de Bordeaux avec son associé, elle connaissait déjà le tissu entrepreneurial : sa clientèle est en majorité professionnelle. Elle a découvert avec la Fabrique le secteur de l'économie sociale et solidaire. Pour elle, il y a un vrai mouvement de fond régional sur des sujets liés à l'agriculture, la mobilité, la relocalisation du savoir-faire. Et un réel besoin de connecter toujours plus ceux qui font avec le reste de la population. Pour changer les choses, bien sûr, mais aussi pour aller plus loin dans ce concept qui lui est cher : le vivre ensemble.

Je suis entrée dans les assurances en 94, via un contrat de professionnalisation… et je n'en suis jamais partie ! Depuis 2010, j'ai repris l'agence Aviva de Bordeaux à 50% avec mon associé. Très vite, nous avons fait basculer l'agence sur une clientèle professionnelle, notamment dans trois secteurs : la construction, la maîtrise d'ouvrage et l'assurance vie. Je connais bien l'univers de l'entrepreneuriat, des TPE, des PME. Mais beaucoup moins celui de l'écosystème social et solidaire ! Quand la Fabrique s'est lancée et qu'on nous a proposé de nous impliquer, avec mon associé, nous avons accepté. C'était l'occasion de découvrir cet univers, tout en restant connectés à notre activité. Pour tout dire, j'ai mis un peu de temps à m'impliquer.

Le déclic s'est produit en 2018. J'avais de nouveau accepté d'être jury, et les quatre présentations auxquelles j'ai assisté étaient vraiment de qualité. Trois d'entre elles ont obtenu des prix nationaux cette année-là. Notre préféré, Mr Organics (à l'époque Toopi Organics) a même obtenu le prix Coup de cœur du jury national. Son fondateur nous avait bluffés par son envie. J'étais ravie ! J'avais mobilisé au maximum mes réseaux. Moi qui ne vais jamais sur Facebook, j'y avais passé beaucoup de temps pour parler d'eux ! Je trouve leur projet fondamental : l'équipe développe des engrais non chimiques à partir de matières premières issues de l'agriculture biologique. Après ce succès, nous avons organisé un petit déjeuner dans les locaux de la Ruche à Bordeaux avec les lauréats et l'écosystème local, pour célébrer ces prix, échanger autour de leurs ambitions, voir comment nous pouvions continuer à les soutenir.

Une tempête – écolo – dans le cerveau !

Je me suis rendue compte à quel point cela m'apportait, au niveau professionnel comme personnel. J'aime mon métier, le côté un peu répétitif, rassurant. Mais j'aime aussi que les choses bouillonnent, surmonter des points bloquants, trouver des solutions pour faire coïncider deux mondes à priori incompatibles. Disons-le clairement, cela a été à de multiples reprises la tempête dans mon cerveau, et j'ai trouvé cela génial ! Je suis un peu la personne qui attrape les porteurs de projets par les pieds pour les remettre au sol, car souvent ils sont un peu hors-sol, justement. Je les laisse ensuite s'envoler de nouveau, car c'est cela qui leur permet de prendre leur essor.

J'accompagne un autre projet qui génère ce même enthousiasme. Il s'agit de Gazelle Tech, qui avait postulé en 2017 sans rien gagner, mais qui connaît aujourd'hui un immense succès. Son fondateur, Gaël Lavaud, développe une voiture ultra légère en matériaux composites pour réduire la consommation de carburant. Il travaille sur deux modèles, un électrique, et un autre thermique, mais à faible consommation. Le projet a aussi une forte ambition au niveau inclusion et social : l'équipe a développé un kit de fabrication qui permet d'assembler la moitié de la voiture dans un container mobile. L'enjeu ? Donner accès à tous à un véhicule peu polluant dans sa fabrication et son usage, dans des pays qui ne disposent pas d'infrastructures dédiées. Chaque prototype coûte environ 200 000 €, c'est un projet très ambitieux. Très vite, j'ai cherché comment l'accompagner, et j'ai réussi à le faire assurer sur la partie technologique. Avec mon associé, nous avons passé de nombreuses heures à monter les contrats. Nous avons réussi. Il se trouve que depuis fin 2020, l'entreprise a obtenu l'agrément constructeur et l'homologation européenne. Je peux donc dire que, concrètement, j'assure aujourd'hui un constructeur automobile français, ce qui n'est pas rien ! Nous avons la gratification d'avoir réussi, d'avoir aidé à démarrer cette aventure. Cela m'a aussi permis de porter notre engagement au-delà du concours : nous sommes ainsi allés nous-mêmes valoriser Gazelle Tech, à un événement organisé au Campement, la pépinière développement durable et innovations d'usages qui est installée au sein de l'écosystème Darwin, un lieu alternatif de la rive droite de Bordeaux. La start-up est *« campeuse »* depuis 2015 là-bas, mais c'est nous qui les y avons représentés, car son fondateur n'avait pas le temps.

> « Je me suis rendu compte à quel point cela m'apportait, au niveau professionnel comme personnel. »

Quand le cadre de vie donne envie de penser autrement

En plus du Campement, de Darwin, il y a aussi la pépinière La Locomotive, qui a lancé une branche ESS il y a deux ans. Je conseille les porteurs de projet sur la partie assurance. Les

> « Il y a encore beaucoup de travail à faire pour augmenter la visibilité des projets liés à la transition écologique et solidaire. »

choses bougent dans la région ! Notamment sur l'agriculture respectueuse des sols et locale, la mobilité durable et la relocalisation du savoir-faire. Évidemment, le contexte global y est pour beaucoup. Mais je crois aussi qu'il y a certaines particularités locales qui expliquent ce foisonnement et cette envie d'agir. Par exemple à Bordeaux, depuis 2003, l'ancienne municipalité a beaucoup misé sur la mobilité douce : tramway, création de voies piétonnes et cyclables, suppression de voies de circulation, réhabilitation des quais. Résultat : les Bordelais se sont réapproprié leur ville. Je dirais que même les non-écolos se sont habitués. Il y a aussi eu le réaménagement de places comme la place Gambetta, avec la création de jardins. Et dans plusieurs parcs publics, un espace est réservé désormais pour des jardins partagés, notamment dans des quartiers à vraie mixité sociale, comme au parc Rivière. Des associations organisent des journées découvertes, guident dans l'apprentissage de la permaculture… Je dirais que le cadre de vie a induit une réflexion chez les habitants, et que cela fait tache d'huile. L'un des exemples les plus concrets est quand même le changement de municipalité : Bordeaux est devenue écolo !

Mais cela ne veut pas dire que tout le monde se sent concerné. C'est pour cela qu'il y a à mon sens encore beaucoup de travail à faire sur la communication, pour augmenter la visibilité des projets liés à la transition écologique et solidaire auprès de la population en général, et donner envie à plus de gens d'agir. Je ne sais pas si cela est spécifique à la région ou si la situation est là même à l'échelle du pays, mais il me semble qu'il y a encore trop d'entre soi, deux mondes qui vivent en parallèle sans se côtoyer.

Le nouvel enjeu : faire du bruit pour que tout le monde entende

J'ai par exemple suivi un projet passionnant de collecte de mégots, EcoMégot, qui collecte et recycle les mégots pour créer une matière plastique réutilisable, en faisant travailler des gens en local. Je suis tellement fière d'eux : aujourd'hui, ils ont

des locaux dans 3 ou 4 villes. Je vois régulièrement des bornes de collecte, et ils ont récemment été reçus par le ministère de la Transition écologique. Pourtant, je trouve qu'on n'en parle pas assez. Je crois n'avoir vu passer qu'un seul article dans une newsletter que je lis. Gazelle Tech a plus de retombées, particulièrement dans la presse régionale, mais je ne suis pas sûre qu'il y ait une forte résonance en dehors. Dans la même veine, j'ai été impressionnée par les locaux de la Ruche en plein centre-ville de Bordeaux. Ils sont extrêmement bien situés, pourtant je suis prête à parier que moins de la moitié des Bordelais connaît leur existence.

À nous désormais de faire du bruit pour populariser ces projets. Je suis convaincue que c'est possible, que l'on peut faire se parler ces deux mondes. J'en suis moi-même la preuve : je suis l'archétype du contraire des porteurs de projets que j'accompagne, et pourtant nous arrivons à nous entendre ! Le vrai vivre-ensemble, la vraie inclusion, comprendre que les autres sont différents, il faut que ce soit au-delà des mots, il faut y aller et poursuivre les projets, locaux, nationaux, qui permettent d'embarquer tout le monde, et pas que les convaincus ! J'ai bon espoir, les choses sont en train de changer. La pandémie d'ailleurs va avoir un impact sur cette envie d'agir. Les acteurs du secteur de la reconversion que je connais me disent avoir de nombreux postulants pour des formations dans les secteurs de l'écologie et du solidaire. L'an prochain, à mon avis, les projets vont pleuvoir. Et je pense que le rôle d'accompagnatrice sera fondamental dans ce monde à venir !

3 QUESTIONS À

CIRCOULEUR Bordeaux

Cette start-up girondine fabrique des peintures recyclées peu polluantes pour éviter le gaspillage de matières condamnées à l'incinération.

Maïlys Grau

Fondatrice

1. Quel problème les fonds de pots de peinture posent-ils sur le plan environnemental ?

Quand on fait des travaux de peinture, il reste toujours un peu de peinture au fond. On a l'impression que ce n'est pas grand-chose, mais à l'échelle de la France, si on prend tous les chantiers professionnels et de particuliers, cela donne des quantités énormes : 28 millions de litres de peinture sont ainsi brûlés chaque année. C'est l'équivalent de la peinture qu'il faudrait si l'on se décidait à repeindre tous les logements de la ville de Marseille. Or cette peinture a eu un impact environnemental au moment de la fabrication, mais aussi à la fin de vie lorsqu'elle est incinérée, car elle brûle très mal. On a estimé qu'on pourrait éviter jusqu'à 150 000 tonnes de CO_2 dans l'atmosphère si on recyclait tous ces litres de peinture.

2. Comment parvenez-vous à les recycler ?

Nous récupérons des flux, le plus souvent issus de restes de chantiers, auprès des déchetteries. Nous les trions ensuite par familles de couleurs qui constituent la matière principale pour fabriquer de nouvelles peintures. Tout un travail de chimie est réalisé pour obtenir une matière qualitative que nous déclinons dans un nuancier de quatorze teintes. Dans chaque pot, au moins 70% de la matière est issue de peinture recyclée. En 2020, nous étions même à plus de 95% en moyenne. Nous avons deux gammes, l'une pour les professionnels, l'autre pour les particuliers, à un prix légèrement inférieur que les peintures neuves de qualité similaire. À l'heure actuelle, nous recyclons environ 20 tonnes de peinture chaque année alors qu'il y en aurait 35 000 à traiter. Il faut donc accélérer !

3. Quels sont les avantages de cette peinture recyclée au-delà de son faible impact environnemental ?

Nos peintures font partie des marques avec les taux de COV (composés organiques volatils) parmi les plus bas du marché, car ceux-ci se sont déjà volatilisés lors de la première ouverture des pots que nous récupérons. C'est important parce que ces composés nuisent à la qualité de l'air intérieur et peuvent créer des irritations. Notre fonctionnement prend aussi en compte l'aspect social en créant de l'emploi pour des personnes en insertion économique ou en situation de handicap travaillant dans des ESAT (établissements et services d'aide par le travail).

3 QUESTIONS À

CARTON VERT La Rochelle

Un duo d'entrepreneurs a imaginé une solution pour donner une seconde vie aux cartons d'emballages en les revendant à un prix avantageux.

Antonin Hameury

Président et cofondateur

1. Pourquoi le recyclage n'est-il pas forcément la meilleure solution pour la fin de vie des cartons ?

Le recyclage est aujourd'hui le système dominant. Les cartons sont envoyés dans des centres de tri pour être traités dans de grands bacs d'eau avec des produits chimiques afin de faire de la pâte à papier. C'est ce qui se passe dans le meilleur des cas, car les capacités ne sont malheureusement pas suffisantes sur le territoire et beaucoup de cartons jetés sont donc incinérés ou enfouis, ou alors exportés dans des centres de tri à l'étranger. En parallèle, le nombre de cartons produits (et donc jetés) augmente, notamment en raison de l'essor du commerce en ligne qui s'est accéléré avec la crise sanitaire. Le réemploi n'existe pour ainsi dire pas. C'est un problème d'autant plus que la plupart des cartons jetés sont en très bon état, voire neufs lorsqu'ils ont été refusés par des entreprises en raison d'un petit défaut. Les centres de tri devraient être réservés aux cartons en mauvais état !

2. En quoi consiste votre solution ?

Au lieu de jeter ces ressources qui peuvent encore servir, nous les collectons et les stockons pour les revendre à des entreprises (notamment des petites structures qui font du e-commerce) et des particuliers pour les déménagements. Nous nous appuyons sur un ESAT, une structure qui emploie des personnes en situation de handicap, pour le tri et la préparation des commandes. Depuis le mois de janvier, environ 50 000 cartons ont déjà été collectés. Nous sommes basés à La Rochelle, mais nous cherchons à nous agrandir à l'échelle du département, de la région, puis du territoire national. Nous réfléchissons à un système de franchises, car le système peut facilement être répliqué ailleurs, surtout si on s'appuie sur des ESAT. Nos cartons sont entre 25 et 50% moins chers que des cartons neufs. Le but est de pouvoir réduire rapidement les déchets de manière efficace, pas de faire la meilleure marge possible.

3. Peut-on imaginer que demain ces cartons n'auront pas deux, mais trois vies, voire plus ?

Quand nous aurons pris de l'ampleur et que nous serons présents dans plusieurs zones urbaines, nous essayerons en effet de récupérer les cartons que nous aurons vendus afin de les réutiliser plusieurs fois. Nous n'avons pas encore les capacités logistiques pour le faire, mais nous nous sommes rapprochés du Réseau Consigne, qui fédère les professionnels du réemploi en France, dans ce but.

LE TOUR DE FRANCE DE L'ESS | LAURÉAT 2021

3 QUESTIONS À

LE GRAIN DE SEL Albi

L'association Citoyens 21 Albi va ouvrir un restaurant inclusif à Albi d'ici la fin de l'année, avec une équipe composée à 70% de salariés porteurs de trisomie 21.

Manuel Bernal

Porteur du projet

1. Qu'est-ce qui a motivé la création de ce restaurant ?

À l'origine de notre association se trouve un festival, Rock 21, dont les bénéfices permettent de financer des cours particuliers à destination d'enfants atteints de trisomie 21. On y trouve aussi des personnes porteuses de cette anomalie génétique à tous les postes, que ce soit en cuisine ou au vestiaire. C'est ainsi qu'a émergé l'idée de créer un restaurant inclusif comme il en existe déjà d'autres en France. Nous avons donc monté une association qui est d'ailleurs majoritairement composée de personnes qui ne sont pas du tout concernées personnellement par la trisomie. Le projet a fait l'objet d'une émulation importante à l'échelle de la ville.

2. Comment ce lieu sera-t-il conçu pour que les salariés atteints de trisomie 21 puissent occuper leur poste dans de bonnes conditions ?

L'idée est que ceux-ci puissent être à l'aise dans ce qu'ils font. Ils pourront être en cuisine ou au service selon leur préférence. Les conditions et les horaires de travail seront personnalisés en fonction de chaque employé. Toute l'équipe (chefs, bénévoles, service civique…) sera formée pour les accompagner efficacement : comment parler à une personne atteinte de trisomie, donner une consigne à la fois… La carte sera simplifiée et nous travaillerons avec des pictogrammes avec un repérage des tables facilité. Le restaurant sera aménagé de façon adaptée : les tables de travail sont baissées, car les salariés sont plutôt de petite taille, l'espace entre les tables sera plus grand… Une salle de repos sera à leur disposition pour qu'ils puissent se reposer un peu en cas d'émotion trop forte. Malgré ces détails, nous voulions que ça soit un vrai restaurant, que les gens viennent – et reviennent – chez nous parce qu'on y mange bien et qu'on y passe un bon moment.

3. Comment ce projet pourra-t-il leur bénéficier plus largement ?

L'objectif est de valoriser ces jeunes par le travail et d'en faire des citoyens à part entière, de montrer aux gens que plutôt que de handicap, il faut parler de différence. On a peur de ce qu'on ne connaît pas et on s'éloigne de personnes qui sont différentes de nous. À travers ce projet de restaurant, on montrera aux clients qu'ils ne sont pas si loin de nous ! Il n'y a qu'un petit chromosome qui nous différencie, mais ce sont des gens plutôt avenants et rigolos. Je suis convaincu que l'inclusion, c'est l'avenir.

PARTIE 3

5 ANS DE FABRIQUE AVIVA

1447 projets, c'est le nombre dantesque des projets déposés en région et étudiés par les partenaires de la Fabrique Aviva pour cette 5e édition. En 5 ans, ce prix exceptionnel a accompagné et suscité bien des vocations. 200 ! Mais il est aussi un miroir des plus éclatants de l'innovation sociale et solidaire française. Bien de belles histoires ont démarré, se sont épanouies sous le regard et l'activisme bienveillants des équipes de la Fabrique Aviva.

Et ce n'est pas fini, puisque 15 lauréats ont rejoint cette année la grande famille de l'ESS, soutenus par Aviva France.

Ces 5 ans de la Fabrique Aviva racontent, au-delà de l'évolution d'un prix, l'histoire et le dynamisme de l'innovation sociale et solidaire.

BELLES HISTOIRES

YUKA

Un petit scan pour l'homme, un grand pas pour la santé et l'environnement

Avec 21 millions d'utilisateurs disséminés dans 10 pays, l'application Yuka s'est imposée comme l'assistant indispensable à la nutrition et à la consommation responsables de bien des consommateurs. Son influence est telle que certaines marques ont revu leur copie, ou discutent avec l'équipe avant de lancer un nouveau produit.

La petite carotte à l'orange vif est bien connue des consommateurs et redoutée par bien des marques agroalimentaires et cosmétiques. À raison ? L'application Yuka repose sur un principe simple, mais terrible : en deux clics, chacun peut scanner le code-barres des produits alimentaires et cosmétiques pour savoir s'ils sont bons pour la santé. Et ce, en ligne ou hors ligne. Au printemps 2021, l'éco-score a fait son apparition dans l'appli et délivre une mesure de l'impact environnemental d'un produit alimentaire.

Derrière ce succès fou, une histoire familiale et amicale, deux frères et trois amis : Benoît, François Martin et Julie Chapon. La légende raconte que Benoît, papa de trois enfants, souhaitait acheter de meilleurs produits pour ses enfants. Que celui qui n'a jamais essayé de déchiffrer une étiquette et abandonné devant les hiéroglyphes d'additifs lui jette la première pierre. Il a l'idée d'un outil qui analyserait ces étiquettes et pourrait changer sa vie de consommateur. François et Julie sont amis, ils partagent des week-ends, des vacances avec une bande de potes. *« On participe à un hackathon, ça te dit de venir nous aider ? »*, lance François à Julie en 2016. L'aventure Yuka est lancée sous la forme d'une carotte connectée qu'on aimante au frigo. *« On devait scanner les aliments une fois rentrés de courses. Mais on a abandonné cette idée en se disant qu'il fallait plutôt proposer de scanner directement avec le téléphone »*, raconte l'entrepreneuse. *« Je n'ai jamais rêvé d'être entrepreneur, à vrai dire. Il n'y en avait pas du tout dans mon entourage, je n'y ai pas été sensibilisée. »* En revanche, au contact de ses grands-parents chez qui elle déjeune tous les midis – *« ils habitaient en face de l'école »* – elle apprend le *« goût du bien manger, du fait-maison, du repas équilibré »*. Même au lycée, reconnaît-elle, elle préfère aller manger chez eux, plutôt qu'à la cantine. Cet appétit pour la nutrition la poursuit en filigrane lors de ses études et de ses premiers stages. *« J'étais en école de commerce. À l'époque, le trajet classique était de sortir d'école et de poursuivre le rêve d'aller dans une boîte du CAC. »* Elle fait ses stages dans l'agroalimentaire dans de très grands groupes. *« Mais ça ne m'a pas vraiment plu. Ce n'était pas ce que j'attendais. Discuter de l'intensité du violet de l'emballage d'une tablette de chocolat ne*

me paraissait pas être une bonne utilisation de mon temps », s'amuse-t-elle. En sortant d'école, elle rêve d'intégrer une entreprise de commerce équitable. *« Mais à l'époque, il n'y en avait pas beaucoup. »* Le monde du conseil en transformation digitale l'appelle. Elle tourne en rond. Puis il y a eu François, Benoît, le hackathon, l'entrepreneuriat social… et surtout, Yuka.

Un devoir participatif d'information…

En 2017, l'application se lance sur nos smartphones. Au départ, Yuka se lance à partir d'une base de données ouvertes, Open Food Facts. Nous sommes en plein boom de l'Open Data. *« Il devait y avoir 50 000 produits référencés. On a travaillé à partir de cette base pendant un peu moins d'un an. »* Pour les produits non référencés, l'équipe demande aux utilisateurs d'envoyer des informations. *« On reversait ensuite ces infos à Open Food Facts, mais c'était compliqué pour eux d'accéder à toutes nos demandes, ce qui est complètement normal. »* L'équipe ne s'attendait pas à un tel nombre d'utilisateurs dès le démarrage. Ils développent alors leur propre base de données. *« L'autre raison est que très rapidement, des marques ont accepté de fournir directement toutes les informations des produits. Sauf qu'Open Food Facts ne permet pas de mixer des sources d'information. »* Yuka n'a jamais arrêté de reverser ses infos à la plateforme. *« Aujourd'hui, 70% des données répertoriées sur Open Food Facts émanent des utilisateurs de Yuka. »*

> « Si des milliers de consommateurs arrêtent d'acheter un produit, les industriels n'ont d'autre choix que d'adapter la composition de ce produit et de faire un produit plus sain. »

Comment expliquer l'attrait des consommateurs pour l'application ? *« On est arrivés à un moment où les consommateurs commençaient à s'interroger sur les produits après avoir fait confiance aveuglément à l'industrie agroalimentaire. »* Il y a eu tellement de scandales qui ont alimenté cette défiance, abonde Julie Chapon. *« C'est vieux, mais il y a eu la vache de folle, et plus récemment, l'affaire de la viande de cheval, le scandale des œufs contaminés au fipronil. »* L'application répond à un cruel besoin d'informations et de transparence. *« Notre chance a été aussi le bouche-à-oreille. Ce sont les utilisateurs qui se sont passé le mot parce qu'on touche à un sujet qui parle à tout le monde. »* De l'information qui trouve une application et encourage l'action puisqu'en informant, les consommateurs changent leurs habitudes d'achat. *« Notre but n'est pas de dire quoi acheter. On informe. En revanche, si des milliers de consommateurs arrêtent d'acheter un produit parce que la composition ne leur convient pas, les industriels n'ont d'autre choix que d'adapter la composition de ce produit et de faire un produit plus sain. »* L'irrésistible pouvoir de la foule ! Il n'y a pas une journée où une marque n'appelle pas pour obtenir un outil de mesure permettant de savoir quelle note la formule d'un nouveau produit recevra. *« En fonction, ils adaptent. Pour le meilleur. »*

… Et d'action

Aujourd'hui, l'équipe de Yuka s'est lancée avec 10 autres acteurs (dont Open Food Facts, Marmiton ou ScanUp) un nouveau défi d'information et d'action avec le lancement en avril 2021 de l'éco-score, un outil d'analyse de l'impact environnemental d'un produit. Selon un sondage de l'Ipsos, 78% des Français estiment manquer d'information sur l'impact environnemental des produits. *« On avait une très forte demande de nos utilisateurs sur ce type d'outil. »* Comme cette fonctionnalité est encore récente, seuls 30 000 produits sont recensés. Comme pour les débuts de Yuka, le consommateur est mis à contribution et est appelé à devenir acteur. *« S'il n'y a pas d'information sur l'origine des ingrédients, l'utilisateur peut envoyer une demande directement à la marque en envoyant un message préformaté demandant ces informations. »* Si beaucoup de marques jouent le jeu de la transparence, apprécie l'entrepreneuse, *« d'autres font un peu les mortes et ne répondent pas à l'utilisateur »*. Un bras de fer que Yuka et ses utilisateurs espèrent gagner. *« On veut réussir à faire avec l'éco-score ce qu'on a fait sur la santé avec des industriels qui ont reformulé et surtout, amélioré leurs produits. Notre enjeu maintenant, c'est de faire en sorte que les industriels améliorent l'empreinte environnementale de leurs produits. »* C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

BELLES HISTOIRES

Troc Ta Chambre, le Tinder du troc de chambre et de la colocation intergénérationnelle

***« Étudiant cherche chambre à Bordeaux à échanger contre chambre à Marseille. »* C'est le deal imaginé par les entrepreneuses Karine Pathinvo et Anne Gestin. *« Si on peut arriver à faire en sorte que les étudiants se sentent mieux et que les étudiants et les personnes âgées puissent nouer un lien entre eux pour avoir une vie quotidienne plus sympathique, et à moindres frais, allons-y ! »* Ces mots à l'enthousiasme contagieux, nous les avons entendus lors d'une discussion particulièrement animée et chaleureuse avec les deux entrepreneuses passionnées à l'origine de la plateforme Troc Ta Chambre, Karine Pathinvo et Anne Gestin.**

Le principe est simple : sur une plateforme, les étudiants troquent leur chambre dans leur famille ou trouvent une chambre contre services dans une famille ou une personne âgée. *« Dans les familles, le service rendu est souvent lié aux enfants : aller chercher un enfant à l'école, l'accompagner à une activité ou tout simplement, lui dispenser du soutien scolaire. »* Chez la personne âgée, il peut consister à accompagner la personne quelque part, chercher un médicament, partager un repas ou sortir le chien. *« Des petites aides pour que la vie soit plus simple au quotidien. Et aussi une manière de nourrir un lien entre générations. »* Les entrepreneuses veillent à ce que, par semaine, l'étudiant ne dépasse pas 10 heures d'aide. *« Mais au fond, il s'agit principalement d'aide et de présence, rappelle Anne Gestin. Vous saviez que seuls 10% des étudiants sont logés en résidence universitaire ? Ça en laisse 90% sur le carreau. »*

« It's a match »

Pour être *« mariés »* manuellement par l'équipe de Troc Ma Chambre, étudiants, parents et seniors s'inscrivent sur la plateforme et proposent un échange. C'est ensuite la *« Bonne Fée »* Karine Pathinvo qui se charge de demander des documents supplémentaires – carte d'identité de tous les adultes habitant la maison, attestation d'assurance et extrait de casier judiciaire. *« Les gens me l'envoient très facilement, parce que ça les rassure, je crois. »* Le duo discute également beaucoup avec étudiants, familles et seniors avant de trouver un match. Une fois le binôme trouvé, les deux parties établissent un contrat d'échange de chambre ou de mise à disposition de chambre contre services, conçu par l'avocat de Troc Ma Chambre. *« Il y a également une charte de conduite vérifiée par nous »* pour s'assurer d'un échange équitable. La plateforme reçoit alors une somme de 100 euros de frais de mise en relation. *« Quand ce n'est pas totalement gratuit, les gens s'engagent davantage. Et à côté, nous avons une activité, nous plaçons des étudiants étrangers dans des familles pour le compte des organismes de séjours linguistiques. Ça nous permet de financer par exemple la communication pour faire connaître la plateforme. »*

Pas de logement, pas de choix

Les origines de la plateforme touchent à leurs histoires personnelles et familiales. Anne est mère de trois enfants. Elle prend conscience des difficultés étudiantes lorsque sa fille souhaite faire des études à Sceaux dans le 92, alors que la famille habite à Montreuil dans le 93, soit à deux opposés. *« Ça représentait 3 heures de transport par jour. On a cherché un logement pour elle, mais en vain. C'était bien trop cher. »* Sa fille Coline fait donc des allers-retours pendant deux ans. *« C'était complètement idiot, elle était fatiguée et j'avais peur qu'elle décroche de ses études. »* La maman ne s'inquiète pas à peu de frais. *« Au-delà de 15h de travail par semaine pour payer ses études, on constate qu'un étudiant sur trois finit par décrocher. Simplement pour être en mesure de payer une chambre »*, abonde son associée, Karine. Anne se dit que ça aurait été *« super qu'un étudiant à Paris originaire de Sceaux puisse loger chez nous à Montreuil, comme c'est proche de Paris, et que Coline puisse aller dans la famille de l'étudiant – donc échanger les chambres. »* D'ailleurs, nous raconte Anne, ce sont les parents d'élèves qui ont été les premiers clients et ambassadeurs de la plateforme : *« Ce sont eux qui font les démarches pour leurs enfants. »*

À Karine, l'histoire de Coline rappelle de mauvais souvenirs. *« Il y a 20 ans, j'ai été fille au pair à Londres pendant un an. »* Elle décide de rester pour y poursuivre ses études. *« Mais faute de trouver un logement, j'ai dû rentrer à Paris. »* Vingt ans plus tard, son cas ne fait malheureusement pas exception. *« Un tiers des étudiants ne font pas les études de leur choix parce qu'ils ne peuvent pas loger dans la ville de la fac en question. »* Ils se tournent vers d'autres disciplines, faute de moyens financiers. Le binôme qui s'est connu dans une association dont Karine était salariée et Anne bénévole s'allie alors et se lance dans la bagarre avec ces deux idées : le troc de chambre et la cohabitation intergénérationnelle.

Échange cours d'informatique contre cours de cuisine

Pour l'instant, Troc Ta Chambre a réussi à répondre avec succès à environ 500-600 demandes. Parmi ces matchs figurent quelques très belles rencontres, comme d'un veuf père d'un enfant, le petit Lucas, et d'un étudiant. *« Le papa cherchait quelqu'un pour l'aider avec son enfant. On a marché sur des œufs. Mais on a trouvé le bon match, un étudiant. »* Le père finit par dire qu'au fond, les deux se sont bien trouvés parce qu'ils avaient besoin aussi bien l'un de l'autre. *« L'étudiant était un enfant de 18-19 ans qui avait été responsabilisé très vite et qui s'était occupé très tôt de son petit frère. Il respire, il a retrouvé un peu d'insouciance, estime le papa. »* De belles histoires qui donnent du courage aux deux entrepreneuses, ralenties par le Covid-19. *« Pour l'instant, on est plutôt à 70% de chambres contre services et 30% de véritable troc de chambres, mais avec le premier confinement, on est plutôt passés à 90/10. »* Avec le Covid-19, le service qui devait *« exploser en 2020 »* a connu un sérieux coup de frein dans son développement. Les étudiants sont, pour beaucoup, restés étudier chez eux via Zoom, Teams et autres Google Meet. Étudiants comme personnes âgées n'ont jamais été aussi isolés. Comme le reste de la population. Mais le duo ne s'est pas laissé abattre et a lancé Troc ton talent. *« Les étudiants échangent entre eux des talents. On propose la même chose aux personnes âgées et aux étudiants. Par exemple, sur de l'aide en informatique, des cours de cuisine. Tout ça en vidéo. »*

Un service amené à subsister, même après les confinements, affirme le duo. *« Nous sommes confiantes pour notre plateforme. Le Covid-19 est passé par là, il a mis en lumière la précarité, le mal-être et l'isolement étudiants, et aussi l'isolement des personnes âgées. Il y a une prise de conscience. Nous avons de nouvelles inscriptions tous les jours ! »*

TENDANCES

Vous avez dit Silver économie ?

Les plus de 60 ans représentent en 2021 près de 25% de la population française. Soit 17 millions de personnes amenées, avec le vieillissement de la population, à être plus nombreuses à l'avenir. Des seniors qui ont déjà besoin d'être accompagnés et servis par les innovations de l'ESS. En 5 ans, la Fabrique Aviva a aidé bien des projets qui ont contribué à structurer la Silver Valley française. On en a sélectionné 5.

Mamie Foodie

Dans les cuisines de Mamie Foodie frémissent mille et une odeurs de mets délicieux aux mille et une saveurs. Là, Mamie Sriyani mijote son curry légumes noix de cajou ; Papi Raymond, son poulet citron aux olives. Du poste de Papi Bachir s'échappent les effluves d'un tajine de poulet aux pruneaux. Pour se rafraîchir, Mamie Martine a préparé un bissap bien frais. Vous l'avez compris. Chez Mamie Foodie, la cuisine de grand-mère est la superstar. Ce service traiteur est né en 2016 dans le cerveau et probablement des papilles de deux entrepreneuses folles de cuisine, Valentine Foussier et Johanna Pestour. Pour le duo, les grands-parents, c'est sacré. Elles s'interrogeaient sur comment valoriser le savoir-faire de nos aînés, recréer du lien entre les générations et, aussi, assurer un complément de revenus à des retraites parfois maigres. La réponse ? La cuisine. Mamies et papis se mettent aux fourneaux. Bon appétit !

Silver Fourchette

En France, on estime à 4 à 10% la proportion de personnes âgées vivant à domicile souffrant de dénutrition. En institution, ce chiffre atteint 15 à 38% et même 30 à 70% de personnes âgées hospitalisées, alerte dans une étude de l'Institut Danone. En 2015, le groupe SOS a lancé Silver Fourchette, le premier concours national de gastronomie pour les seniors, dont la première édition a été parrainée par le chef Thierry Marx. La mission ? Donner les clés pour préparer des repas adaptés aux besoins nutritionnels de nos aînés. Les chefs cuisiniers de 150 EPHAD, mais aussi de jeunes apprentis en lycées hôteliers ont donné toute leur créativité pour relever les défis de ce concours. Depuis, le concours a évolué. Il s'est métamorphosé en ateliers de cuisine santé et plaisir pour les seniors, dans 700 établissements engagés et avec 300 chefs et futurs chefs. Et aussi, depuis peu, avec l'équipe de Mamie Foodie ! En tout, ce sont plus de 30 000 personnes qui ont été sensibilisées au problème de la dénutrition grâce à Silver Fourchette.

Le Béguinage solidaire

Au XIIe siècle en Belgique se développe le béguinage. Ces lieux, des petites maisons reliées par des coursives abritent alors des communautés religieuses laïques de béguines. Ces femmes à la fois religieuses et laïques vivaient en autonomie de toute autorité laïque, religieuse ou masculine. Elles prospéraient ensemble. Le principe se développe au fil des siècles aux Pays-Bas et en Belgique. Il revient aujourd'hui en force en Allemagne et en Belgique comme une alternative à la maison de retraite.

En 2030, la France comptera près de 20 millions de personnes de plus de 60 ans. Toutes ne souhaitent pas vivre en EHPAD ou ne disposent des ressources nécessaires pour bénéficier d'un logement dans des résidences services. Et, enfin, beaucoup souffrent de l'isolement. Le Béguinage solidaire travaille à Valognes sur un premier béguinage qui regrouperait de 20 à 30 logements autour d'une maison commune, d'un jardin potager et d'un atelier de bricolage ouvert au quartier. En somme, un village dans la ville. Ce modèle d'habitat partagé entre seniors est permis par la présence d'une personne salariée, qui anime le lien entre habitants du béguinage, mais aussi avec le quartier par le biais des associations locales. Chacun contribue à l'activité du béguinage en fonction de ses fragilités. Cette utopie bientôt réelle coûte 3 à 5 fois moins cher que la plupart des résidences seniors.

Jib Smart Home

Il y a 12 millions de personnes en situation de mobilité réduite (PMR) en France, rappellent les créateurs de JIB Smart Home. Autant de personnes pour qui le quotidien n'est pas toujours un long fleuve tranquille et une série d'empêchements. Comment se coucher quand on a éteint toutes les lumières ? Comment fermer ces volets situés en hauteur quand on est en situation de handicap ? L'inclusion par la technologie ? JIB fait de la maison une alliée pour tous en la rendant connectée en quelques clics à partir d'une application, par une suite de commandes, avec également la possibilité d'automatiser l'utilisation de ses appareils. L'outil est disponible aussi bien pour la maison qu'en résidence médicalisée. On triche quelque peu, mais on pourrait aisément imaginer son utilisation par les seniors, soucieux de retrouver le contrôle de leur logement et de conserver leur autonomie.

Alsys M@tis

Les entrepreneurs à l'origine de la montre M@TIS ont peut-être pensé à leurs vieux jours quand ils l'ont conçue en 2015. Cette montre permet à son porteur senior de rester connecté avec ses proches, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an sans carte SIM ni connexion téléphonique et a une autonomie de plus de 30 jours. La montre communique sur smartphone, ordinateur ou tablette tout incident – une chute, la sortie d'une zone de vie ou le besoin de secours – aux proches et aux aidants, ainsi que la géolocalisation de la personne perdue ou en difficulté. Ses créateurs l'appellent le *« bijou magique »*. Et pour cause, on ignore par quel miracle technologique l'information passe, puisque la communication par GSM est absente de l'équation. Mystère et montre connectée. Ou simplement, secret de fabrication.

TENDANCES

Quoi de neuf, Docteur ?

Robotique, intelligence artificielle, bague *« magique »* ou réalité virtuelle qui lève les peurs : l'innovation sociale en santé ne manque pas de piquant technologique. Découvrons ces 5 entreprises soutenues par la Fabrique Aviva qui traduisent le futur de la santé.

Ludocare

Joe est un petit robot. Il a été créé en 2016 par Alexandra de la Fontaine, Élodie Loisel et Thierry Basset, respectivement anciennement dans la stratégie marketing pour les laboratoires médicaux, l'ingénierie, la pharmacie et la biologie et cofondateurs de la société Ludocare. Joe est un robot ludique qui aide ses camarades enfants asthmatiques à mieux se soigner. Son rôle principal, outre divertir l'enfant, est de rappeler à l'enfant le moment de son traitement, de le guider dans sa prise de médicaments. De plus, il le récompense avec des contes ou des jeux une fois par jour et détend les parents en les notifiant de l'avancée du traitement de l'enfant. Depuis, Joe accompagne tous les enfants atteints de maladies chroniques. Joe a désormais un petit frère, Léo qui soutient de la même manière que Joe les enfants souffrants de maladies rares.

Merci Docteur

1 Français sur 9 habite un désert médical, et le pire est à venir, titrait le magazine Capital en 2019. Si 7,4 millions de Français en 2019 étaient touchés par le fléau, ils étaient 5,7 millions en 2016. La situation se détériore de jour en jour, beaucoup de généralistes étant proches de l'âge de la retraite dans les régions où la densité médicale est la plus faible. Rappelons pour le principe qu'un désert médical est *« une zone où les habitants ne peuvent en moyenne bénéficier au plus que de 2,5 consultations de médecine générale par an »*. Pour permettre à tout le monde d'avoir un médecin près de chez soi, la solution mise en place par MerciDocteur fait appel au collectif. L'équipe – trois fondateurs, anciens consultants en santé – table sur une présence ponctuelle, mais régulière de médecins volontaires qui, selon leurs disponibilités, se rendent dans des déserts médicaux à proximité de chez eux – à moins d'une heure – pour des journées de consultation. Sur place, tout est organisé pour que la journée se déroule au mieux. Ces journées sont coordonnées par la start-up qui les rémunère en plus des honoraires engendrés par les consultations.

Circular

« My precious », est-on tenté de murmurer face à Circular, une bague connectée qui espionne les données biologiques de ses propriétaires pour améliorer leur bien-être. Une bague qui nous veut donc du bien. Mais quel est donc le secret de Circular ? Elle sauve des vies, elle a le pouvoir de dépister la survenue d'un premier AVC. Souvent, les tests de dépistage sont réalisés trop tard pour préserver intacte la santé du malade. Plus modestement, la bague permet d'améliorer son sommeil et ses performances sportives par le suivi. Circular est en fait une merveille de miniaturisation technologique, de captation de données biologiques et de machine learning qui observe le sommeil, le rythme cardiaque, le niveau de stress, l'environnement, l'activité pendant la journée, le taux d'oxygénation du sang, etc. L'utilisateur peut suivre ces métriques sur une application dédiée. En 2020, Circular a prévendu pour plus de 365 000 euros sur Kickstarter et Indiegogo. La bague pourrait avoir une sœur B2B vendue auprès des cliniques, des assurances ou des maisons de retraite pour assurer le suivi des patients.

Hajime AI

Dans la famille des sorciers de la santé, j'appelle à la barre la startup Hajime AI, fondée par Barthélémy Bourdon Baron Munoz. Cette solution est à la croisée de deux disciplines : la psychologie sociale et l'intelligence artificielle. Autrement dit, elle observe le comportement des patients avec deux paires d'yeux et deux angles d'interprétation, l'analyse psychologique et la puissance prédictive de l'IA. Née en 2019, l'entreprise avait jusque-là affiné son projet pour accompagner des essais cliniques. Avec la pandémie, son activité a été ralentie. Si l'énergie de l'équipe s'est un temps dirigée vers l'analyse et la mesure des croyances de la population dans l'adoption des gestes barrières, elle reprend le chemin de l'observance et des essais cliniques.

KineQuantum

Au Canada, le professeur Stéphane Bouchard est passé maître en cyberpsychologie grâce à la réalité virtuelle. Oui, à partir d'un casque de réalité virtuelle, il guide des patients en thérapie pour affronter des phobies ou de lourds troubles psychosociaux. Si la réalité virtuelle peut amadouer notre psyché, peut-on servir à rééduquer le corps ? C'est la question que nous nous posons en découvrant la solution de KineQuantum, un dispositif médical de rééducation en réalité virtuelle. C'est bien en grugeant le cerveau que KineQuantum aide à une rééducation fonctionnelle. Grâce à la puissance d'immersion de la réalité virtuelle, les appréhensions du patient à réaliser les mouvements disparaissent. Son utilisation réduirait jusqu'à 50 % la sensation de douleur. *« Elle permet de piéger positivement le cerveau de vos patients pour lui permettre de dépasser*

BELLES HISTOIRES

ECOTREE

Et si acheter un arbre était un bon investissement

Demain, devenir propriétaire d'arbres gérés durablement sera une manière de se constituer un patrimoine. Le futur est déjà là. EcoTree l'a imaginé en 2016 en proposant à tout un chacun d'investir dans un actif vert. 80% des forêts primaires dans le monde ont été détruites.

11% des émissions de gaz à effet de serre (GES) sont directement liées à la déforestation quand on estime à 30kg la moyenne de CO2 absorbée par les arbres. *« La solution est à la fois individuelle et collective. On peut toujours pointer du doigt en montrant ce que le voisin ne fait pas. On peut aussi se demander ce qu'on fait soi »*, s'anime Baudouin Vercken, l'un des 4 fondateurs d'EcoTree. Les forêts sont l'or vert de la Terre. Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, il faut tout d'abord éviter et réduire nos émissions de GES, tout en augmentant les puits de carbone terrestres grâce à la gestion durable des forêts. EcoTree mise sur une solution bonne pour la planète, mais aussi pour le porte-monnaie. Particuliers comme entreprises peuvent devenir propriétaires d'arbres sur des massifs forestiers gérés durablement et amenés à générer un revenu sur la durée. Écolo et économique !

On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre

C'est en 2014 à Copenhague que le quatuor découvre qu'il est possible d'allier écologie à économie. Ils tombent sur un système de consigne automatique de canettes et de bouteilles usagées. Les Danois récupèrent de l'argent en rendant leurs contenants. Une pratique passée complètement dans les mœurs des Danois (et de leurs voisins allemands, par ailleurs). Un geste *« écolo et économique »* qui laisse songeur l'un d'entre eux, Vianney de La Brosse, le forestier et sylviculteur de la bande qui s'attriste qu'il n'existe pas un tel geste incitatif pour sauver les forêts. Les 4 amis – Vianney, Baudouin, Erwan (Le Méné) et Théophane (Le Méné) – s'associent et lancent en 2016 EcoTree, *« un modèle de gratification financière pour ceux qui veulent soutenir la forêt »*. Ils sont convaincus que pour accélérer la transition écologique, *« il faut des mécanismes incitatifs. Une récompense d'ordre pécuniaire peut embarquer plus de monde. »*

Mettons-nous dans la peau d'un aspirant propriétaire d'arbres. Il se rend sur la plateforme d'EcoTree, qui abrite un marché aux arbres où s'étalent plusieurs fiches d'identité. Pour 15 euros, par exemple, on acquiert un thuya de 2 à 4 ans, situé dans la forêt de Ploërdut dans le Morbihan en Bretagne. Son horizon

de coupe est estimé à 2071. On apprend également qu'il absorbera 729 kg de CO_2 et rapportera 40 euros. *« En achetant un arbre, l'internaute devient propriétaire d'un actif, l'arbre, mais aussi du bois qui est produit. Et du carbone qui a été détruit. »* La facture fait office de titre de propriété.

Mais l'aspirant a aussi le choix d'acquérir plusieurs arbres localisés dans plusieurs forêts et dont l'horizon d'exploitation moyen est en 2046 ou 2056. Il a même le loisir de s'abonner à un ou plusieurs arbres par mois et s'engage ainsi de manière substantielle en faveur de la forêt et de la biodiversité. *« Il y a aussi des parents ou grands-parents qui offrent des arbres ou qui abonnent les enfants à la naissance. En somme, ça relève du patrimoine. Sauf que là, il s'agit d'un actif vert et responsable. On travaille pour les générations futures. »* Mais avant d'arriver à ce geste aussi simple que l'achat d'un livre en ligne – en plus écolo – l'équipe d'EcoTree a dû se creuser les méninges.

Une innovation juridique

« Être propriétaire d'un arbre sans être propriétaire foncier du terrain sur lequel il pousse, ce n'est pas anodin. Ça n'existait pas, c'est une innovation juridique. » L'équipe a passé beaucoup de temps le nez dans les livres de droit. *« Et on a bénéficié du conseil bienveillant d'avocats, de juristes qui ont orienté nos recherches et qui nous ont aidés à valider le principe juridique. »* Lorsque le client d'EcoTree achète un ou plusieurs arbres, il se rend propriétaire d'un bien meuble par anticipation, pas d'un bien immobilier. *« En l'état, enraciné, l'arbre est immeuble, mais le propriétaire en fait l'acquisition en sachant qu'il sera coupé un jour, donc l'arbre est meuble, ce qu'on a réussi à faire valider juridiquement. »* Pour n'importe quelle acquisition d'un bien immobilier, explique Baudouin Vercken, peu importe à combien s'élève la somme dépensée à l'achat, s'appliquent des frais de notaire *« d'au minimum 800 euros »*. Ce qu'évite le citoyen qui investit dans les arbres d'EcoTree.

« Dans 90% des cas, c'est EcoTree qui possède les terres. On se porte acquéreur de terres en friche, d'anciennes terres agricoles ou des forêts en carence de gestion. Sur les 10% restants, nous avons mis en place un système de contrats avec des propriétaires privés. » Eh oui, 75% de la forêt française relève de la propriété privée !

L'écologie avec l'économie

Pour autant, pas question de laisser la moindre place à la spéculation. Les ingénieurs forestiers d'EcoTree veillent : *« On ne tombe pas dans le folklo ! Tout nouveau projet est extrêmement bien pensé en amont par notre équipe d'ingénieurs forestiers. »* L'approche est holistique. *« Avant chaque plantation, plusieurs études sont réalisées afin de sélectionner les essences adaptées. »* Ils prennent en compte plusieurs paramètres tels que la nature du sol, l'ensoleillement, la pluviométrie, la hausse des températures liée au réchauffement climatique. *« De plus, nous favorisons systématiquement la polyculture. Nous avons déjà récupéré une forêt en monoculture que nous transformons et convertissons en polyculture, car nous avons à cœur, chez EcoTree, d'avoir des forêts qui soient de véritables écrins de biodiversité. On allie écologie et économie, l'un ne peut se réaliser au détriment de l'autre. On ne fera pas de forêt performante économiquement au détriment de l'environnement. »* L'équipe établit une charte de gestion forestière. *« Les clients y souscrivent mécaniquement. »*

Pour aller plus loin dans une démarche d'ISR (investissement socialement responsable), EcoTree et Accurafy 4, fonds de serial entrepreneurs-investisseurs, ont conçu et lancé en mars 2021 un outil de private equity, *« Sustainable Future by A4, un compartiment dédié à la création et au renouvellement de puits carbone forestiers »* destiné à l'industrie financière. *« L'industrie financière a toujours eu tendance à se placer en retrait des défis engendrés par l'urgence climatique »*, commente Erwan le Méné, président d'EcoTree dans un communiqué. *« Notre solution développée avec A4 montre deux choses : la première c'est que plus que n'importe qui d'autre, l'industrie financière a un rôle de premier ordre à jouer dans le combat climatique ; la deuxième, c'est que la responsabilité sociale de l'entreprise peut devenir un actif stratégique et un poste d'investissement lorsque c'est bien pensé. »* Pour les entreprises, l'équipe d'EcoTree a mis à disposition récemment *« un outil qui permet de faire un diagnostic environnemental des entreprises »* très rapidement *« sans passer par des heures d'audit »*. Décidément, plus d'excuses pour ne pas agir : tous les outils de la transition sont là.

BELLES HISTOIRES

EVERCLEANHAND

Combattre les infections par le bon geste sanitaire et solidaire

Une borne recyclable dispensant une lotion désinfectante, hydratante et saine, c'est le pari qu'a fait Asbed Kechichian avec son associé, Guillaume Belle, en lançant en 2017 l'entreprise EverCleanHand. Et Covid-19 oblige, cette idée ne connaît pas la crise.

Asbed Kechichian en est persuadé. L'hygiène des mains sauve des vies. Avec EverCleanHand, il souhaite faire du geste de désinfection des mains une habitude culturelle rendue la plus saine et la plus agréable possible. L'entrepreneur a donc imaginé une borne où, sans contact et en 7 secondes, tout un chacun peut se désinfecter les mains. Sa particularité est une solution de désinfection 100% naturelle et écologique. Grâce à une composition à base d'huile d'argan, elle hydrate la peau et ne contient pas d'allergène. Pour trouver l'origine et le lieu de naissance – probablement une salle d'embarquement – de cette idée, remontons quelque peu dans le quotidien ou plutôt la carrière professionnelle d'Asbed Kechichian. L'entrepreneur a une formation de commercial. *« J'ai toujours eu un attrait pour le commerce et l'international. »* Pour ses études, il fait donc escale à Grenoble École de Management, une école de commerce. Des escales, Asbed en fera beaucoup dans le cadre de son expérience professionnelle. Il œuvre un temps dans le secteur de l'industrie et voyage beaucoup. L'entreprise pour laquelle il travaille est basée sur les cinq continents.

Il était une fois, dans un aéroport…

« Je me déplaçais beaucoup et c'était toujours une tannée pour se désinfecter les mains avant de manger un bout ou de boire un café. » Il a 36 ans. Inspiré par l'exemple de son patron de l'époque qui a monté son groupe en rachetant une entreprise, l'homme sent que les sirènes de l'entrepreneuriat l'appellent. Il s'informe, s'intéresse aux infections. Selon des chiffres de Santé Publique France, 80% des microbes se transmettent par les mains soit par contact direct, soit en touchant des objets et des surfaces contaminées puis en portant la main au visage. *« Ça pose de vrais problèmes : des personnes entrées à l'hôpital pour se faire soigner repartent avec une autre maladie. Et bien sûr, il y a aussi les autres maladies saisonnières ou les pandémies, telles que la grippe, la gastro, le Covid-19… »*

En 2013, il commence à rassembler ses idées, à écrire ses premières projections. En 2015, la BPI l'accompagne à titre personnel dans son projet et lui accorde une aide. Avec cet argent, il réalise une étude de marché qui lui permet d'intégrer Linksium, une SATT (Société d'Accélération du Transfert de Tech-

nologies), *« un accélérateur d'État, en somme »*. Avec son cofondateur Guillaume Belle s'ensuivent deux ans de recherche & développement. *« Puis enfin, en 2019, la vente de la première borne. »* Les épidémies ont un coût important pour la productivité, comme pour l'économie. *« On estime que le coût associé aux arrêts maladie de courte durée dûs à la grippe, à la gastro, aux infections ORL s'élève à 60 et 100 milliards d'euros par an en France. Elles peuvent être évitées par la désinfection des mains. »* La meilleure preuve que ça marche, dit-il, est que cette année, il n'y a pas eu dans les écoles d'épisodes de grippe *« grâce au port du masque et à la désinfection des mains »*.

Comme d'habitude

Demain, si le Covid-19 s'arrête, il y aura toujours une grippe si on abandonne ces gestes d'hygiène élémentaires, alerte-t-il. On peut prévenir. Plus qu'une solution, les bornes de désinfection devraient être adoptées par la population comme une habitude. *« Les pays musulmans et asiatiques sont ceux où on se désinfecte le plus les mains, c'est culturel. »* D'où l'approche d'EverCleanHand, qui propose une solution de désinfection sous forme de lotion végétale et hydratante, et espère installer durablement le geste dans les usages. *« Si c'est agréable, les gens ne le perçoivent plus comme une contrainte, donc chacun le fera plus facilement, plus souvent. »* L'entrepreneur est confiant. *« C'est curieux de le dire ainsi, mais le Covid-19 a eu un intérêt pour nous, dans la mesure où il a pointé du doigt la nécessité de se désinfecter les mains. On ne nous embête plus avec des questions bêtes et méchantes. On sait maintenant que même le masque est fait pour qu'on protège la bouche et le nez du contact des mains. »* Le souci, s'inquiète-t-il, est l'essor du gel

hydroalcoolique qui est *« une vraie cochonnerie »*, un *« poison lent, nocif sur le temps long. À force, il peut abîmer la peau. »* Il cause également chez certaines personnes des réactions allergiques dont les manifestations vont être l'eczéma, voire, dans certains cas, de légères brûlures.

Circulaire et solidaire

Le gel hydroalcoolique a été *« un mal nécessaire »*, estime le fondateur. *« Maintenant, on a des alternatives. Moins dangereuses, du reste, aux yeux des assurances. »* Dans le cas d'un incendie qui se déclare, ne pas avoir une cinquantaine de bornes pleines d'un liquide inflammable peut se révéler précieux pour endiguer plus rapidement le feu, et aussi avoir gain de cause auprès de son assurance face à un *« potentiel accélérateur »* d'incendie. *« Notre solution reposant sur un acide lactique et étant hydro-végétale, nous évitons ce genre de problèmes »*, professe-t-il. Pour l'instant, l'entreprise a séduit le secteur des transports, le milieu hospitalier, les cabinets de dentistes et même les écoles qui sont équipées de bornes adaptées aux enfants. À l'avenir, EverCleanHand espère conquérir le cœur des entreprises dont les employés regagneront prochainement les locaux.

Si l'argumentaire du fondateur ne vous a pas encore convaincus que l'entreprise est d'intérêt public, ajoutons que EverCleanHand a misé sur des bornes recyclables à 95%, produites dans des ateliers embauchant localement des personnes en situation de handicap. *« Avec mon associé, on a pour volonté de générer durablement un impact socio-économique positif. »* Dans les faits, au bout de 2 à 4 ans de location, la borne revient dans les ateliers. Elle est remise à neuf, briquée comme un sou neuf et pimpée avec de nouvelles pièces au besoin. *« C'est de l'économie circulaire. Si elle est vraiment très abîmée, elle ne part pas à la poubelle, on la recycle. »* Simple comme bonjour, ou aussi simple que se laver les mains…

TENDANCES

Les nouveaux lieux de la solidarité

Le Livre vert, Bordeaux

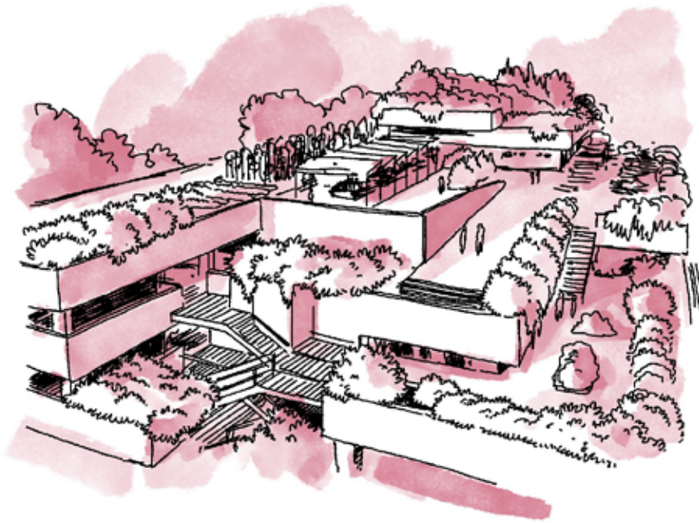
Elles sont quelques-unes à prendre le soleil bordelais. Ces bornes disséminées un peu partout dans la métropole accueillent les dons de livres qui sont ensuite distribués à des associations ou vendus d'occasion sur un site dédié. Les livres au contenu obsolète ou trop abîmés pour trouver un nouveau propriétaire sont recyclés. Pour gérer les flux de livres, Le Livre vert favorise l'insertion par l'activité économique puisque l'entreprise embauche des personnes éloignées de l'emploi. Un engagement social et donc, environnemental ! En tout, ce sont plus de 5 millions de livres qui ont été collectés, dont plus de 500 000 remis en circulation et surtout 800 tonnes de livres recyclés, pour 100 bornes installées.

Les Jardins de la Source, Gémozac

Dans une autre vie, Claire Sotto et Bertrand Jeauneau étaient chefs de services éducatifs dans le champ de la protection de l'enfance en Seine-Saint-Denis. À quelques centaines de kilomètres du 93, à Gémozac en Charente-Maritime, le couple a fondé les Jardins de la Source, des gîtes accueillant différents publics fragiles : familles en difficulté qui n'ont pas toujours les moyens de se retrouver, adolescents en décrochage qui doivent s'éloigner de leur environnement habituel pour réapprendre le vivre-ensemble lors de séjours longs. Le lieu accueille également des touristes solidaires, à savoir des gens qui logent sur place et découvrent la région contre participation aux frais et qui participent surtout à la vie collective par l'accueil, l'entretien des lieux, le jardinage et le lien avec les plus jeunes.

Le Bar radis, Grenoble

« Un toit panoramique de 2000 m2 avec jardin potager, un bar, un restaurant et un atelier partagé d'émancipation alimentaire », le projet du Bar radis à Grenoble fait rêver. Sur ces toits paradisiaques s'étendront également une serre, un poulailler, des nichoirs à oiseaux, des ruches et enfin, un composteur. En plus du bar où on pourra consommer entre autres la production du lieu, il est prévu que l'installation accueille des publics scolaires du quartier et de l'agglomération grenobloise. L'ouverture est prévue fin 2021.



Les Petites Cantines, d'abord à Lyon, puis Strasbourg, Lille, Annecy (bientôt Paris, Metz, Oullins)

Cette merveille d'initiative citoyenne de proximité est d'abord née à Lyon. Elle a ensuite fait des émules à Strasbourg, Lille, Annecy et bientôt, Paris, Metz ou Oullins. Les Petites Cantines est un réseau de cantines de quartier auxquelles adhèrent à prix libre les riverains. Les voisins peuvent mettre les pieds sous la table et déjeuner, à prix libre également, ou s'ils en ont le temps et l'envie, prolonger l'expérience en arrivant plus tôt pour préparer le repas avec les autres adhérents avant de s'attabler. En somme, c'est un peu une extension de la salle à manger, mais avec ses voisins.

L'Écho-Village, Hauts-de-France

À Santes dans les Hauts-de-France prospère une ferme d'un genre nouveau, L'Écho-Village. C'est le rêve de Guillaume Dekoninck. Cet ancien site agricole accueille une ferme bio en aquaponie. L'entrepreneur a conçu des serres de plantes et légumes en hydroponie, ainsi que des bassins d'élevage de truites. Autour des serres, des espaces d'élevage de volailles en plein air et des arbres fruitiers. Mais l'homme n'a pas appelé sa ferme *« village »* pour rien. Des bâtiments dont la vocation est d'accueillir des bureaux et un espace de coworking devraient être construits dans un avenir plus ou moins proche. Pour l'instant, la production en fruits et légumes de l'Écho-Village est disponible à l'achat en ligne, chez les partenaires ou sur place.

BELLES HISTOIRES

LES CUISTOTS MIGRATEURS

L’hospitalité, la solidarité et la cuisine en partage

Depuis 2016, Les Cuistots Migrateurs aident des personnes réfugiées à se reconstruire par le travail grâce à la cuisine. En décembre 2020, le traiteur de cuisine(s) du monde s’est lancé dans une école de cuisine gratuite et certifiante.

Louis Jacquot et Sébastien Prunier, c’est un peu le yin et le yang. Leurs rêves sont complémentaires et ont fusionné dans une belle entreprise sociale et solidaire, Les Cuistots Migrateurs. Les deux compères étaient dans la même promo à Rouen dans une école de commerce. *« J’ai fait une spécialisation en entrepreneuriat. Mais aucun de nous deux n’avait prévu de monter une boîte »*, nous raconte Louis. Sébastien a une formation en finance et a travaillé pendant 3-4 ans dans un cabinet de conseil, puis dans un groupe privé du secteur de la petite enfance. Louis évolue, lui, 3 ans et demi dans le marketing digital avant d’être rattrapé par sa passion de la cuisine. *« On ne trouvait pas notre compte dans le boulot. On avait envie de monter une boîte ensemble en y mettant ce qui nous faisait défaut dans nos jobs précédents. Sébastien a apporté la fibre sociale, moi, la cuisine. »*

« Je suis passionné de cuisine, j’ai failli tout abandonner pour devenir chef, j’ai commencé un CAP cuisine. J’ai même fait un stage dans un resto à Paris, où j’ai rencontré Andy Fernandez » – qui les rejoint plus tard dans l’aventure en 2017. La cuisine du monde proposée à Paris est *« sympa, mais peu diverse »*. Ce sont souvent les mêmes cuisines qui sont mises en valeur, et *« de manière un peu stéréotypée »*. Il faut faire souffler un vent nouveau dans la cuisine en faisant découvrir des cuisines que peu de gens connaissent, en mettant toute l’énergie dans l’assiette, et pas dans le décorum. *« C’était la première idée, mais ça n’en faisait pas un projet sociétal. Puis on a été rattrapés par la crise migratoire. On était en automne 2015… »*

La cuisine, meilleur ambassadeur des cultures

On présente toujours les migrants *« comme des victimes ou pire, des menaces »*, sans voir la richesse de l’échange et *« sans voir qu’ils n’ont pas le choix »*. *« On s’est dit, est-ce qu’on ne peut pas essayer de construire quelque chose ensemble ? »* Leur idée est née : travailler avec des réfugiés – seuls ceux qui ont le statut sont autorisés à travailler – et faire découvrir leur cuisine en mettant en place un service de traiteur événementiel. À ses débuts, le duo oscille entre différents formats, foodtruck, resto, festival, mais c’est le traiteur qui leur paraît le plus efficace.

C'est d'ailleurs l'association Makesense qui leur met le pied à l'étrier. *« En février 2016, ils nous disent : "les gars, dans une semaine, on a un événement pour 30, on n'a pas de traiteur, c'est le moment de tester votre concept. Allez-y quoi !" »* En une semaine, le projet est lancé. *« On n'avait pas de cuisine, pas de cuisinier, rien du tout, mais on s'est débrouillés. »* Ils découvrent le métier et petit à petit, *« par le bouche-à-oreille, on a grandi. Aujourd'hui, on est 30. »* Et, c'est à saluer, tous les chefs sont en CDI ! C'est en discutant avec d'autres associations, France Terre d'Asile ou Singa et aussi des réfugiés que Louis et Sébastien se rendent compte de la nécessité de proposer des CDI. *« C'est plus dur et on y est arrivés progressivement, mais on a fait le choix que le projet crée vraiment des CDI à temps plein. C'est une nécessité : on était face à des gens qui galéraient depuis des années avec des instabilités fortes au niveau du logement, dont les enfants sont scolarisés 6 mois par-ci, 6 mois par là. Ou qui habitent en apparts partagés à 1h30 de Paris. »* Au départ, le duo pensait trouver facilement des cuistots parmi les candidats. *« Mais il n'y en avait pas vraiment. Ceux qui le sont déjà trouvent du boulot assez facilement, je crois. »* Sauf Rashid Norouzi.

« On avait envie de monter une boîte ensemble. Sébastien a apporté la fibre sociale, moi la cuisine. »

Des belles histoires

Second de cuisine des Cuistots Migrateurs, Rashid Norouzi a une histoire particulière. Dans sa famille, grand-mère, parents, lui… tous mettent la main à la pâte pour réaliser de savoureux plats traditionnels. Chacun garde toutefois ses secrets, lit-on dans le livre *Les Cuistots migrateurs* - Voyagez grâce aux talents de chefs réfugiés, paru en 2019 aux éditions de la Martinière. *« Notre cuistot construit petit à petit ses propres recettes, mais ne songe pas en faire son métier. »* Pendant un temps, le futur chef gère la boutique de chaussures et de vêtements qu'il a montée avec son père après le bac. C'est au retour de son service militaire – qui a sonné le glas de sa boutique – qu'il décide de se mettre aux fourneaux et de répondre à son amour de la cuisine. Il commence à travailler pour un traiteur réputé, renforce à ses côtés ses techniques. Rashid Norouzi et sa femme Mehrnaz sont heureux.

En 2012, ils rendent visite à la mère du cuisinier. Elle est journaliste politique et a dû s'exiler à Paris en 2009. À leur retour, le cuistot est enlevé et interrogé pendant 7 jours d'affilée sans que sa femme et sa fille ne soient informées de sa garde à vue musclée. 2013, les voilà à nouveau à Paris. Après d'autres péripéties, Rashid Norouzi est contacté par l'association de solidarité France Terre d'Asile pour rejoindre l'équipe des Cuistots Migrateurs, alors fraîchement lancée. Depuis, le chef régale les papilles des clients du traiteur de cuisines du monde. On pourrait aussi vous parler de l'histoire de la cheffe Sarah Jamal, rescapée d'un enfer de violences domestiques, de travaux forcés et qui a rejoint l'équipe pour transmettre les beautés de la cuisine éthiopienne. Ou celle de Faaeq Al Mhana, virtuose du boulgour chaud au yaourt et aussi des fatayer el bogbog (un dérivé de labneh) cuits traditionnellement sur une plaque bombée appelée saj, recettes de sa Syrie natale qu'il tient de sa mère. Mais ce serait déflorer et ne pas rendre hommage aux belles histoires racontées dans le livre. Les Cuistots Migrateurs, c'est une myriade de destins chahutés dont l'histoire et la culture se transmettent avec pudeur et émotions par la cuisine.

Depuis quelques mois, Louis et Sébastien se sont lancés dans une nouvelle aventure qui promet de révéler bien des histoires et des vocations culinaires : une école. *« On avait de plus en plus besoin de gens qualifiés. Et on devait éconduire des personnes qui avaient très envie de travailler, mais qui ne savaient pas cuisiner ou qui ne parlaient pas assez bien français. »* Et c'est le cas de beaucoup d'autres restaurateurs *« qui galèrent à recruter des gens qualifiés et motivés. Il y a des dizaines de milliers de postes à pourvoir dans la restauration. »* Les Cuistots migrateurs se lancent donc dans une école de cuisine gratuite et diplômante qui consiste à former des réfugiés en quelques mois. En décembre 2020, dix stagiaires, trois femmes et sept hommes âgés de 26 à 46 ans, originaires d'Afghanistan, de Libye, du Mali, d'Ouganda et du Tibet ont rejoint les bancs de l'Institut Culinaire de Paris en attendant que l'École des Cuistots Migrateurs ait son propre lieu. À ce jour, une deuxième promo se prépare à faire sa rentrée. Nos papilles et notre curiosité s'en réjouissent par avance !

BELLES HISTOIRES

Panafrica : la basket éthique qui déconstruit les codes

Dans le *« game »* de la basket éthique, avec ses chaussures à l'univers très marqué et vif, Panafrica pèse. Elle impressionne aussi par sa démarche, *« une empreinte positive à chacun de vos pas »*. La promesse : une basket conçue différemment avec un souci social, économique et environnemental à chaque étape.

C'est une histoire qu'on entend dans presque toutes les bouches des entrepreneurs sociaux issus de la génération Y. Des études brillantes – d'urbanisme et d'aménagement du territoire pour Vulfran de Richoufftz, l'ESSEC pour Hugues Didier. De beaux débuts professionnels – le développement de projets en Île-de-France pour Vulfran, une expérience dans la microfinance au Sénégal, en Côte d'Ivoire, puis au Congo pour Hugues. Et pourtant : *« On se plaisait plutôt dans nos boulots, se souvient Vulfran, mais comme pour beaucoup de gens de notre génération, il nous manquait un truc. »* La fameuse quête de sens, du concret. *« On s'est retrouvés un été en se disant qu'il fallait qu'on lance quelque chose ensemble. C'était en 2015. »* Le *« quelque chose »* sera une basket avec du wax que les deux compères déconstruisent. *« On voulait repenser la conception de la basket qui est un produit complexe avec de nombreux matériaux, tout en gardant un ADN de marque et des engagements forts. »* Il sourit. *« En fait, plutôt que d'un produit ou un marché, on est partis de valeurs communes, d'une envie d'entreprendre et se lancer dans un projet à concevoir de A à Z. »*

Tout questionner

Pour arriver à la basket colorée et éthique – de la semelle jusqu'au tissu – qu'on connaît, le duo a mené l'enquête en détectives… de la chaussure. Parfois, ne rien connaître à un sujet est le meilleur moyen pour le repenser. Interroger tout pour mieux appréhender. *« Qu'implique la fabrication d'une paire de chaussures ? D'où vient le coton ? La semelle ? Comment est-elle faite ? Est-on engagé parce qu'on utilise un plastique recyclé pour un quart de chaussure comme le font certaines marques ? »* Pour trouver les réponses, ils passent des mois sur le continent africain où c'est sûr, ils fabriqueront de A à Z leurs baskets. *« Il y a tant de beaux projets artisanaux en Afrique, des matières premières qui ne sont pas transformées sur place. Or c'est là que se loge la richesse. »*

Commençons par le wax. *« Il a une histoire particulière, conte le cofondateur. Au XIXe siècle, les colons hollandais s'inspirent de la technique d'impression à la cire des batiks javanais pour imaginer au Cameroun des tissus wax qui remportent très vite un vif succès en Afrique de l'Ouest. C'est devenu un tissu emblématique. »* Seulement, la Chine repère le potentiel de le fabriquer dans son pays, puis de l'exporter et le vendre sur le continent africain trois fois moins cher que celui produit localement. La raison est simple. La particularité du wax traditionnel est d'être imprimé de la même manière au recto et au verso sur de grands rouleaux avec de la cire. C'est ce qui donne la force de la teinture. En Chine, il s'agit d'une impression sérigraphiée sur tissu, et sur une seule face, d'où un coût de production moindre. *« Les usines ont fermé les unes après les autres. Il en existe encore deux très importantes au Ghana et en Côte d'Ivoire, qui sont des usines qui appartiennent à un grand groupe hollandais, Vlisco. La main-d'œuvre est locale, ils perpétuent la tradition et vendent localement. Nous travaillons avec eux en Côte d'Ivoire. »* Au Ghana, Panafrica collabore avec Esther, qui a une équipe de 4 personnes qui impriment du batik, selon la technique ancestrale du wax. *« Esther a une approche artisanale et artistique. C'est le genre de tissu qu'on utilise sur les collaborations avec Pataugas et Agnès B. On était partis sur des motifs conçus par elle. »*

Un tout : impact environnemental, social et humain

La toile de coton est la prochaine étape de l'enquête/voyage de Vulfran et Hugues. Le Burkina Faso est le 2e pays producteur de coton en Afrique. *« Seuls 2% de la matière cultivée sont transformés localement. Or, c'est bien la transformation locale des matières premières qui génère de la richesse pour le pays. »* C'est d'ailleurs le problème de bien des productions de matières premières en Afrique, commente Vulfran. *« Le coton est cultivé, puis il est envoyé en Chine ou en Turquie pour être transformé. »* Au Burkina Faso, Panafrica travaille avec des producteurs de coton certifié bio transformé sur place. *« C'est un coton qui est cultivé sans engrais ou produits chimiques et qui nécessite très peu d'eau. Ensuite pour sa transformation, le coton ne mobilise pas d'électricité. Il est travaillé sur des métiers à tisser donc sans électricité. »* Là encore, le coton coûte 4 à 5 fois plus cher que le coton vendu par rouleaux en Chine ou en Turquie. Mais ça fait aussi partie des engagements et de l'histoire de Panafrica. *« L'engagement de marque, pour nous, doit être global. Il ne se limite pas à utiliser une matière dite écoresponsable. Ça se traduit par l'action des producteurs, la transformation des matières utilisées et aussi le type de management en interne. »* C'est la question du management interne qui a motivé le binôme à travailler au Maroc avec une usine d'assemblage. *« Avec l'Éthiopie, le Maroc a un vrai savoir-faire en matière d'assemblage. En Éthiopie, on craignait de tomber sur des usines au fonctionnement opaque. »* Ils ont de la chance, rassure-t-il. Près de Casablanca, ils rencontrent une unité de production au fonctionnement familial.

Aider par l'autonomie

Dernière brique de leur démarche : le soutien aux partenaires à travers le programme Walk for School. 10% des bénéfices finançant des projets d'associations qui promeuvent l'éducation et la formation professionnelle. *« Au départ, on a soutenu des initiatives éducatives plus globales, comme des kits de fournitures scolaires au Bénin. Mais on s'est rendu compte qu'on aurait plus d'impact en soutenant les assos avec lesquelles on travaille déjà. »* Par exemple, au Burkina Faso, grâce notamment à la Fabrique Aviva, Panafrica a noué un partenariat qui vise à former des femmes au tissage du coton. *« Ce qu'on a trouvé intéressant, c'est qu'au tissage s'ajoute une formation théorique, l'apprentissage de la lecture, l'écriture, du calcul de sorte que demain elles puissent, si elles le souhaitent, se lancer dans un projet propre. »* Cet engagement se traduit aussi dans l'aide à la transition des prestataires avec lesquels ils travaillent. *« On leur achète une toile de coton uni. Au départ, elle était teintée en bleu marine de manière chimique. Aujourd'hui, c'est de la teinture écologique qui est utilisée. On les a aidés à financer cet achat de matières et aujourd'hui, on les accompagne pour obtenir aussi un label de teinture écologique. »* Là aussi, l'objectif est d'assurer une activité au prestataire, même si *« l'activité chez nous devait s'arrêter »*. À moyen terme, le duo aimerait avoir sa propre usine de confection pour *« de la même manière qu'on a interrogé la conception d'une chaussure, s'interroger sur le management en usine, sur comment rendre une unité de fabrication la plus horizontale possible. Et on bouclerait la boucle »*, s'amuse Vulfran de Richoufftz. Pour l'heure, la marque, qui embauche en France 8 personnes, s'active à sortir une gamme maison et prêt-à-porter. *« On travaille par exemple sur une veste de travail, un pantalon, des housses de coussins, mais qui transcrivent notre ADN lié au voyage, aux couleurs, à l'Afrique. »* Une autre paire de manches.

TENDANCES

Des jobs plein la tech

Avec l'automatisation de certaines tâches, l'innovation détruit des emplois, entend-on à tout va. Cinq entreprises sociales prouvent le contraire. L'innovation sociale aide l'emploi, elle crée même de l'emploi.

BimBamJob

« Et bim, on cherche, et bam, on trouve », c'est le mantra qui est probablement à l'origine de l'entreprise BimBamJob. Nous sommes en mars 2016 lorsque deux diplômées d'HEC, Irène Soulages et Aurélie Pichard s'attaquent au chômage dans le secteur du sanitaire et social. C'est un secteur qui a du mal à recruter. Souvent à cause de la barrière digitale. Les bons candidats, expliquaient-elles en 2017 au média L'Étudiant, sont *« des personnes peu ou pas connectées, souvent mal à l'aise avec le français »*, d'autant plus sur une machine, ordinateur comme smartphone. Au départ, les deux entrepreneuses aident les candidats lors d'un entretien à rédiger un CV. À partir de ce CV, l'algorithme de BimBamJob met en avant les offres qui leur correspondent. Autres temps, autres mœurs. Aujourd'hui, la plateforme touche d'autres secteurs : logistique, BTP, hôtellerie-restauration. Toujours pas besoin de smartphone. Le candidat reçoit les offres par SMS. S'il répond *« Oui »*, un chargé de recrutement le contactera par téléphone pour l'aider à préparer son entretien. It's a match!

JobDay

« Mon meilleur ami avait une salle de sport et ne trouvait pas de coachs en dernière minute. Je me suis dit que ça marchait pour tous les métiers », raconte sur une webradio Roman Eisenberg, qui a créé avec sa sœur Romy Eisenberg la plateforme de recrutement temporaire JobDay, une espèce de Upwork français, destinée aux travailleurs indépendants avides de trouver des petites missions ou des jobs d'appoint rapidement dans des secteurs en tension – l'hôtellerie-restauration, l'événementiel, le commerce. Le principe ? L'employeur poste une annonce, décrivant la mission pour laquelle il a besoin d'un travailleur indépendant. L'annonceur a le choix entre différents travailleurs, puis note la prestation réalisée. De son côté, le travailleur consulte les missions, postule. Une fois la mission terminée, le paiement est débloqué. Le travailleur note l'annonceur. En 2019, frère et sœur ont été incubés par Pôle Emploi pour accélérer leur développement. Pour l'heure, la plateforme revendique 10 000 utilisateurs.

Whire

Révéler les talents cachés par le processus souvent froid du recrutement, c'est l'ambition portée par Kayoum Fane et Hugo Villain avec la startup Whire. Kayoum Fane a grandi dans une cité du XIXe arrondissement parisien. Grâce à ses parents, il n'a jamais eu de mal à se projeter dans l'avenir. En dernière année d'études, il s'aperçoit que ce n'est pas le cas d'autres jeunes diplômés qui sont victimes d'une certaine forme de déterminisme social. Il découvre que lui-même s'autocensure dans ses candidatures. Comment faire rencontrer ces talents qui s'ignorent ou s'autocensurent auprès d'entreprises qui peinent à distinguer leurs compétences cachées ? Kayoum Fane rencontre Hugo Villain, développeur, avec qui il cofonde Whire, une plateforme de recrutement qui met en avant les histoires de chacun via une vitrine en ligne. Maryam a 17 ans. Elle souhaite travailler avec les personnes âgées. Trompées par son âge, les maisons de retraite l'éconduisent en pointant son manque de maturité. Maryam raconte alors sur Whire comment, venue de Côte d'Ivoire, elle a traversé l'Italie à 15 ans et comment aujourd'hui, elle élève seule sa fille de 9 mois. Une semaine après, trois maisons de retraite la contactent avec, à la clé, un contrat d'alternance. Des histoires comme celles de Maryam, Whire en a plein.

Job IRL

À 18 ans, Christelle Meslé-Genin savait déjà ce qu'elle voulait faire *« quand elle sera grande »* : changer le monde. Problème : on ne l'oriente pas vraiment. Quelques années plus tard, là voilà qui travaille dans la communication et le marketing dans des groupes financiers. En 2013, elle lance un réseau social professionnel destiné aux 14-25 ans pour aider les plus jeunes dans la construction de leur trajectoire professionnelle. *« Qui mieux qu'un pro peut parler de son métier ? Qui mieux qu'un étudiant peut parler (à un futur étudiant, ndlr) de ses études ? »*, écrit-elle dans son manifeste. Depuis, l'association met également en relation étudiants, lycéens et professionnels lors de jobdating. (Again), it's a match!

My Job Glasses

En 2017, dans une étude portant sur le premier emploi, My Job Glasses dévoilait des chiffres quelque peu frappants : près d'un jeune sur deux quitterait son premier emploi avant la fin de la première année parce que celui-ci ne correspond pas à ses attentes. Deux tiers jugeraient que leur formation les aurait mal préparés à la recherche de leur premier emploi. Et si on pouvait éviter cette mauvaise orientation avant même l'arrivée en entreprise ? Créée en 2015 par Frédéric Voyer et Emilie Korchiae, l'entreprise se propose de mettre en relation étudiants et professionnels. Les étudiants s'informent ainsi directement à la source. Pour les entreprises, c'est l'occasion de faire valoir des métiers souvent inconnus des plus jeunes… et peut-être de provoquer des vocations. En 2019, My Job Glasses aurait mentoré plus de 100 000 étudiants, faisant de la plateforme la première EdTech sur le mentorat étudiant.

BELLES HISTOIRES

PLUME

Redonner le superpouvoir de l'écriture aux enfants

Quel enfant ne s'est pas endormi, impatient de connaître la suite des aventures de Jeannot Lapin, mais obligé d'attendre le lendemain ? L'application d'écriture Plume propose aux enfants d'écrire la fin de chapitre pour débloquer le suivant. Un "bonbon" qui fait progresser les enfants en expression écrite. Et qui surtout, leur donne envie tout court… d'écrire. Qui a dit que les enfants n'aimaient pas écrire ?

300 000 chapitres écrits par 200 000 enfants, c'est l'exploit relevé par l'application d'écriture Plume, fondée par Aude Guéneau. *« Aujourd'hui, plus de 13 000 enseignants sont inscrits sur notre plateforme. En tout, ce sont 30 000 familles qui sont touchées. »* Apprendre en faisant, tel est le principe. *« L'enfant choisit une histoire (…) »*, lit-on sur le site, *« il « co-écrit l'histoire afin de débloquer les 7 chapitres et terminer le récit. »* Dans les faits, il lit sur écran ou écoute une histoire. Les mots les plus difficiles sont expliqués en passant la souris. En fin de chaque chapitre, l'enfant est invité à compléter le texte sur clavier ou à la main (il peut ensuite envoyer une photo sur la plateforme), ce qui rend disponible le chapitre suivant avec, parfois, un badge à la clé. Une fois corrigé, *« le chef-d'œuvre de l'enfant est prêt à être imprimé. Il est livré directement chez vous. »* Avec le plaisir inégalable de pouvoir déclarer, *« c'est moi qui l'ai fait »*. Et les enfants adorent ! Sur le papier, rien ne prédestinait Aude Guéneau à devenir entrepreneuse. *« J'ai toujours eu ce désir d'enseigner, de transmettre, j'ai toujours voulu devenir professeur de français. »* Avant de réaliser cette vocation *« avec bonheur »* pendant plus de dix ans, elle a fait ce qu'on appelle dans le jargon *« ses lettres »* : hypokhâgne, khâgne, avant de passer le CAPES et l'agrégation qui l'adoubent donc professeur de lettres. Non, vraiment, rien ne présageait une voie entrepreneuriale. *« Pas si sûr »*, lâche-t-elle, énigmatique. *« L'enseignement, c'est une forme d'entrepreneuriat. On mène des projets constamment. Vous apprenez et vous cherchez des solutions en permanence. C'est un travail qui demande beaucoup de patience et de sens de l'adaptation. »*

Écrire, un pari sur l'avenir

« Je me souviendrai toujours de ma toute première classe, la Seconde 7 au lycée Sonia Delaunay à Villepreux, dans les Yvelines. Je suis tombée en amour. » La voilà donc à tracer son chemin de prof, tambour battant, dans différents établissements, avant d'avoir une révélation dans un collège dans les Yvelines. Elle se rend alors compte qu'avant d'arriver en sixième, les enfants assis sur les bancs de sa classe ont *« peu écrit »*. *« Pour cette*

génération, l'écriture est associée à une expérience négative. Ils écrivent pour être évalués. » Contrairement à sa génération. Aude Guéneau est une enfant née dans les années 80. *« La maîtresse [nous] faisait beaucoup écrire »*, se rappelle-t-elle. Et ça marchait : entre 8 et 12 ans, les enfants ont *« une appétence naturelle pour l'écriture, pour les histoires »*.Et un enfant qui n'écrit pas connaît des conséquences lourdes. *« C'est un vrai sujet de société. Grâce aux neurosciences, on sait que le niveau de réussite, d'épanouissement d'un élève est en corrélation directe avec son niveau et sa capacité en expression écrite. »* Plus tard, ces mêmes élèves sont pénalisés au moment de leur premier emploi, puis dans la formation continue. *« C'est quasi prédictif du rapport qu'aura l'enfant avec autrui, avec le monde. »* Tous les ans, ce sont 25 000 élèves qui sortent du système en état de décrochage scolaire, souvent avec un niveau en expression écrite très faible, rappelle la jeune femme. *« Il faut traiter le sujet. »*

La prof monte alors un comité pédagogique avec des collègues professeurs, des psychopédagogues, des orthophonistes. La responsable pédagogique de Plume, Juliette Doberva, alors prof de lettres, en faisait partie. Le groupe s'interroge. *« Quel outil utiliser pour faire vraiment de la différenciation pédagogique ? »* Autrement dit, quels moyens pour offrir un enseignement adapté aux compétences de chacun ? L'outil idéal n'existe pas. *« Il fallait déployer des moyens techniques dont on ne disposait pas. »* Pas encore. *« J'ai commencé par créer des histoires à compléter dans des Powerpoint qu'on projetait ensuite. »* Plus tard, elle rencontre Thomas Cailhol qui *« crée la première version de Plume à partir de ces mêmes Powerpoint. »*

L'apprentissage personnalisé, futur de l'éducation

En 2018, la start-up est primée par la Fabrique Aviva. *« Ça a été un élément déclencheur très fort. Ça nous a poussés à parler de notre projet, à le structurer, à challenger notre modèle économique. Mais ça a aussi étendu le champ des gens intéressés par le projet. »* Une forme de validation. *« On s'est dit qu'on n'était pas en train de délirer seuls dans notre coin »*, sourit Aude Guéneau. En 2019, elle quitte l'Éducation nationale. *« Ça a été un choix difficile. J'aime tant enseigner, mais avec Plume, je continue à transmettre, à porter ma vision de l'éducation »* Elle avait raison. L'application web est désormais labellisée par l'Éducation nationale. Et avec la pandémie, a séduit les enseignants en mal d'outils numériques : *« En trois-quatre semaines, on est passés de 2700 enseignants inscrits à 10 000. »* Aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 13 000.

Depuis quelques mois, avec le CNRS, Plume sert encore plus l'éducation en dessinant son futur. *« On estime à 10% la prévalence d'enfants qui présenteraient des troubles de l'apprentissage. Ces enfants sont dans des situations de fragilité. »* L'Éducation nationale n'est pas toujours en capacité de leur proposer des assistants de vie scolaire qui offriraient des situations d'apprentissage optimisé, ajoute-t-elle. *« Avec des chercheurs du CNRS, on travaille à la compréhension des caractéristiques de l'écrit d'un enfant. On mesure la distance de Levenshtein, à savoir la distance entre l'écrit initial et l'écrit corrigé. On observe la quantité de production d'écrit de l'enfant. On a également des indicateurs de complexité de l'écrit. »* L'objectif est, en comprenant ces caractéristiques, de proposer des parcours d'apprentissage adaptés et personnalisés. *« On analyse l'impact de ces parcours sur la courbe d'apprentissage de l'enfant. »* Aude Guéneau en est certaine : *« L'avenir de l'éducation est bien dans la personnalisation des apprentissages. »* Et il serait temps. *« Tous les ans, Peers, le programme international de recherche en lecture et écriture, rapporte que c'est une catastrophe : l'éducation est un des rares secteurs à ne pas avoir fait sa mue numérique. Il est crucial que le secteur fasse sa mue avec des valeurs d'inclusion, de partage, d'efficience au service de l'enfant, portées par les enseignants. »* Lueur d'espoir dans la crise sanitaire : le fonds d'investissement spécialisé dans les edtech, Educapital estime que le marché a gagné entre *« 5 et 10 ans de maturité »*. Un petit pas pour Plume. Un grand pas pour l'éducation et les enfants.

« L'enseignement, c'est une forme d'entrepreneuriat. On mène des projets constamment. Vous apprenez et vous cherchez des solutions en permanence. »

BELLES HISTOIRES

LA CLOCHE

Changer le regard sur les personnes sans domicile par l'action citoyenne

Faciliter l'action citoyenne pour lutter contre l'exclusion, c'est la mission que s'est fixée en 2015 l'association La Cloche. Plus simplement dit, La Cloche œuvre à créer du lien social avec et pour les personnes sans domicile avec TOUS les habitants d'un quartier par une myriade d'actions.

« Nous avons autant besoin de quoi vivre que de raisons de vivre », disait l'Abbé Pierre. L'action de La Cloche illustre précisément cette idée. *« À la Cloche, on lutte contre la grande exclusion en remettant le lien social au même niveau que les autres préoccupations – se loger, se nourrir, être en bonne santé, etc. »*, lit-on dans le manifeste de l'association. *« Pourquoi hiérarchiser les besoins ? On a autant besoin de lien social que de logement ou d'emploi »*, abonde au téléphone Margaux Gaillard, déléguée générale de La Cloche. *« Le plus dur pour moi dans la rue, c'était l'indifférence des gens, témoigne dans une vidéo Gilles, ambassadeur de l'association. Le fait de ne parler à personne et que personne ne nous parle, c'est le début de la désocialisation. »* Un sentiment partagé : 83% des personnes sans domicile souffrent du rejet des passants, selon une étude BVA/Emmaüs. En parallèle, 94% des citoyens aimeraient agir, mais se sentent démunis et ne savent pas comment s'y prendre, révèle une autre étude (Ticket for Change/Occurence). L'action, ça tombe bien, c'est l'un des cœurs battants de la Cloche. Née sous l'impulsion d'un ancien de la conciergerie solidaire Lulu dans ma Rue, Louis-Xavier Leca, La Cloche a d'abord sonné sous la forme du programme Le Carillon dans le XIe arrondissement à Paris. *« Puis il s'est essaimé dans le XXe, le XIIe, le Xe et tout doucement, dans l'ouest parisien. Aujourd'hui, le Carillon résonne dans d'autres grandes villes françaises »*, se réjouit sa déléguée générale.

Sonne la cloche…

« Le Carillon est né d'une question simple : comment puis-je aider les personnes à la rue que je croise tous les jours ? » Par le lien social de proximité. Et quel est le *« liant »* de la vie d'un quartier ? Le commerçant. Le programme consiste en un réseau de commerçants solidaires. Le commerçant signale sa solidarité par un label sur sa vitrine. Le citoyen sait qu'il peut consommer solidaire et surtout, participer en prépayant des produits en attente – un café, un sandwich… Par ce label, la personne dans le besoin sait qu'elle sera bien reçue. Chaque commerçant signale par des pictogrammes quels services sont mis à disposition : recharger son téléphone, se connecter au Wifi, faire des photocopies, réchauffer un plat au micro-ondes,

boire un verre d'eau. Des petites actions, mais qui peuvent changer le quotidien de manière très concrète des personnes sans domicile. *« C'est une chaîne de solidarité qui se crée assez naturellement, ce n'est pas impactant en termes de travail, en termes de temps. C'est d'une simplicité déconcertante, en fait »*, déclare dans la même vidéo que Gilles, Clément, un des commerçants solidaires du Carillon. En 2019, dévoile l'étude d'impact de La Cloche, le Carillon a rendu 75 000 services rendus aux personnes sans domicile et offert 8000 produits grâce à 1 015 commerçants solidaires et 320 bénévoles avec et sans domicile. L'impact est donc bien concret. *« 72% des personnes sans domicile ont découvert grâce au Carillon de nouveaux commerces, qui apparaissent comme de nouveaux lieux de sociabilité »*, peut-on encore lire dans l'analyse d'impact. 55% des habitants déclarent aller plus qu'avant vers les personnes en situation de précarité de leur quartier. Et 85% des personnes sans domicile déclarent faire de nouvelles rencontres aux évènements du Carillon.

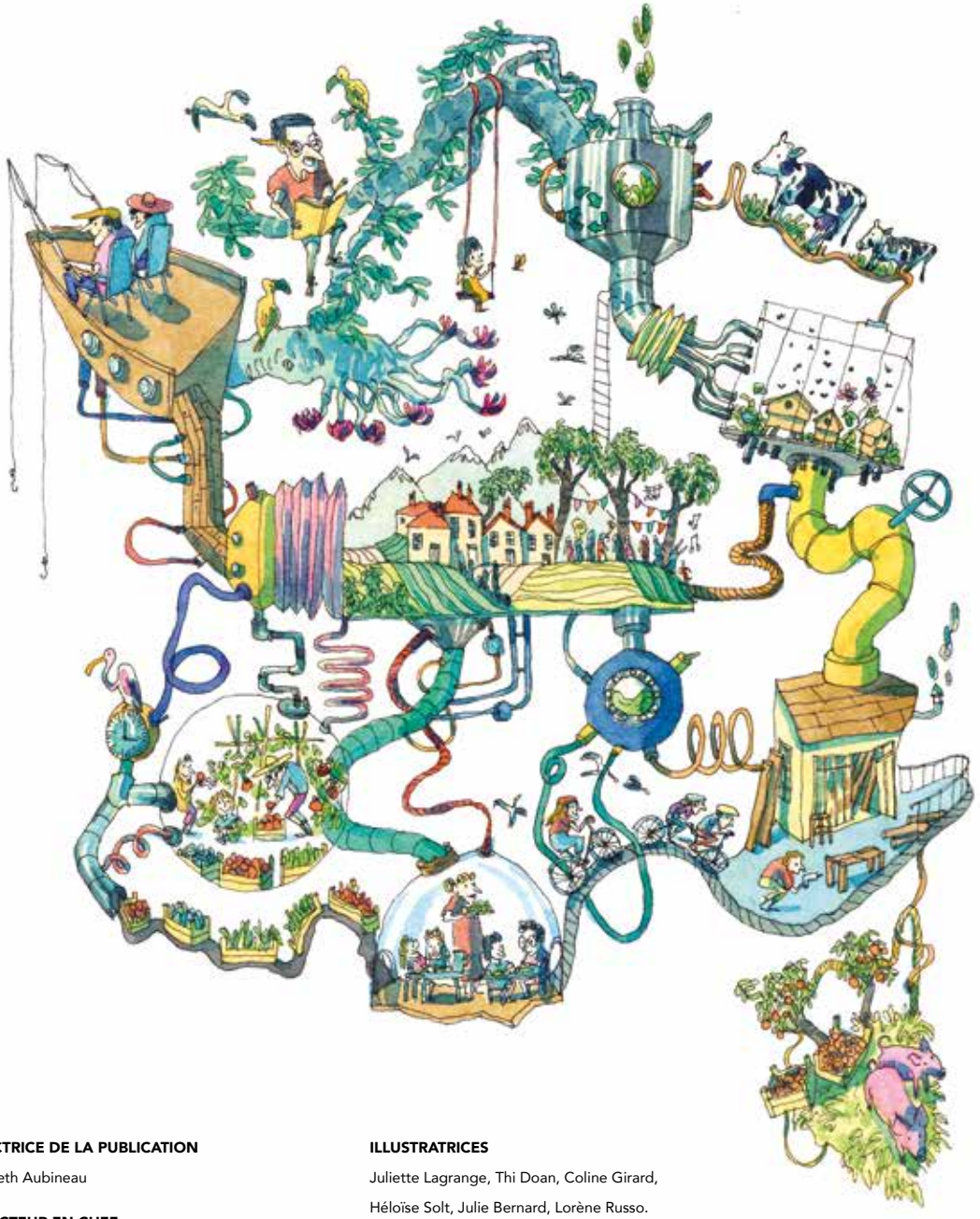
Fin 2015, Le Carillon démarrait dans le XIe parisien. 6 ans plus tard, l'initiative a dépassé les frontières parisiennes pour toucher toute la France. Le programme est devenu le vaisseau amiral d'une flotte d'autres actions menées par l'association : la Soupe impopulaire, Les Clochettes ou La Cloche à Biscuits, ainsi que d'autres initiatives citoyennes portées localement dans toute la France.

Un arsenal de lien social massif

« Récemment, des bénévoles ont souhaité monter des ateliers philo. On les a aidés à passer de l'idée d'action à sa mise en place. On peut par exemple les mettre en contact avec des associations locales qui vont ensuite les accompagner pour s'assurer que l'activité soit la plus inclusive et ouverte possible, mais aussi pour trouver un lieu, etc. » À Paris, sur ce même mode opératoire, ce sont des ateliers de théâtre qui ont été mis sur pied sous l'impulsion de bénévoles. *« On a ainsi trouvé une association qui animait déjà des ateliers théâtre pour des personnes qui sortaient de prison. Ils étaient enthousiastes à l'idée de faire la même chose avec des personnes avec et sans domicile habitant un même quartier. »* La Recyclerie, un tiers lieu parisien dédié à l'écoresponsabilité, s'est déclarée intéressée, elle aussi, pour accueillir le projet. *« Enfin, on a contacté un des commerçants du Carillon qui les a rejoints. »* Ou comment créer en quelques connexions un projet à l'écosystème vertueux, solidaire et viable sur la durée. Théâtre, philo… Les activités de la Cloche se déclinent également via des ateliers cuisine (La Cloche à biscuits), des chorales, des ateliers jardinage…

« Comment puis-je aider les personnes à la rue que je croise tous les jours ? »

C'est d'ailleurs au cœur de leur travail en collaboration avec Emmaüs Solidarité. L'association a reçu à Paris la gestion de trois lieux, raconte Faranak Mansour, animatrice des jardins partagés d'insertion chez Emmaüs Solidarité. *« Ce sont des jardins qui avaient des problèmes d'occupation. La Mairie de Paris nous en a laissé la charge. Ce sont donc des gens éloignés de l'emploi qui y travaillent pour apprendre le métier ou tout simplement pour reprendre des repères dans un environnement professionnel. »* Le jardin Saint-Laurent avait un problème de jeux d'argent. Un autre jardin, des problèmes de toxicomanie. *« Notre but est de créer un lien entre toutes ces personnes en difficulté et les résidents du quartier. »* Un lien qui se crée grâce à des ateliers jardinage et souvent, autour d'un café. *« Tous sont à pied d'égalité. C'est leur jardin. »* Les bénévoles de la Cloche s'y rendent régulièrement et participent à des ateliers jardinage dans le cadre du programme des Clochettes. *« C'est très convivial. »* Outre le jardin partagé, le programme favorise le *« faire ensemble »* – toujours avec des personnes avec et sans domicile d'un quartier – par la construction de boîtes à dons, des fresques murales, des activités de bricolage. La démarche encourage tout un chacun à améliorer l'allure du lieu dans lequel il évolue et vit. *« C'est comme ça qu'on peut façonner des quartiers plus inclusifs, plus résilients aussi, précisément parce que ces quartiers se donnent les moyens d'accueillir et d'intégrer des personnes qui sortent de la norme »*, conclut la déléguée générale. Une réflexion qui, à l'heure de la ville intelligente toute technologique, laisse songeur. Face à la puissance du lien social, l'apport de la technologie dans la ville nous semble d'un coup bien obsolète.



DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Elisabeth Aubineau

RÉDACTEUR EN CHEF
Valentin Pringuay
valentin@terra-incognita.io

SITE INTERNET
lafabriqueaviva.fr

RÉDACTEURS POUR CE NUMÉRO
Lila Meghraoua, Sophie Kloetzli, Mathilde Cristiani, Timothée Vinchon, Romane Mugnier, Valentin Pringuay.

ILLUSTRATRICES
Juliette Lagrange, Thi Doan, Coline Girard, Héloïse Solt, Julie Bernard, Lorène Russo.

DIRECTEUR ARTISTIQUE
Jean-Philippe Cabaroc

CORRECTIONS
Andrea Goulet

Imprimé en France par
Printshot sur papier PEFC (forêt durable).
Juillet 2021

MENTIONS LÉGALES
Aviva France
70 avenue de l'Europe
92270 Bois Colombes
315.597.500 R.C.S. Nanterre

Numéro de TVA intra communautaire FR91331309120

Sommaire

PARTIE 1 :
ESS, L'ÂGE DE RAISON ? 8

Une brève histoire de l'ESS 10
L'ESS, une économie comme les autres 14
ESS et innovation de rupture, un match (im)possible ? 20

PARTIE 2 :
LE TOUR DE LA FRANCE DE L'ESS 27

ÎLE-DE-FRANCE

Un nouveau souffle dans
le monde de l'entrepreneuriat social 28
A2Profs 32
Café Joyeux 33

DOM-TOM

Quand l'insularité oblige à penser différemment 34
Molokoï 39

NORD-EST

L'ESS, une réponse face à une activité
économique en transition 40
D'amour et d'abeilles 43
La virgule 44
Bioteos 45

CENTRE-OUEST

Quand l'ESS nous accompagne
tout au long de notre vie 46
Arterya 51
Gwilen 52
Maison de Nicodeme 53

SUD CENTRE-EST

Pour s'emparer des territoires ruraux 54
Serenity 57
Dabba 58
Time for the Planet 59

SUD-OUEST

La révolution du vivre ensemble 60
Circouleur 65
Carton vert 66
Le grain de sel 67

PARTIE 3 :
5 ANS DE FABRIQUE AVIVA 68

Yuka 70
Troc Ta Chambre 74
Vous avez dit Silver économie ? 76
Quoi de neuf, Docteur ? 78
Ecotree 80
Evercleanhand 84
Les nouveaux
lieux de la solidarité 88
Les Cuistots migrateurs 90
Panafrica 94
Des jobs plein la tech 96
Plume 98
La Cloche 102